

UCL

Université
catholique
de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO)
École des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

Construction et institutionnalisation du mouvement d'économie solidaire bolivien

Un processus ambivalent

Mémoire réalisé par
Marie Raida

Promotrice
Andreia Lemaître

Lectrice
Emmanuelle Piccoli

Année académique 2017 - 2018
**Master en Sciences de la population et du développement, à finalité spécialisée en
développement**

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiant(e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Marie Raida

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier chaleureusement Andreia Lemaître, ma promotrice, pour son temps, sa présence ainsi que son accompagnement de qualité lors de la rédaction de ce mémoire.

Mes remerciements vont également à María José Ruiz Rivera pour ses précieux conseils ainsi qu'à Sophie Charlier, Laurent Delcourt et Isabelle Hillenkamp pour le temps qu'ils m'ont accordé lors de nos entretiens.

Enfin, je souhaite remercier ma mère pour sa relecture attentive ainsi que mes amis pour leur soutien et leurs conseils.

Table des matières

<u>LISTE DES ABRÉVIATIONS</u>	<u>IX</u>
<u>LISTE DES FIGURES</u>	<u>XI</u>
<u>INTRODUCTION</u>	<u>1</u>
<u>MÉTHODOLOGIE</u>	<u>5</u>
<u>PARTIE 1 : CADRE THÉORIQUE DE LA RECHERCHE</u>	<u>7</u>
1. LE VIVIR BIEN	7
1.1. FONDEMENTS	7
1.2. ORIGINES ET ACTUALISATION : DU SUMAK KAWSAY ET SUMA QAMAÑA AU BUEN VIVIR	9
1.3. ENTRE MOTEUR D'UN DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF ET PRATIQUE DISCURSIVE	11
1.4. L'APPROCHE ÉCONOMIQUE DU <i>BUEN VIVIR</i>	14
2. L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	15
2.1. FONDEMENTS THÉORIQUES	16
2.1.1. ÉCONOMIE SOCIALE	16
2.1.2. ÉCONOMIE SOLIDAIRE	17
2.1.3. ÉCONOMIE POPULAIRE	18
2.2. L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN AMÉRIQUE LATINE	19
2.3. PERSPECTIVES ET LIMITES	21
3. PROCESSUS D'INSTITUTIONNALISATION ET POLITIQUES PUBLIQUES	23
3.1. POLITIQUES PUBLIQUES ET CHANGEMENT SOCIAL	23
3.2. DE LA SPHÈRE PRIVÉE À LA SPHÈRE PUBLIQUE... ET VICE-VERSA : UN DOUBLE MOUVEMENT	24
<u>PARTIE II : ANALYSE DE LA CONSTRUCTION HISTORIQUE DU MOUVEMENT D'ES BOLIVIEN</u>	<u>27</u>
1. AVANT-PROPOS : ANALYSE DU CADRE CONTEXTUEL	27
1.1. LA BOLIVIE, UN CAS D'ÉTUDE INTÉRESSANT	27
1.2. CARACTÉRISTIQUES DU MOUVEMENT D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE BOLIVIEN	31
2. ACTEURS DE LA LUTTE	34
2.1. AU CŒUR DE L'ÉCHIQUIER	35
2.1.1. PRINCIPALES FÉDÉRATIONS NATIONALES DE L'ES EN BOLIVIE	35
a) Red de Organizaciones Económicas Artesanas(os) con Identidad Cultural (OEPAIC)	35

b) Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas (CIOEC)	35
c) Red Nacional de Comercialización Comunitaria (RENACC)	36
d) Plataforma Multisectorial de Promoción y Desarrollo de la Economía Solidaria en Bolivia	36
e) Le Movimiento de Economía Solidario y Comercio Justo en Bolivia (MESyCJ)	37
2.1.2. ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES	37
a) Organizaciones Económicas Campesinas indígenas y originarias (OECAS)	37
b) Organizaciones Económicas Comunitarias (OECOMS)	38
2.1.3. CONFÉDÉRATIONS ET ORGANISATIONS SYNDICALES	39
a) Confédérations et organisations syndicales indigènes	39
b) Confédérations et organisations syndicales paysannes	40
2.1.4. STRUCTURES D'APPUI	41
2.2. TENSIONS ET LUTTES : UN MOUVEMENT FRAGMENTÉ	42
3. HISTORIQUE DE LA CONSTRUCTION DU MOUVEMENT D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE	43
3.1. EN AMONT, LA REVALORISATION DU DISCOURS DU <i>VIVIR BIEN</i>	43
3.2. JUSQU' AUX ANNÉES 2000 : NÉOLIBÉRALISME ET RÉVEIL DES MOUVEMENTS SOCIAUX	45
3.3. LES ANNÉES 2000 ET L'ACCUMULATION DES FORCES	47
3.4. 2006 : VICTOIRE DU MAS ET TOURNANT DÉCISIF DU PROCESSUS	49
3.4.1. 2006 – 2009 : 1 ^{ER} MANDAT.	51
3.4.2. 2010 – 2014 : 2 ^{ÈME} MANDAT	58
3.4.3. 2014 – 2019 : 3 ^{ÈME} MANDAT	63
3.5. PERSPECTIVES FUTURES	66
4. BILAN DE LA CONSTRUCTION DU MOUVEMENT D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DANS LE PROCESSUS DE CHANGEMENT	67
<u>PARTIE III : ANALYSE DU PROCESSUS DE RECONNAISSANCE JURIDICO-INSTITUTIONNELLE DE L'ES EN BOLIVIE</u>	<u>71</u>

1. TEXTES DE LOI	73
1.1. CONSTITUTION POLITIQUE	73
1.1.1. SYMBOLISME DE LA NOUVELLE CONSTITUTION	73
1.1.2. RECONNAISSANCE DE L'ÉCONOMIE PLURIELLE	74
1.1.3. PLACE DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET COMMUNAUTAIRE DANS LA CONSTITUTION	76
1.1.4. MOSAÏQUE DES PRÉOCCUPATIONS	77
1.2. LEY DE LA REVOLUCIÓN PRODUCTIVA COMUNITARIA AGROPECUARIA (144)	77
1.2.1. INTRODUCTION	77
1.2.2. LA NOTION DE COMMUNAUTÉ MISE À L'HONNEUR	78
1.2.3. APPARITION D'UN NOUVEL ACTEUR : LES OECOMS	78
1.2.4. CONSÉQUENCES SUR LE CHAMP	80

1.3. LEY DE ORGANIZACIONES ECONÓMICAS CAMPESINAS, INDÍGENA ORIGINARIAS PARA LA INTEGRACIÓN DE LA AGRICULTURA FAMILIAR SUSTENTABLE Y LA SOBERANÍA ALIMENTARIA	81
1.3.1. ÉLABORATION DE LA LOI N°338	81
1.3.2. OECAS ET OECOMS	82
1.3.3. UN TEXTE DE LOI AMBIVALENT	83
2. ORGANES ÉTATIQUES	84
2.1. MINISTERIO DE DESARROLLO PRODUCTIVO Y ECONOMÍA PLURAL	84
2.1.1. CRÉATION ET ESPOIR DÉÇUS	84
2.1.2. FREINS INTERNES ET EXTERNES À UNE OPÉRATIONNALISATION DE QUALITÉ	85
2.1.3. UNE INFLUENCE LIMITEE	86
2.2. PLAN NACIONAL DE DESARROLLO “BOLIVIA DIGNA, SOBERANA, PRODUCTIVA Y DEMOCRÁTICA PARA VIVIR BIEN”	87
2.2.1. AU CŒUR DU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT	87
2.2.2. RECONNAISSANCE DE L’ÉCONOMIE SOCIALE ET COMMUNAUTAIRE DANS LA MATRICE PRODUCTIVE	89
2.2.3. ACTEURS ET VISIONS DE L’ÉCONOMIE COMMUNAUTAIRE	90
2.2.4. UN PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT INABOUTI : CONTRADICTIONS ET CONFUSIONS	91
2.3. ESTRATEGIA PLURINACIONAL DE ECONOMÍA SOLIDARIA Y COMERCIO JUSTO	92
2.3.1. VISION	92
2.3.2. RECONNAISSANCE D’UNE ECONOMIE COMMUNAUTAIRE	93
2.3.3. PORTÉE DE LA STRATÉGIE PLURINATIONALE D’ES ET DE CE	93
3. BILAN DU PROCESSUS DE RECONNAISSANCE JURIDICO-INSTITUTIONNELLE	96
CONCLUSIONS	101
ANNEXES	107
BIBLIOGRAPHIE	113

Liste des abréviations

ASP: Asamblea por la Soberanía de los Pueblos

CE: Commerce équitable

CIDOB: Confederación Indígenas de Bolivia

CIOEC: Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas

CNMCIQB-BS: Confederación Nacional de Mujeres Campesinas Indígenas Originarias de Bolivia “Bartolina Sisa”

CONALCAM: Coordinadora Nacional por el Cambio

CONAMAQ: Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Quollasuyu

CPE: Constitution Politique de l'État

CSCB: Confederación Sindical de Comunidades interculturales de Bolivia

CSUTCB: Confederación Sindical de Comunidades Interculturales de Bolivia

ES : Économie solidaire

ESS : Économie sociale et solidaire

FEJUVE: Federación de Juntas Vecinales

FSM: Forum Social Mondial

IPSP: Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos

MAS: Movimiento Al Socialismo

MDPyEP: Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural

MESyCJ: Movimiento de Economía Solidaria y Comercio Justo

MPD: Ministerio de Planificación del Desarrollo

OECAS: Organizaciones Económicas Campesinas Indígenas y Originarias

OECOMS: Organizaciones Económicas Comunitarias

OEPAIC: Red de Organizaciones Económicas Artesanas(os) con Identidad Cultural

PND: Plan Nacional de Desarrollo

RENACC: Red Nacional de Comercialización Comunitaria

TCP: Tribunal Constitutionnel Plurinational

YPFB: Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos

Liste des figures

Figure 1 : Auto-identification avec un peuple originaire ou autochtone, population de plus de 15 ans, Bolivie, 2000.

Figure 2 : Graphique, Pourcentage de l'emploi informel non-agraire pour les pays sélectionnés, 2004-2010.

Figure 3 : Courbe du coefficient de GINI, 2005-2015, Bolivie.

Figure 4 : Schématisation de l'évolution de l'économie sociale et solidaire, 1952 – 2010.

Figure 5 : Processus de rétro-alimentation entre acteurs de l'ES et État.

Figure 6 : Structure du PIB par secteur de l'économie plurielle, 2005 et 2010.

Introduction

La société arrive à la fin d'un modèle marqué par les différentes crises qui éclatent partout sur le globe : crise économique, crise politique, crise écologique et plus largement par la crise identitaire (Acosta, 2014). En réponse à celles-ci, des groupes s'indignent, réfléchissent et agissent afin de trouver des variantes au système dominant, afin d'imaginer des formes sociétales plus équilibrées, solidaires et respectueuses. Ainsi, une volonté de re-conceptualisation des référents, en réaction au capitalisme sauvage global, est observée de par le monde. Le nouveau modèle du *Buen Vivir* en Amérique latine répond notamment à cette volonté émergente (Bruce, 2015).

Ce nouveau paradigme du *Buen Vivir* entend façonner une forme différente d'organisation sociale, avec des pratiques innovantes. Le discours du *Buen Vivir* met en exergue les erreurs et les limites des nombreuses théories prônant un soi-disant développement et questionne ce concept même de développement. Ancrée depuis des centaines d'années dans la cosmovision indienne et dans les réseaux informels, l'approche du *Buen Vivir* et ses valeurs tant fondatrices que fondamentales ont fait une entrée remarquable dans la sphère politique et institutionnelle de plusieurs pays sud-américains. Ce modèle prône, notamment, la reconnaissance d'une autre économie et des diverses formes d'organisation que celle-ci peut prendre.

Ainsi, l'économie sociale et solidaire (ESS) invite à repenser l'économie classique, ses dynamiques et ses liens avec le politique et le social afin de la re-conceptualiser. Cette forme d'économie se veut novatrice et souhaite remettre l'humain, le lien social et la participation effective et démocratique de tous au centre de ses préoccupations.

Si l'ESS s'est développée de façon notoire dans le monde durant ces dernières décennies, il est intéressant de souligner l'expansion particulière qu'a connue ce secteur en Amérique latine. Marqué par les effets dramatiques du modèle néolibéral et du consensus de Washington, le continent sud-américain a opéré un virage politique à gauche de grande envergure. La montée de ces « nouvelles gauches » remet en cause le modèle économique et social et place la question sociale au cœur des débats. Dans cette nouvelle dynamique, une tendance à la redéfinition de l'économie est notamment observée, permettant ainsi de mettre en avant l'économie sociale et solidaire et d'imaginer une transformation profonde de ce secteur.

Ce fut notamment le cas de la Bolivie qui, sous le gouvernement du *Movimiento Al Socialismo* (MAS) mené par Evo Morales, développa plusieurs politiques publiques favorables à l'institutionnalisation de l'économie solidaire et à la reconnaissance d'une économie plurielle.

La dynamique bolivienne mérite une attention particulière de par son caractère innovant. Traditionnellement, les formes d'économie solidaire ou populaire ne sont pas appréhendées dans leurs logiques culturelles et de fonctionnement propres. Jusqu'aux années 1990, les initiatives d'économie solidaire sont assimilées à l'économie informelle et les seules politiques envisagées à leur égard engagent donc leur formalisation et leur assimilation à l'économie formelle. Par après, dans le cadre des politiques de lutte contre la pauvreté, la logique retenue fut celle de faire des acteurs de l'économie solidaire des micros entrepreneurs capitalistes. Partant, l'approche vécue en Bolivie depuis 2006 apparaît comme fondamentalement innovante en ce sens qu'elle reconnaît formellement et culturellement l'économie solidaire en tant que telle, notamment dans sa nouvelle Constitution. Ainsi, et ce grâce à une mobilisation de longue haleine de la société civile et des réseaux d'économie solidaire, la thématique de l'ES fut introduite dans le débat public et amena à la création de lois spécifiques ainsi qu'à divers aménagements institutionnels.

De facto, il semble intéressant d'étudier la stratégie développée par E. Morales et le parti du MAS par rapport à la reconnaissance de cette forme d'économie. Quels sont les acteurs phares du réseau d'ES ? Quel rôle ont-ils joué dans la mise à l'agenda public de l'ES ? Quelle conception de l'économie plurielle est portée par le gouvernement ? Comment cette conception se traduit-elle dans les différents programmes et dans les différentes lois ? Quelles sont les avancées et les limites de ces innovations ? Quelle fut la cohérence entre les diverses actions et innovations du gouvernement et les principes fondamentaux du *Buen Vivir* ?

Ce mémoire s'attèlera donc à l'**étude de la construction du mouvement d'économie solidaire bolivien et à l'institutionnalisation de ses revendications**. Il analysera ainsi d'une part, le processus historique de construction du mouvement d'économie solidaire et, d'autre part, les innovations juridico-institutionnelles proposées par le gouvernement du MAS depuis 2006.

Afin de mener cette analyse, le présent mémoire sera subdivisé en trois parties. Après une brève présentation de la méthodologie utilisée, la première partie s'emploiera à dresser le cadre théorique de la recherche, en abordant les concepts de *Vivir Bien*, d'économie sociale et solidaire ainsi que certaines notions clés du processus d'institutionnalisation. La deuxième partie réalisera une analyse du mouvement d'économie solidaire bolivien. Dans un premier temps, le cadre contextuel ainsi que les acteurs phares du mouvement seront présentés. Dans un deuxième temps, le processus historique de construction du mouvement sera étudié afin de souligner la reconnaissance dont il a joui ainsi que ses limites. Finalement, la troisième et dernière partie de ce mémoire proposera une analyse du processus de reconnaissance juridico-institutionnelle de l'ES, via l'étude de plusieurs productions légales et institutionnelles. Enfin, une brève conclusion rassemblera et résumera les différents éléments d'analyse issus de cette étude.

Méthodologie

La Bolivie contemporaine représente un cas d'étude intéressant pour cette recherche par plusieurs aspects. En effet, la Bolivie s'inscrit dans une perspective historique de luttes de résistance et d'innovation économique. Cette tradition peut avantager la transition de l'économie capitaliste vers une économie plus adaptée. Depuis la fin des années 1990, l'ES bolivienne connaît un essor particulier ; des réseaux d'économie sociale se construisent et structurent le secteur à un niveau méso afin de porter les revendications politiques suivantes : « *introduire le thème dans le débat public, demander sa prise en compte dans l'élaboration de politiques publiques, présenter l'ES comme une « autre économie », un modèle alternatif de développement, basé cette fois sur la culture indienne dont les réseaux entendent être le porte-voix* » (Lemaître et al., 2011). L'arrivée au pouvoir du *Mouvement vers le Socialisme* (MAS), proche des réseaux d'ESS et des mouvements sociaux associés, a permis la prise en compte de cette thématique dans la sphère publique. De plus, la Bolivie semble être apparue comme le laboratoire tout désigné pour l'implémentation d'un système global alternatif dans une logique de post-développement. Le *Vivir Bien*, ou *Sumak Kawsay* en quechua et *Suma Qamana* en aymara, y constitue une véritable révolution épistémologique, philosophique, politique, économique, culturelle et sociale. Par ailleurs, la logique d'institutionnalisation de l'économie sociale et solidaire suivie par le gouvernement bolivien fut porteuse d'innovations.

Ce travail analysera la question de la construction et de la reconnaissance du mouvement d'économie solidaire via une approche méso. Ce sont donc les effets institutionnels et organisationnels qui seront ici étudiés via une analyse historique ainsi qu'un examen de plusieurs réalisations légales et institutionnelles. Depuis 2006, le paysage institutionnel et les référents légaux de la Bolivie ont énormément changé. Ceux-ci ont été bouleversés par la refonte de l'État, notamment induite par la nouvelle Constitution de 2009. Partant, l'étude des innovations institutionnelles et juridiques en matière de reconnaissance de l'économie solidaire et, dans un cadre plus large, d'une économie plurielle, semble intéressant et justifie le choix d'une approche méso. Il est important de souligner que ce mémoire n'a donc aucune prétention d'analyse au niveau micro, sur l'influence qu'a eu ou que peut avoir ce processus sur le quotidien des personnes concernées et impactées.

Au vu de l'approche choisie, un choix spécifique de méthodologie a été retenu. La subdivision en trois parties de ce mémoire permet une analyse pas à pas. Les données utilisées sont qualitatives. Celles-ci proviennent d'une revue de la littérature scientifique et spécialisée, d'entretiens et d'analyses de textes juridiques et documents officiels bruts.

En ce qui concerne les entretiens, la méthode choisie est celle d'entretiens semi-directifs. En effet, cette technique de recueil d'informations qualitatives apparaît comme la plus pertinente au vu du contexte de recherche. Cette méthode d'entretien a été préférée à l'entretien directif car elle laisse plus de place à la discussion et ne cloisonne pas le débat. La stratégie d'échantillonnage est non-probabiliste, l'échantillon ayant été sélectionné par choix raisonné. Cette stratégie est déterminée par le choix de l'approche méso/institutionnelle. Les intervenants choisis possèdent une expertise et une connaissance du terrain précieuses et sont les suivants :

- Graciela López, coordinatrice du REMTE-Bolivie, 20/03/2018 : Midi-Rencontre sur l'inclusion des femmes en Bolivie de l'ADG Gembloux.
- Laurent Delcourt, sociologue et historien, chargé d'étude au CETRI, 22/03/2018 : entretien semi-directif.
- Sophie Charlier, ingénieure agronome et sociologue, 30/03/2018 : entretien semi-directif.
- Isabelle Hillenkamp, socio-économiste, 06/04/2018 : entretien semi-directif.

En parallèle de ces entretiens, une analyse des textes juridiques et des réalisations institutionnelles mises en œuvre concernant le secteur de l'ESS depuis 2006 fut réalisée. Le contexte politico-juridique ayant subi un profond changement, il paraît pertinent d'en étudier les manifestations concrètes.

Bien que cette recherche soit riche, elle comporte également plusieurs limites. En premier lieu, le but de cette recherche n'est pas de réaliser une analyse micro mais bien une analyse des conséquences institutionnelles et juridiques sur un secteur découlant d'un changement politique particulier. Or, ces arrangements institutionnels impactent – ou du moins, sont supposés impacter – directement les acteurs de l'ES bolivienne. Ainsi, cette étude ne permet pas de recenser les conséquences vécues par les changements observés. De plus, cette étude est réalisée à un niveau national. Toutefois, de nombreux changements sont également observés aux niveaux régional et local.

Partie 1 : Cadre théorique de la recherche

La première partie de ce mémoire s'emploiera à présenter le cadre théorique de la présente recherche. Le cadre théorique et conceptuel dans lequel s'inscrit ce mémoire est large et mérite d'être précisé. La construction du cadre théorique se fera selon trois concepts clés. Dans un premier temps, cette recherche tentera de fournir un résumé succinct de l'approche du Vivir Bien. Ensuite, le concept d'économie sociale et solidaire sera abordé afin de le situer et le définir, d'un point de vue théorique et contextuel. Enfin, dans un troisième temps, les principes théoriques sous-tendant l'inscription de l'économie sociale et solidaire dans la sphère publique seront explicités.

1. Le Vivir Bien

Philosophie, modèle de développement, discours, principe de vie, le *Vivir Bien* peut être défini de nombreuses manières différentes. Ainsi, cette première section s'attachera à, dans un premier temps, expliquer les fondements du *Buen Vivir*. Ensuite, ses origines et son actualisation seront abordées. Dans un troisième temps, le débat autour du Vivir Bien comme réel modèle de développement ou simple concept rhétorique sera mentionné. Enfin, la vision de l'économie dans la pensée du *Buen Vivir* sera analysée.

1.1. Fondements

Le *Buen Vivir*, ou *Vivir Bien* en Bolivie, concept originaire de la région des Andes, est – ou du moins se veut être – une alternative au développement. C'est ainsi que ce dernier est traditionnellement entendu dans le contexte plus large du post-développement. L'approche du *Buen Vivir*, ou discours du *Buen Vivir*, se fonde sur une perspective éthique et spécifique dont les valeurs fondamentales sont le respect de la Nature, la promotion d'une harmonie complète entre humains et avec la Nature ainsi que sur l'autogestion et l'autosuffisance des communautés. Ainsi, en réaction au système paradigmatique dominant du néolibéralisme, le *Buen Vivir* propose un nouveau cadre de pensée, certes né de visions utopiques, mais aux actualisations de plus en plus nombreuses (Acosta, 2014).

D'après Gudynas (2011), le *Buen Vivir* se caractérise par une quête de l'harmonie plutôt que par une croissance ou un développement sans fin, par le respect de la « Mère Nature »

(la « *Pachamama* »), par la primauté de la communauté sur l'individu, par la valorisation de la complémentarité plutôt que la compétition et par une dé-commodification contre le processus de marchandisation – qu'il est possible de rapprocher des travaux de Polanyi [voir *Partie I, Section 3.2.*]. C'est donc en réaction à la volonté de toujours « vivre mieux » de la société moderne que le « vivre bien » s'est forgé. Appréhendant le monde dans sa finitude, le *Buen Vivir* répond à une vision holiste soulignant la nécessité d'un développement auto-limité (Gudynas, 2011 ; Jiménez, 2011 :14, Carne, 2016).

Ainsi, Emile Carne, dans une analyse de la notion de *Buen Vivir* suivant la pensée d'Alberto Costa, invite à repenser le développement via cinq portes d'entrée : repenser la nature, le développement, l'Etat, les acteurs de la lutte et l'échelle.

Dans un premier temps, il appelle à dépasser la logique cartésienne de domination de l'Homme sur la Nature et invite à concevoir celui-ci comme habitant et non souverain. De ce fait, le *Buen Vivir* propose donc une vision de l'Homme ancré dans son environnement, perçu comme limité, et insiste sur la coexistence en refusant ainsi la posture capitaliste du « toujours plus » et du « encore mieux ».

Par ailleurs, s'il existe des pays *développés*, il en existe alors également des pays dits *sous-développés*. Partant de ce constat, le processus de développement consiste en une marche à suivre, rejoignant donc la vision de Rostow (1959), afin de combler le retard pris par rapport au monde occidental. La naissance du paradigme du développement sera abordée lors de l'introduction du *Buen Vivir* comme alternative au développement conventionnel [voir *Partie I, Section 1.3.*]. Le *Buen Vivir* s'oppose à cette vision linéaire et réductionniste du développement et entend proposer d'autres cadres d'interprétation.

En troisième lieu, de par son contexte d'apparition particulier, le paradigme du *Buen Vivir* cherche une actualisation de l'État-nation via une ouverture de celui-ci à l'ensemble de la population, sans exception aucune. Originaire des Andes, région traditionnellement constituée d'habitants d'origines diverses et variées, l'approche du *Buen Vivir* critique l'État-nation classique, car celui-ci ne prend pas en compte l'ensemble de sa population et évacue ainsi certains du récit national. C'est ainsi que des États plurinationaux et interculturels se sont développés, comme le montre le récent cas de la Bolivie.

De plus, le *Buen Vivir* invite à repenser les acteurs de la lutte traditionnellement entendus. Ainsi, le prisme de la lutte des classes doit être dépassé afin d'appréhender l'identité

historique des acteurs dans un même temps que leur identité socioculturelle. Dans cet ordre d'idée, l'ancien membre de l'Assemblée Constituante bolivienne et ancien ministre adjoint à la Planification de la Bolivie, Raúl Prada Alcoreza, s'est exprimé en ces mots « *maintenant les peuples se mobilisent contre le capitalisme : nous sommes passés de la lutte du prolétariat contre le capitalisme à la lutte de l'humanité contre le capitalisme* » (Acosta, 2014).

Enfin, le *Buen Vivir* identifie le local, entendu comme « *zone possible des leviers, de démocratie effective* », comme moyen de faire le lien avec le global (Carme, 2016).

Selon Alberto Acosta et Eduardo Gudynas, deux des plus célèbres théoriciens du *Buen Vivir*, ce dernier représente une opportunité pour construire une autre société basée sur « *la convivencia del ser humano en diversidad y armonía con la naturaleza, a partir del reconocimiento de los diversos valores culturales existentes en cada país y en el mundo* » (Acosta et Gudynas, 2011b : 103).

1.2. Origines et actualisation : du Sumak Kawsay et Suma Qamaña au Buen Vivir

Si ce concept apparaît comme novateur, il n'en est pas pour autant tout à fait récent. En effet, le *Buen Vivir* s'est construit à partir de siècles de lutte et de résistance des peuples indiens et s'est construit autour de valeurs de vivre ensemble déjà présentes dans la culture indienne. Par exemple, la notion « *Ayllu* » constitue la base de l'organisation communautaire et peut être imparfaitement traduite par « vie en communauté ». Nombre des caractéristiques du *Buen Vivir* se retrouvent dans la vision de l'*Ayllu* (Choque et Mamani, 2003 ; Jiménez, 2011 : 9 ; Estermann, 2012 :12).

Le terme communément accepté de *Buen Vivir* dérive des concepts quechua « *Sumak Kawsay* » et aymara « *Suma Qamana* » (Vanhulst et Beling, 2013 : 43). *Sumak* en quechua et *suma* en aymara correspondent à « plénitude », « sublime » tandis que *Kawsay* signifie « vie » ou « être en étant » et *Qamana* « vivre ensemble ». En quechua, *Sumak Kawsay* signifie « *la plenitud de vida en comunidad junto con otras personas y la naturaleza* » (Houtart, 2011 ; Oritz 2013). Cependant, ce concept andin est si riche et complexe qu'on ne peut le résumer à l'expression de « Bien Vivre » (Vanhulst et Beling, 2013 ; Oritz, 2013). En effet, « *ce concept échappe à la structuration rationaliste de la vie, pour s'ancrer dans la sphère poétique, qui à son tour met en lumière d'autres significations, produit d'autres contenus sémantiques, qui, quant à eux, naissent de*

priorités vitales » (Ortiz, 2013) et « *ne permet pas de rendre compte de l'épaisseur sémantique du concept original qui, dans la cosmologie indigène, est un principe de vie, de plénitude, ainsi qu'un guide pour l'action* » (Vanhulst et Beling, 2013 : 43). Partant, Alberto Acosta (2014) définit également le *Buen Vivir* comme « *pari* », « *processus de vie* », « *grand pas révolutionnaire* » ou encore « *nouvelle organisation civilisationnelle* ». En effet, le *Buen Vivir* apparaît comme un processus complexe et multiple.

Bien que le *Buen Vivir* s'inspire des pratiques autochtones du *Suma Qamaña/Sumak Kawsay*, il apparaît essentiel de distinguer ces deux notions. Dans un premier temps et comme explicité, les principes de *Suma Qamaña/Sumak Kawsay* n'ont de sens que dans leur contexte originel, celui de la cosmovision andine. En effet, se référant à des « *cosmovisions indigènes incommensurables avec la modernité et donc intraduisibles dans les catégories de cette dernière* », ces notions ne peuvent être appréhendées *per se* dans les discours contemporains (Vanhulst et Beling, 2013 : 42). Ces notions échappent à la compréhension rationnelle de l'Occident. En effet, le monde andin est un monde profondément vivant et interconnecté, où l'immanence est cadre et où la séparant entre l'abstrait et le réel n'existe pas. Partant, cela implique que le symbolique et le discursif sont aussi réels, et donc normatifs, que le matériel. Le rapport au temps s'y retrouve donc également impacté puisque si « *le passé et le futur existent seulement dans le présent, pour le présent et par le présent, ils sont actuels¹* », alors « *le temps est cyclique, non-circulaire, non-répétitif, mais rénové, grâce à de constantes variations cosmiques et telluriques²* » (Jiménez, 2011 : 8). De plus, ces principes andins sont partagés par d'autres peuples indigènes, comme le *ñandereko* des Guaranis, le *shiir waras* des Ashuars ou le *küime mongen* des Mapuches (Jiménez, 2011 : 14).

Dans un deuxième temps, le *Buen Vivir*, quant à lui, est un discours politique contemporain en Amérique-Latine s'appuyant sur la cosmovision indienne, dont il est à la fois le *fruit* et l'*expression* (Jiménez, 2011 : 6). Par ailleurs, la transformation de ces notions andines en *Buen Vivir* peut être comparée, tant par la forme que par le dialogue, au discours contemporain du développement durable. Le *Buen Vivir* a bénéficié d'une conceptualisation et d'une théorisation fortes. En effet, il fut le sujet d'un double

¹ Traduction de l'auteur

² Traduction de l'auteur

mouvement : tandis qu'il était diffusé dans les cercles politiques et publics, il gagnait les discussions des cercles académiques, participant ainsi à la construction du discours du *Buen Vivir* (Vanhulst et Beling, 2013 : 47). Comme il sera explicité plus tard [voir *Partie II, Section I*], les années 1980-90 sont marquées, en Amérique latine, par de nombreuses réactions populaires face au paradigme néolibéral dominant. Ainsi, c'est particulièrement en Équateur et en Bolivie que le discours du *Buen Vivir* prendra de l'importance. Grâce à l'adaptation de celui-ci par rapport à ses origines ancestrales et grâce au travail de conceptualisation effectué tant par le milieu académique que politique, le *Buen Vivir* est devenu un élément-clé des débats actuels en Amérique latine (Vanhulst et Beling, 2013).

Cependant, bien que fruit et expression des cosmovisions andines, le discours du *Buen Vivir* n'entend pas recréer une société qui n'est plus. En effet, « *il n'appelle à aucun retour au passé, âge d'or ou temps mythique. Le Buen Vivir assume sa source, mais ne s'y réduit pas* » (Carne, 2016). Néanmoins, il est intéressant de souligner que la persistance de la culture andine, jugée sans doute comme archaïque dans le mythe dominant, génère finalement un renouveau politique, éthique, social, culturel, philosophique et économique (Jiménez, 2011 :4).

L'approche du *Buen Vivir*, comme expérimentée lors des dernières décennies, est un savant mélange d'anciens savoirs andins et d'un renouveau critique et intellectuel. Bien sûr, cette approche n'est pas exempte de contradictions internes. Ainsi, la percée du *Buen Vivir* sur la scène publique est le fruit d'un long processus (Jiménez, 2011 : 14).

1.3. Entre moteur d'un développement alternatif et pratique discursive

La question du développement est apparue suite à la Deuxième Guerre mondiale et, notamment, suite au célèbre discours de Harry Truman en 1949, alors président des États-Unis, qui inaugura la vision dichotomique du développement : les pays dits développés et sous-développés, le Nord et le Sud, la société moderne et archaïque. Dans cette vision linéaire et graduée, l'idée de combler le retard pris par les pays sous-développés émerge et s'impose. Ainsi, les États concernés, dont la majeure partie des États sud-américains font partie, se voient dans l'obligation de se soumettre à plusieurs politiques afin de sortir du sous-développement. Cependant, les résultats de ces politiques ne sont pas visibles, à tel point que certains parlent même d'un « *mal desarrollo* », d'un « mauvais développement ». Les promesses des plans, programmes et projets de développement n'ont pas vu le jour et la pauvreté et les inégalités ne font que s'aggraver. Bien que ce

modèle soit insoutenable et intenable, notamment d'un point de vue environnemental, le développement reste le paradigme de référence et maintient son emprise (Acosta et Gudynas, 2011a : 73-75 ; Vanhulst et Beling, 2013).

Cependant, et ce à partir des années 1960, plusieurs visions critiques apparaissent. Celles-ci sont en inadéquation avec la posture jusqu'à alors prégnante d'un développement linéaire en vue d'un progrès économique-centré³.

« Mais le désenchantement ne s'arrête pas aux promesses brisées du développement : la réflexion critique de plusieurs intellectuels contemporains (tels que François Partant, Gilbert Rist, Wolfgang Sachs et Serge Latouche, et, parmi d'autres Latino-Américains, Arturo Escobar, Eduardo Gudynas et Alberto Acosta) a remis en question le développement en tant qu'horizon normatif de l'humanité, contextualisant son émergence, exposant son caractère socialement construit et ses faiblesses systémiques. Actuellement, beaucoup considèrent le développement comme un mythe, un principe anémique, dépourvu de tout contenu, qui implose en raison de ses contradictions intrinsèques. » (Vanhulst et Beling, 2013 : 43).

C'est dans ce processus qu'apparaît le concept de *Buen Vivir*. Le *Buen Vivir* propose une réponse aux différentes questions amenées par la modernité et le développement. Ainsi, il peut être vu comme une « *plateforme politique pour la construction d'alternatives au développement* » (Acosta et Gudynas, 2011a : 73).

Comme mentionné, il est le produit d'une combinaison de principes andins et de contributions académiques⁴ ainsi que la conséquence d'un processus conjoncturel plus global venant d'être abordé. Les principes fondateurs du *Buen Vivir* semblent s'être construits autour d'une critique de l'idéologie du progrès, de la modernisation et de la rationalisation. Ainsi, l'intérêt du discours du *Buen Vivir* repose également dans sa symbolique. Outre son appel à la résistance face au paradigme global, il est également le signe de l'entrée dans une nouvelle période de l'Histoire. Il incarne la proposition d'une alternative historique au développement, en tant que processus endogène. Fondé sur des

³ Évidemment, ces visions varient et ne forment pas un ensemble purement homogène. Ces variations s'expliquent notamment par les tensions existant entre la dimension économique, encore prépondérante, et les autres dimensions de l'existence (sociale, culturelle, écologique, etc.).

⁴ Entendues ici comme courants intellectuels critiques.

principes d'interdépendance, de complémentarité et de réciprocité forts, le paradigme du *Buen Vivir* ne peut concevoir le développement comme seule poursuite du bien-être humain, déterminé par la croissance économique (Jiménez, 2011 ; Quijano, 2015 ; Vanhulst et Beling, 2013). Suivant cet ordre d'idées, Josef Esterman (2012) a proposé une comparaison des deux modèles de développement dont il est ici question : le développement capitaliste d'une part, le *Buen Vivir* d'autre part. Cette comparaison permet de souligner les oppositions criantes en termes de vision du monde⁵. Ainsi, le modèle proposé par le discours du *Buen Vivir* apparaît opposé à celui proposé par le capitalisme dans leur symbolisme et leurs valeurs fondatrices. Cependant, il semble essentiel de questionner cette opposition dans l'opérationnalisation du *Buen Vivir*. Répond-elle toujours à des logiques non capitalistes ?

Par ailleurs, pour certains, le discours du *Buen Vivir* ne se veut pas être une nouvelle alternative au développement conventionnel, mais bien une alternative à l'idée même de développement, idée profondément occidentalocentrée. Ainsi, le *Buen Vivir* ne pourrait se résumer à une série de conditions et pratiques, figées ou enseignées. Il ne serait autre qu'« *un processus de vie né de la matrice communautaire des peuples qui vivent en harmonie avec la Nature* » (Acosta, 2014). C'est dans ce sens qu'il devient possible de parler d'un pas qualitatif important puisqu'il dépasse le concept de développement traditionnellement entendu. Les récentes alternatives latino-américaines, dont le *Buen Vivir* fait, évidemment, partie, ont ceci de particulier : à l'inverse du développement conventionnel et des divers courants critiques actuels, celles-ci se développent hors du cadre de pensée de la Modernité (Acosta et Gudynas, 2011a : 72-74 ; Acosta, 2014).

Le discours du *Buen Vivir* fut amené sur la scène publique de façon notoire lors des dernières années. C'est en Équateur et en Bolivie qu'il a pénétré le domaine politique de la façon la plus visible. En effet, ces deux pays sud-américains ont fait référence et inclus les principes du *Buen Vivir* au sein de leur Constitution nationale (Jiménez, 2011 : 4 ; Vanhulst et Beling, 2013 : 42-43). Cependant, la percée politique du *Buen Vivir* reste sujette à de nombreux débats et controverses. Si le *Buen Vivir* est devenu un sujet de recherche convoité chez les académiciens et un étendard politique couru pour les politiciens, les incohérences entre valeurs fondatrices et réalisations concrètes sont prégnantes et courantes. Le conflit du TIPNIS en Bolivie, le parc Yasuni en Équateur ou

⁵ Voir Annexe 1 : Une comparaison des deux modèles de développement

encore les droits bafoués des Indiens illustrent la tension existant entre le discours du *Buen Vivir* et les réalités économiques de ces pays dits « extractivistes » (Calla ; 2011 : 78-80 ; Estermann, 2012 : 14 ; Postero, 2017 : 92).

1.4. L'approche économique du *Buen Vivir*

Dans l'approche globale caractérisant le discours du *Buen Vivir*, il apparaît évident que l'économie, et la place que celle-ci occupe dans la société, constituent un des piliers de la réflexion. L'économie est ainsi imaginée comme un des aspects de la vie, comprise au sens large du terme. La volonté de recentrer l'économie, de la rendre non seulement anthropocentrée, mais également, voire surtout, biocentrée et à une échelle raisonnée, est au cœur du *Buen Vivir*. Ainsi, ce discours s'oppose fermement à la mythologie du néolibéralisme économique et appelle à dépasser les croyances selon lesquelles la croissance économique, la consommation de bien et la logique d'accumulation infinie serviraient le bien-être individuel, et donc collectif. Partant, il est intéressant de se demander quelle économie peut soutenir l'idée du *Buen Vivir*.

Dans cette approche, la déconnexion entre les champs ainsi que la division des logiques productives seraient à l'origine du problème. La nature, l'économie, la sociologie ou la culture ne sont plus vues comme une entité, un système interdépendant, mais comme des secteurs cloisonnés. La modification d'un n'entraînerait donc pas *de facto* d'effets sur l'autre (Casas, 2011). Selon Alberto Acosta (2014), « *surmonter le divorce entre la Nature et l'être humain s'avère ainsi l'une des plus grandes tâches qui nous attendent* » et « *conduire ce changement historique doit devenir le défi majeur de l'Humanité si l'être humain ne veut pas compromettre sa propre existence sur Terre* ».

Les principes moraux d'une économie soutenant le paradigme du *Buen Vivir* sont multiples. Ainsi, la nécessité d'une réduction de la consommation, d'une meilleure distribution ainsi que la nécessité de la recherche d'une relation plus harmonieuse avec la « Terre Mère » font, sans surprise, partie des prérequis de base pour une économie cohérente. Ces prérequis ont pour implicite l'idée directrice, comme susmentionné, d'interdépendance et de réciprocité. En effet, on ne peut vivre bien si nos pairs vivent mal tout comme si la « Terre Mère » est meurtrie. Partant, ceci implique la stimulation d'une « *dimensión humana y solidaria a las relaciones con sus semejantes, afecto por la vida y no por las cosas, la felicidad desde lo espiritual y no desde lo material, la defensa de la justicia social y una activa responsabilidad con el medio en que se vive y del que se forma*

parte, no como dueño sino como facilitador de una relación integral y armónica” (Casas, 2011: 332).

Concrètement, le modèle économique proposé par le paradigme du *Buen Vivir* entend favoriser des relations économiques, de production d’échange ou de coopération, basée sur la solidarité. Ainsi, les objectifs de qualité et d’adéquation sont prioritaires, en opposition avec les critères d’efficacité, d’efficience ou de rentabilité (Acosta, 2014 ; Carme : 2016).

Selon ce discours, l’économie est intrinsèquement liée à l’environnement. En effet, la crise environnementale que traverse actuellement notre société ne serait pas le seul produit de la détérioration de biosystèmes et de la pollution massive, mais couvrirait également d’autres dimensions ayant trait à l’hégémonie d’un système économique, social et politique injuste. Les inadéquations entre les « *qualités biophysiques* » et les « *relations socio-économiques* » sont donc à mettre en cause (Casas, 2011 :332).

Cette vision de l’économie transparaît dans les récentes actualisations du discours du *Buen Vivir*. Les constitutions bolivienne et équatorienne font toutes deux mention de ces préoccupations économiques. Pour exemple, à l’article 306⁶ de la Constitution Politique de l’État plurinational de Bolivie, il est stipulé que l’économie sociale et communautaire complètera l’intérêt individuel par le *Vivir Bien* collectif. Cet article de loi rejoint les principes fondamentaux du *Buen Vivir*, tels que ceux susmentionnés de réciprocité et d’interdépendance, selon lesquels le développement ou le progrès ne peuvent avoir pour seul horizon la croissance économique ou la satisfaction des intérêts privés.

2. L’économie sociale et solidaire

L’économie sociale et solidaire est un terme dont les contours ne sont pas clairement définis. Le concept même d’économie sociale et solidaire (ESS) souffre d’une certaine confusion quant à sa définition, symbolisant « *le marqueur d’une situation hétérogène et fragmentaire, le prolongement de positionnements, le reflet de rapports conflictuels entre acteurs se déployant dans des contextes régionaux distincts, et le résultat de diverses instrumentalizations* » (Thomas, 2015 :8). Cette confusion entretient le fait que le terme d’économie sociale et solidaire reste un terme « fourre-tout », dont il est possible d’user

⁶ Article 306 de la Constitution politique de l’État Plurinational de Bolivie

sans limite. Par ailleurs, ceci participe à la difficulté notoire de l'opérationnalisation de l'ESS. En effet, comment travailler utilement sur la valorisation d'un secteur lorsque celui-ci n'est pas clairement défini ? Ainsi, il apparaît nécessaire de clarifier les termes connexes à celui d'économie sociale et solidaire avant de poursuivre cette analyse⁷.

Dans un deuxième temps, le concept d'économie sociale et solidaire sera ajusté au contexte dans lequel celui-ci s'inscrit dans le cas de ce mémoire. Ainsi, les réalités de l'ESS dans le contexte sud-américain seront présentées. Enfin, les perspectives et les limites de cette forme d'organisation économique seront discutées.

2.1. Fondements théoriques

2.1.1. *Économie sociale*

L'économie sociale désigne « *les activités économiques réalisées par des personnes privées, mais poursuivant un intérêt collectif* » et rassemble « *des entreprises et organisations qui combinent des modes de création et de gestion privée, mais collectifs avec des finalités non centrées sur le profit* » (Lasida 2008). Les principales caractéristiques de l'économie sociale identifiées sont le service à la collectivité (plutôt que la recherche de profit), l'autonomie de gestion (par rapport aux pouvoirs publics), un processus de décision démocratique (où la règle d'une personne vaut une voix est d'application) et de primauté de la personne, du travail et de l'objet social sur le capital (les bénéficiaires sont ainsi réinvestis dans l'objet social même ou répartis de façon limitée entre les membres) (Lasida, 2008 ; Thomas, 2015). C'est ainsi que l'on parle d'une « *autre manière de produire des biens et des services, en fonction des principes et valeurs qui déterminent les contours de l'économie sociale* » (Thomas, 2015 : 13).

Cependant, afin de discuter de l'appartenance à l'économie sociale d'une entité, il est important de faire une distinction importante entre la forme institutionnelle prise (coopérative, association, mutuelle, etc.) et la défense des valeurs ainsi que l'application des principes clés. En effet, de nombreux exemples d'organisations formalisées, dites d'économie sociale, ne répondent pas, voire s'opposent, aux principes fondamentaux. Au vu de l'institutionnalisation croissante de ces initiatives, les avantages sociaux et

⁷ Évidemment, ces clarifications ne doivent pas être assimilées à des définitions pures, mais bien à un effort de compréhension générale, sollicité afin de situer chaque terme dans son contexte.

financiers y étant attachés sont importants. Cette subversion permet d'entretenir la confusion régnant autour de ces termes (Thomas, 2015).

En Amérique latine, le terme d'économie solidaire ou populaire est traditionnellement employé pour désigner une économie plus ancrée.

2.1.2. *Économie solidaire*

L'économie solidaire est un concept qui est, d'une part, bien plus récent que celui d'économie sociale, et d'autre part, bien moins précis et défini. Parfois présentée comme le prolongement de l'économie sociale, elle n'en est pas pour autant une économie exclusivement réservée aux plus pauvres. L'économie solidaire, proche du mouvement altermondialiste, revendique une autre économie pour une autre société. En Amérique latine, elle est définie comme un ensemble d'initiatives collectives de production, d'échange, de financement ou de consommation. Il est également possible de définir l'économie solidaire comme une façon de démocratiser l'économie par des pratiques citoyennes.

L'économie solidaire articule deux dimensions : sociale et politique. La dimension sociale se fonde sur des rapports sociaux de solidarité et sur un lien social non marchand. La dimension politique, quant à elle, se définit par la recherche d'une action démocratique et l'existence de lieux où le dialogue, fondé sur la participation, est à la fois possible et accessible. Ainsi, les principes contenus par ces deux dimensions sont prioritaires sur l'activité ou sur la recherche d'un profit monétaire. Cette articulation permet d'introduire une réflexion cruciale : la finalité de l'échange économique s'en tiendrait plus à la création de lien social qu'à un gain financier ou matériel (Lasida, 2008 ; Hillenkamp et Bessis, 2012 : 86 ; Laville, 2013).

Dans cette optique, « *le vivre ensemble et le projet de société deviennent des objectifs économiques au même titre que la création de richesse matérielle* » (Lasida, 2008 :3). Ainsi, l'économie solidaire permet un renvoi aux origines de l'économie et du rôle que celle-ci joue dans les sociétés. En termes de logique économique, l'économie solidaire se caractérise par « *la recherche d'une utilité sociale où l'intérêt social acquiert une dimension intersubjective plutôt que collective* », par « *la coordination participative avec décision prise collectivement par tous les acteurs* » ainsi que par l'articulation des ressources marchandes, publiques et réciprocatrices. Les ressources dites réciprocatrices

sont à comprendre dans le cadre de la théorie de Karl Polanyi⁸ [voir *Partie I, Section 3.1.*] (Lasida, 2008 : 3-4).

Si elle rejoint l'économie sociale en de nombreux points, elle fixe également des objectifs plus larges et centrés autour d'une nouvelle solidarité : entre les générations, entre les sexes, entre les territoires, entre les âges, etc. Ceci induit, *de facto*, une richesse des pratiques et des secteurs visés par l'économie solidaire (Lasida, 2008). Là où l'économie sociale propose des types d'entreprises novateurs et pluriels, l'économie solidaire propose une pluralité des principes mêmes d'économie, ainsi que l'hybridation de ces principes (Laville, 2013).

L'économie sociale et l'économie solidaire partagent de nombreuses caractéristiques. Elles considèrent l'acte marchand comme un moyen au service de l'objet social et non comme une fin en soi. Toutes deux remettent en question l'économie capitaliste de marché et remettent le rapport social au centre de la société et de l'économie. L'économie sociale et solidaire veut dépasser les solidarités primaires, communautaires et non-organisées pour tendre vers une institutionnalisation réelle des pratiques et un ancrage politique (Lemaître, 2009). Comme le souligne Frédéric Thomas (2015), l'économie sociale et solidaire a encore du chemin à parcourir afin d'être plus qu'« *une économie des pauvres pour les pauvres* ». Même si de nombreuses questions quant au rôle et à la place qu'elle doit occuper dans la société demeurent, l'économie sociale et solidaire connaît un succès considérable depuis plusieurs années (Allemand et Boutillier, 2010).

2.1.3. *Économie populaire*

Par ailleurs, l'économie populaire peut être définie comme étant « *l'ensemble des activités économiques et des pratiques sociales développées par des groupes populaires en vue de garantir, par l'utilisation de leur propre force de travail et des ressources disponibles, la satisfaction des besoins de base, matériels autant qu'immatériels* » (Sarria Icaza et Tiriba, 2005 : 217). Elle est parfois vue comme l'ancêtre de l'économie solidaire qui la prolongerait.

⁸ Pour approfondir les contributions de Karl Polanyi à la définition de l'économie solidaire, voir : Servet, J.M. (2007). « Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, contribution à une définition de l'économie solidaire », *Revue Tiers Monde*, p. 255-273.

L'économie populaire et l'économie informelle partagent des racines communes, car celles-ci sont issues d'une même réalité. L'économie informelle répond à une vision dichotomique entre le secteur formel, et donc reconnu et comptabilisé par l'État, et le secteur informel, voire « souterrain ». Le terme d'économie populaire est utilisé pour rendre compte d'une réalité existant depuis bien longtemps, mêlant des acteurs populaires impliqués dans la reproduction de la vie.

L'origine du terme d'économie informelle est imputée au rapport de Keith Hart, en 1971. Ce rapport s'est intéressé aux stratégies économiques que déployaient les ménages afin de compléter leurs revenus au Ghana. Suivant le rapport du Bureau International du Travail (BIT) de 1993, le secteur informel serait un « *ensemble d'unités produisant des biens et des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités, ayant un faible niveau d'organisation, opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. Les relations de travail, lorsqu'elles existent, sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les relations de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme* » (BIT, 1993). Par ailleurs, l'économie informelle « *constitue généralement la matrice d'où émergent les activités d'économie sociale., voire même le modèle dominant pour les relations de travail* » (Thomas, 2015 : 12).

2.2. L'économie sociale et solidaire en Amérique latine

L'Amérique Latine s'est très tôt⁹ emparée de ces nouvelles alternatives politiques qui furent amenées dans le débat public via, dans certains cas, des mouvements sociaux ou, dans d'autres, via une volonté étatique. L'Amérique latine est traditionnellement reconnue comme étant un continent où les inégalités sont fortes et où la pauvreté est structurelle. Ceci a évidemment encouragé le développement et la création de structures économiques construites à partir des dynamiques sociales et solidaires dans lesquelles les populations les plus précarisées et exclues des systèmes économiques traditionnels se reconnaissaient. De ce fait, le continent assista à une vague d'adaptation des cadres juridiques et légaux et de modifications constitutionnelles appuyées par les

⁹ Environ depuis la fin des années 1990.

gouvernements sud-américains afin de soutenir la création et de favoriser le développement d'initiatives populaires d'ESS (Coraggio, 2015).

Selon Laurent Fraisse, Isabelle Guérin et Jean-Louis Laville (2007 :249), il existe plusieurs « conditions nationales » nécessaires au développement de réseaux économiques de solidarité : la dégradation des conditions de vie d'une partie importante de la population, l'existence de conditions de cohésion sociale permettant la primauté de logiques communautaires sur les logiques individuelles et la dénonciation du système néolibéral et de ses effets sociaux dramatiques. Par ailleurs, la naissance et la pérennité de ces réseaux solidaires dépendent également de « *l'existence d'un sentiment d'appartenance préalable et d'une identité collective* », de « *l'efficacité et la qualité des biens et services produits* » et du « *rôle souvent essentiel des organisations d'appui* » (ibidem : 250).

Dans cette logique, un phénomène particulier, que l'on qualifie de « montée des nouvelles gauches », s'est opéré en Amérique latine depuis le début du 21^{ème} siècle. Face aux inégalités croissantes, à la précarisation, à un exode rural massif et à l'appauvrissement des populations causés par l'état néolibéral imposé, une série d'élections placèrent à la tête des pays sud-américains des nouveaux gouvernements de gauche. Causée par une double libéralisation, à la fois économique et politique, une nouvelle « gauche sociale » a donc vu le jour et a participé au retour du politique dans le continent, marquant une rupture avec les politiques jusqu'alors dominantes. Ainsi, de nouvelles personnalités politiques briguent des mandats à la tête des pays concernés : Luiz Inacio « Lula » da Silva au Brésil, Lucio Gutiérrez en Équateur, Néstor Kirchner en Argentine, Hugo Chavez au Vénézuéla ou encore Ricardo Lagos au Chili. Par après, la Bolivie vit également Evo Morales accéder à la présidence du pays tandis qu'en Équateur, ce fut Rafael Correa¹⁰ (Haslam, 2003 ; Duterme, 2008 ; Hillenkamp, 2008).

Il apparaît cependant crucial de souligner l'hétérogénéité de ce mouvement des nouvelles gauches. Si ces nouvelles configurations politiques partagent des racines communes, elles sont toutes caractérisées et marquées par leur contexte national. Une généralisation excessive de ce phénomène serait donc malvenue. Selon Paul Haslam (2003), trois sous-

¹⁰ Toutefois, les dirigeants cités, et les partis associés, se sont vus infliger de nombreux revers électoraux depuis 2016. Ainsi, un certain renouveau des droites autoritaires semble émerger et signe la fin de l'ère des « nouvelles gauches ».

ensembles peuvent être identifiés. Premièrement, il est possible de retrouver la gauche ayant pris le pouvoir grâce à des partis politiques traditionnels dans un processus institutionnel classique, comme ce fut le cas pour Lula au Brésil et Lagos au Chili. Ensuite, il existe une gauche aux accents plus populistes en ce sens qu'elle cherche à s'adresser directement au peuple. Dans ce cas de figure, le parti devient un simple intermédiaire. Chavez et Gutiérrez peuvent être repris dans cette catégorie. Toujours selon Paul Haslam, la troisième sorte de « nouvelle gauche » peut être identifiée comme non-démocratique et correspondait au régime de Castro à Cuba.

Grâce à ces nouveaux gouvernements post-néolibéraux, l'augmentation des opportunités économiques a revigoré le secteur de l'économie sociale et solidaire. En effet, les pays latino-américains font figure de précurseurs dans la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire. Par exemple, un secrétariat national d'économie solidaire (SENAES) fut mis en place en 2003, sous Lula, au Brésil tandis que dès 2012 l'Équateur votait la loi d'économie populaire et solidaire et instaurait le Ministère de l'inclusion économique et sociale (Thomas, 2015).

2.3. Perspectives et limites

Afin d'appréhender le potentiel transformateur de l'économie solidaire, il semble utile de rappeler les mots de Jose-Luis Coraggio, s'exprimant lors de la troisième rencontre latino-américaine d'économie solidaire et du commerce équitable, organisée par le RIPPES¹¹ à Montevideo, en 2008.

“Desarrollarnos es ampliar y efectivizar nuestras capacidades como sociedades para construir e institucionalizar una economía donde quepan todos, una economía de lo suficiente, una economía solidaria que dé respuesta material a los deseos legitimados de todos sus ciudadanos miembros [...] Por eso la Otra Economía, sea que la proponamos discursivamente o a través de nuestras prácticas, debe ser social, porque no sólo debe producir y distribuir bienes y servicios materiales sino también generar y posibilitar otras relaciones sociales, otras relaciones con la naturaleza, otros modos de reproducción, otras opciones

¹¹ Le RIPPES est le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire. Créé en 1997, ce réseau vise à valoriser l'économie sociale et solidaire, tant au niveau local qu'international. <http://www.ripess.org/>

de vida en sociedad diversas del paradigma del capitalismo posesivo individualista” (Coraggio, 2008:1)

Ainsi, l'économie sociale et solidaire est proposée comme stratégie de développement en Amérique latine. Cette stratégie devrait, avant tout, s'appliquer à élargir les choix de vie de tout un chacun, au niveau individuel comme au niveau communautaire et sociétal, afin de promouvoir l'autodétermination via le développement des conditions matérielles d'une liberté effective. Afin de faire de l'économie sociale et solidaire une stratégie alternative, il est nécessaire de transformer la structure même de l'économie, et pas seulement ses effets, de transformer l'organisation sociale du travail, de la distribution, de la propriété, de la circulation et de la consommation. Toujours selon Coraggio (2008), la transition vers une autre économie, caractérisée par l'ESS, devra éviter que le principe de marché soit le principe conformant les autres (réciprocité, redistribution, planification et autarcie). Il entend ainsi construire une société *avec* marché et non plus *de* marché en désenclavant l'économie.

Incriminant le modèle économique actuel des majeurs maux sociaux et environnementaux, ce courant de pensée voit dans l'économie solidaire un potentiel système économique alternatif. Ainsi, l'économie solidaire est souvent présentée comme un projet de développement au travers duquel les travailleurs, des acteurs populaires unis en organisations et coopératives, seraient en mesure de s'assurer une vie décente et juste (Hillenkamp, 2008 ; Lasida, 2008).

Cependant, si l'économie sociale et solidaire est encensée de par le monde, tant académique, que politique ou travailliste, il est crucial de ne pas l'idéaliser, ni la surestimer. Partout, l'économie sociale et solidaire est avant tout une conséquence, une réponse aux différentes crises. En effet, l'ESS rencontre encore de nombreuses difficultés quant à l'opérationnalisation de ses pratiques. Frédéric Thomas (2015) va même jusqu'à affirmer que si l'ESS est présentée comme un secteur d'avenir à l'immense potentiel, c'est bien parce que ses prestations actuelles sont loin d'être satisfaisantes. Ainsi, « *la faiblesse des capacités et des ressources, les problèmes de gestion, la fragmentation des expériences, le manque de vision stratégique, les vides dans la chaîne commerciale ; les carences ou contradictions du cadre politique et législatif* » participent à la difficulté de faire de l'économie sociale et solidaire un secteur réellement porteur (Thomas, 2015 :14). Toutefois, ce recensement des faiblesses de l'ESS est déjà ancré dans une logique de

compréhension répondant à l'analyse capitaliste, au modèle de gestion privée. À cela, il est nécessaire d'ajouter qu'il existe un fossé entre les réalisations concrètes de l'ESS, dont l'action est souvent locale et à petite échelle, et la portée symbolique positive qu'on lui prête, à une échelle globale cette fois-ci.

Par ailleurs, si l'économie sociale et solidaire incarne un puissant levier de changement, elle ne pourra jamais développer son potentiel dans un environnement macro où les politiques prônant l'accumulation et l'enrichissement de certains, ainsi que la libéralisation des marchés, seront toujours favorisées. Le cas de la Bolivie illustre cette tension entre promotion d'une économie plurielle et ancrée et logiques capitalistes caractérisées par l'extractivisme, qui fera l'objet d'une analyse [voir *Partie II, Section 2*] (Thomas, 2015).

3. Processus d'institutionnalisation et politiques publiques

Cette troisième section vise à appréhender les principes théoriques sous-tendant l'inscription de l'économie sociale et solidaire dans la sphère publique.

Le processus d'institutionnalisation de l'économie sociale et solidaire bolivienne correspond à la logique souvent observée, émanant d'un mouvement d'ensemble, malgré ses spécificités nationales. Frédéric Thomas (2015 :10) traduit ce processus ainsi « *l'institutionnalisation de l'ESS répond, dans un premier temps, à un regroupement et à une reconfiguration des forces sociales dans plusieurs régions [...]. Dans un second temps, elle renvoie le plus souvent à des rencontres et des compromis entre, d'une part, des dynamiques sociales issues de la société civile, cherchant une reconnaissance et un renforcement de leurs identités, pratiques et efficacité, et d'autre part, des gouvernements désireux de rattraper, d'appuyer, de canaliser voire d'instrumentaliser ces dynamiques, en fonction de leurs propres priorités politiques* ».

3.1. Politiques publiques et changement social

Les politiques publiques peuvent être définies comme étant « *un processus de prise de décision par les gouvernements pour résoudre des situations réelles qui sont considérées comme “ problèmes d'ordre public”* » (Wanderley, 2013a : 29). Ce processus peut être caractérisé par une logique *top-down* ou *bottom-up*. Dans le cas de l'économie solidaire, la première logique correspond aux initiatives d'économie solidaire

induites par la volonté propre du gouvernement ; tandis que la deuxième implique une co-construction des politiques publiques et une coopération entre les mouvements sociaux et d'appui à l'ES et le gouvernement (Lemaître et al., 2011).

La littérature tend à opposer deux schémas classiques quant à la contribution des politiques publiques au changement social. Le premier interprète les politiques comme « *moteur du changement social* », leur conférant donc une haute importance dans l'action sur le réel. Le deuxième voit l'Etat comme un des nombreux acteurs influençant le changement social et, de fait, les politiques publiques développées par celui-ci ne sont alors qu'un « *accompagnement du changement social* ». Bien que ces schémas doivent être interprétés comme des idéaux types qu'il faut nuancer, c'est la vision retenant les politiques comme accompagnatrices dans les processus de changement qui semble prédominer dans ce cas d'étude. En effet, et comme explicité préalablement, l'action du gouvernement bolivien en matière d'ESS s'est fondée sur des dynamiques sociales déjà présentes dans la société, prolongeant des initiatives déjà amorcées. Cette action s'est donc plus employée à institutionnaliser et codifier le secteur de l'ESS qu'à le créer (Chevallier, 2005).

L'avènement du gouvernement d'Evo Morales fut caractérisé par la dynamique suivante, théorisée par Jacques Chevallier : « *les alternances politiques, qui se traduisent par l'arrivée au pouvoir d'équipes gouvernementales nouvelles, ayant fait campagne sur le thème du changement, ouvrent des "fenêtres d'opportunité", conduisant souvent à l'engagement de politiques en rupture avec le passé : dès l'instant où les élus sont animés par une volonté délibérée et résolue de changement, et décidés à infléchir le sens des stratégies publiques en n'hésitant pas à heurter certains intérêts, à affronter certains groupes, en s'appuyant sur les forces de changement existant dans l'administration et la société, une dynamique nouvelle s'instaure* » (2005).

3.2. De la sphère privée à la sphère publique... et vice-versa : un double mouvement

Selon certaines approches rationalistes, les structures sociales et économiques d'une population n'impacteraient pas les décisions politiques, seuls produits de choix stratégiques propres aux dirigeants. Cette approche ne permet évidemment pas de rendre compte de l'importance des significations collectives et des dynamiques de co-construction existant au sein des sociétés. Inversement, il est également possible

d'affirmer que les décisions politiques ne sont pas autonomes étant donné que le processus décisionnel est profondément ancré dans un nœud d'interactions entre gouvernement et acteurs politiques, sociaux et économiques répondant à une réalité historique. Selon cette approche, caractérisée de sociologique ou anthropologique économique, ce sont les interactions État – Société qui configurent les actions politiques, qui sont plus ou moins rationnelles, car pouvant être influencées par plusieurs paramètres (Wanderley, 2013a :26-27).

Le terme de « double mouvement » permet d'analyser les relations entre économie et société et d'appréhender les phénomènes de co-construction entre les sphères publiques et privées. Si les politiques publiques influencent les pratiques économiques, ces dernières tendent également à modifier les diverses actions publiques. Les politiques publiques encadrent et influencent les mouvements sociaux, notamment en reconnaissant certains et en contrôlant leur accès aux ressources, et à leur tour, les mouvements sociaux influencent la mise à l'agenda de certaines thématiques publiques (Lemaître et Ruiz Rivera, 2017 :139).

Dans cette sociologie économique apparaît la pensée de Karl Polanyi (1944). Dans une démarche d'analyse historique et anthropologique de l'économie, Polanyi distingue deux conceptions différentes de l'économie. La première, l'économie dite *formelle*, répond à la définition traditionnelle de l'économie, pouvant être formulée comme suit « *l'étude des choix rationnels de maximisation sous contrainte de rareté* » (Robbins, 1932). Cette forme d'économie est profondément ancrée dans la modernité, répondant aux logiques du paradigme de l'entreprise. Par la suite, Polanyi proposera une nouvelle définition de l'économie, dite *substantive* cette fois, et englobant ainsi « *l'ensemble des phénomènes qui découlent de la dépendance de l'être humain à l'égard de la nature et de ses semblables* » (Polanyi, 1983). Cette deuxième approche consiste en la qualification d'« économique » tous les phénomènes découlant de l'interdépendance entre humains et entre humains et nature. Selon Polanyi, il existe donc quatre logiques de circulation des biens et des services, définissant les principes économiques ou modes d'intégration entre personnes : le principe de marché, le principe de redistribution, le principe de réciprocité et le principe d'administration domestique. Chaque principe est, bien sûr, ambivalent et profondément interconnecté avec les autres. La particularité de l'économie sociale et solidaire est qu'elle consacre le principe de réciprocité (Wanderley, 2013a ; Wanderley, 2015b ; Servet, 2007). Toutes les sociétés combinent, sous divers assemblages,

l'ensemble de ces principes qui s'équilibrent et se protègent les uns les autres. En ce sens, la logique de l'encastrement politique peut rejoindre la vision du *Vivir Bien* étant donné que « *the essential relationship that keeps the world together is the incompleteness, equivalence, and reciprocity of all beings* » (Jiménez, 2011 : 10). Partant, les différents principes mobilisés dans l'analyse de Karl Polanyi mettent en lumière l'importance et la complexité des autres formes d'échange, de cette autre économie, occultée par l'économie orthodoxe (Hillenkamp, 2012).

La principale critique de Karl Polanyi a trait à l'hégémonie du principe de marché et, dans une autre mesure celui de la redistribution, sur les principes de réciprocité et d'administration domestique. Il caractérise ce processus hégémonique de « désencastrement de l'économie ». Dans cette logique, la redistribution est supplétive, et n'est donc mobilisée qu'en cas d'échec du marché, et la réciprocité et l'administration domestique sont occultées, car elles appartiennent à la sphère privée. La société, face aux effets dévastateurs d'un marché autorégulateur, est mise sous pression et s'organise en essayant de mobiliser les autres principes, notamment ceux de la redistribution et de la réciprocité. Elle tente alors de réencastrent l'économie dans des logiques sociales et politiques. Ainsi, il apparaît qu'un des enjeux est celui de la reconnaissance au niveau macro de chaque principe dans un cadre institutionnel adapté.

Partie II : Analyse de la construction historique du mouvement d'ES bolivien

La deuxième partie de ce mémoire s'attachera à présenter le réseau d'économie solidaire bolivien. Dans un premier temps, le cadre contextuel dans lequel évolue ce réseau sera abordé. Ainsi, les caractéristiques de la Bolivie et de son mouvement d'économie solidaire seront passées en revue. Dans un deuxième temps, les acteurs investis dans la lutte pour une économie plus ancrée et solidaire seront présentés. Enfin, après avoir présenté le contexte d'action ainsi que les acteurs y prenant part, la troisième section s'emploiera à retracer le parcours de la construction historique de ce mouvement.

Partant, cette deuxième partie tentera de répondre à plusieurs interrogations laissées en suspens. Comment s'est construit le réseau d'économie solidaire ? A quels acteurs de terrain renvoie-t-il ? Correspond-il à un mouvement unifié ou au contraire, fragmenté et traversé de tensions ? Quelles furent les liens entre les organisations du réseau d'ES et les divers pouvoirs ? En définitive, cette analyse aidera à comprendre les réalités, les demandes, les besoins et les limites du mouvement bolivien d'économie solidaire.

1. Avant-propos : analyse du cadre contextuel

1.1. La Bolivie, un cas d'étude intéressant

Si la Bolivie représente un cas d'étude particulièrement intéressant, c'est notamment dû à ses caractéristiques sociales, politiques et économiques spécifiques.

La Bolivie compte un peu plus de 11 millions d'habitants, répartis sur 1 098 581 km² selon l'*Instituto Nacional de Estadística* (INE, 2018). La population bolivienne est le fruit d'« *interactions incessantes* » avec le reste du monde et ce, depuis plus de cinq siècles. Ainsi, le pays ne peut être appréhendé sans une attention particulière au syncrétisme ayant pu s'y développer (Lavaud, 2012 :151). De fait, la particularité de la Bolivie tient notamment à la composition de sa population : selon un recensement réalisé par l'INE en 2001, 62% des Boliviens de plus de 15 ans s'identifient à un peuple ou à une nation dits originaires (Mascolo-Fortin, 2013). Ces résultats en font le pays d'Amérique latine ayant la plus grande part de population dite « indienne » (Hillenkamp, 2007).

<u>Population</u>	<u>% des répondants</u>
Quechua	30,69
Aymara	25,19
Guaraní	1,55
Chiquitano	2,21
Mojeño	0,85
Autres peuples originaires	1,49
Aucun	38,03

Figure 1 : Auto-identification avec un peuple originaire ou autochtone, population de plus de 15 ans, Bolivie, 2001 ; Source : Mascolo-Fortin, 2013 :20

Cependant, il apparaît important de noter qu'il existe plusieurs méthodes de « comptabilisation » du pourcentage de personnes indiennes et ce, selon plusieurs critères, au vu de la subjectivité de la notion même d'Indien. Ainsi, aucune méthode n'est neutre et chacune peut répondre à la volonté politique d'obtenir un certain résultat afin de légitimer certaines visions (Lavaud, 2012).

La figure de l'Indien en Bolivie est donc une réalité centrale qu'il n'est plus possible d'évacuer des discours et des politiques. Bien souvent les termes « paysans et indigènes¹² » sont employés. En effet, comme explicité par Xavier Albó (2000), le paysan est celui qui vit du travail de la terre tandis que l'Indien est, du moins dans le contexte bolivien, celui dont l'identité, l'histoire et le mode de vie sont hérités des autochtones précolombiens. X. Albó souligne que l'interprétation du terme indigène a quelque peu évolué avec le temps, désignant maintenant les groupes ethniques des terres basses et des hauts plateaux ou de la région andine. Le terme composé d'indigène-paysan trouve justification d'un point de vue conceptuel et juridique. Un Indien peut, évidemment, être également paysan et ainsi vivre dans une communauté rurale ou urbaine sans pour autant perdre son identité. En deuxième lieu, certains concepts juridiques ont été développés concernant les droits des indigènes¹³ et ceux-ci s'appliquent bien sûr à tous ceux

¹² *Campesino e indígena*

¹³ Voir à ce sujet la Convention n° 169 relative aux peuples indigènes et tribaux de 1989 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), ratifiée en 1992 par la Bolivie.

répondant à la définition conceptuelle initiale d'indigène, bien que ces derniers soient désignés comme « paysans » dans le langage populaire (Albó, 2000 dans Farrah et Hillenkamp, 2015 : 22). Les paysans et les indigènes sont organisés en gouvernements communaux, qui remplissent une double fonction : la régulation des relations sociales, politiques et économiques des personnes présentes sur leur territoire et la représentation politique de la communauté à l'État. Cependant, ces structures de gouvernance revêtent des formes d'organisation diverses telles que des syndicats paysans, des *ayllus* ou encore des Terres Communautaires d'Origine¹⁴ (TCO).

Par ailleurs, en Bolivie, l'économie populaire occupe une place importante par rapport à l'économie capitaliste et publique ; en effet, 70% de la population bolivienne est active dans des petites activités de subsistance et de commerce (Hillenkamp, 2009 ; Vanek, Chen, Carré, Heintz et Hussmanns, 2014). Étant donné que l'économie informelle est généralement à la base des activités d'économie solidaire [voir *Partie I, Section 2.1.3.*], la prégnance de cette réalité explique notamment l'importance de l'analyse de l'économie sociale et solidaire.

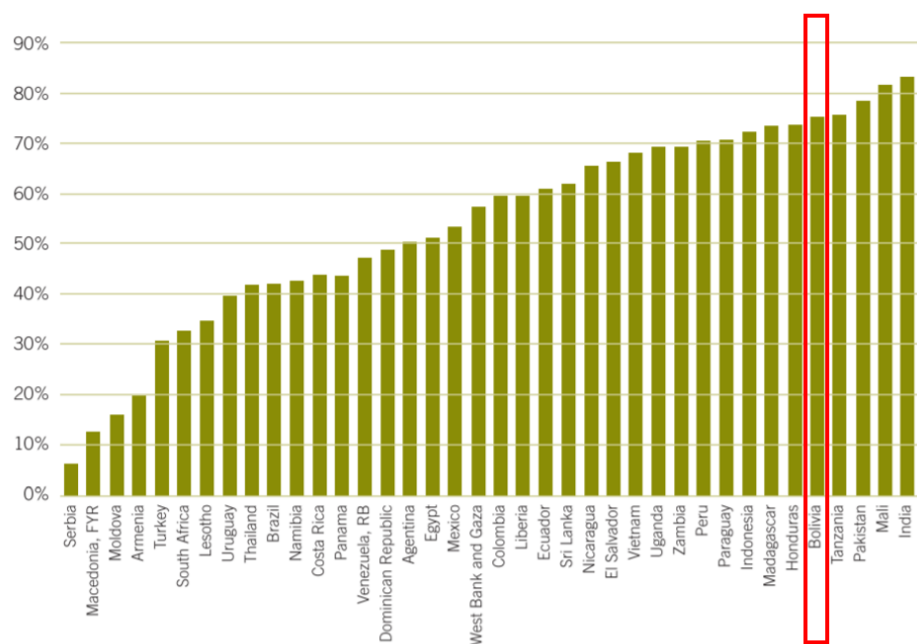


Figure 2 : Pourcentage de l'emploi informel non-agraire pour les pays sélectionnés, 2004-2010 ; Source : WIGO, 2014 :9

¹⁴ *Tierra Comunitaria de Origen* (TCO)

De plus, la concentration des richesses y est extrêmement grande (Hillenkamp, 2009). Ainsi, le coefficient de GINI¹⁵ de la Bolivie en 2015 était de 45,80. Il est intéressant de noter que les inégalités, calculées par le coefficient de GINI, se sont amoindries de façon significative depuis qu’Evo Morales et le MAS sont à la tête du pays.

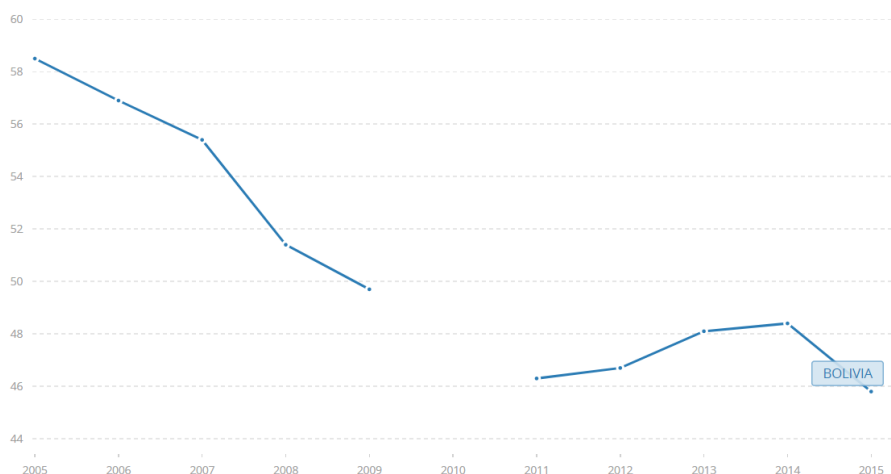


Figure 3 : Courbe du coefficient de GINI, 2005-2015, Bolivie ;
Source : World Bank, 2018

Il est vrai que depuis l’arrivée du MAS au pouvoir, les indicateurs socioéconomiques de la Bolivie ont eu le vent en poupe. En effet, le pays a enregistré « l’un des taux de croissance les plus élevés du continent, soit 5,1 % annuels, entre 2006 et 2014, et même, le plus élevé de la région ces deux dernières années, avec un pic de 6,8 % en 2013 » (Delcourt, 2015). En outre, les réformes mises en place visant à réduire la pauvreté ont porté leurs fruits étant donné que la pauvreté modérée est passée de 60,6% à 49,6% et la pauvreté extrême de 38% à 25% dès 2013 (Ortiz, 2013). C’est ainsi qu’un million de Boliviens sont sortis d’une situation de pauvreté notoire. La « nationalisation »¹⁶ des hydrocarbures, de l’électricité, des télécommunications, des mines et autres est la responsable première de ces améliorations. En effet, les excédents récoltés ont permis à l’État bolivien d’investir dans les secteurs publics et d’augmenter les allocations sociales dans une optique de lutte contre la pauvreté et de redistribution de la richesse.

¹⁵ Le coefficient de GINI permet de mesurer les inégalités de revenu au sien d’une population, il varie de 0, égalité parfaite, à 1, inégalité totale.

¹⁶ Le terme de nationalisation est à nuancer dans le cas de la Bolivie [voir Partie II, Section 3.4.]

Cependant, et ce malgré l'importante croissance économique et l'amélioration des indicateurs socio-économiques, la Bolivie demeure l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Ainsi, même après douze années au pouvoir, Evo Morales est à la tête d'un pays où 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté et où près de 17% de la population souffre de sous-alimentation (Liendo, 2017 :34).

1.2. Caractéristiques du mouvement d'économie solidaire bolivien

En Bolivie, le mouvement d'économie solidaire s'est construit à partir des cultures originaires, dont l'actualisation est à retrouver au sein des *ayllus* et des communautés rurales. Au cœur de ces principes de vie communautaire se trouvent la solidarité, la réciprocité et l'équité afin de vivre bien et en harmonie ou « *Suma Qamaña* » en aymara. (Plataforma Permanente Multisectorial para la Economía Solidaria y el Comercio Justo en Bolivia [Plateforme], 2007).

Le terme d'économie solidaire y est apparu dans le milieu des années 1990, notamment par effet de contagion des pays latino-américains voisins. Toutefois, c'est après le premier Forum Social Mondial (FSM) de 2001 qu'il s'impose dans le débat public.

L'économie solidaire bolivienne est traditionnellement composée de petits producteurs, qui s'organisent collectivement dans la production de richesses, lors de toutes ou de certaines phases – telles que la production matérielle, l'approvisionnement, la vente ou encore le financement. Ces organisations, souvent formées de plusieurs centaines de producteurs s'identifiant comme indiens, sont à la fois présentes en milieu rural et en milieu urbain. Les organisations d'économie solidaire rurales sont plus portées sur le secteur agricole tandis que les organisations urbaines sont actives dans le secteur de l'artisanat. Elles peuvent prendre des formes variées, celle d'une association ou d'une coopérative, par exemple. En outre, et ceci dans un souci de démarcation, voire d'opposition, avec le paradigme classique de l'entreprise capitaliste, ces organisations d'ES n'ont pas de règles d'adhésion. Partant, toute personne se conformant aux règles de l'organisation y est la bienvenue (Hillenkamp, 2007).

Le secteur de l'ES bolivien est caractérisé par l'auto-organisation et l'autogestion de ses membres, bénéficiant, certes, d'appuis extérieurs, mais ne répondant pas à une logique exogène. Cette auto-organisation repose sur la volonté d'améliorer les conditions de vie,

par un comportement actif solidaire, notamment dans le partage des contraintes et des opportunités. Les organisations fonctionnent donc principalement de façon horizontale et sont construites sur base des principes de réciprocité, de complémentarité et d'entraide¹⁷. En accord avec les principes du *Vivir Bien*, l'identité des petits producteurs indiens permet de forger une logique où la solidarité est ancrée dans les rapports de production et de travail. Les cosmovisions andines se voient donc actualisées dans les pratiques solidaires des organisations (Hillenkamp, 2007 ; Hillenkamp et Wanderley, 2015).

En matière de gouvernance, l'horizontalité prime également : les organisations fonctionnent au moyen d'une assemblée générale, d'un directoire et de commissions élues. Les directoires et les commissions sont élus par l'assemblée générale, ce qui renvoie à une logique de représentativité, mais des espaces de rencontre sont régulièrement créés afin de favoriser les logiques participatives. Ceux-ci ont un rôle de coordination concernant les diverses activités de l'organisation et sont également un forum ouvert et porté sur des questions plus transversales ou personnelles liées à la coopérative ou à ses membres. Ils permettent à l'entité de forger une identité commune. Ainsi, le processus décisionnel se veut inclusif et accessible à tous les membres. Au-delà de leur rôle fédérateur, ces espaces de rencontre interne peuvent également, par agrégation, devenir des porte-paroles politiques afin de défendre cette identité commune au-devant des décideurs (Hillenkamp, 2007).

Par ailleurs, une des caractéristiques propres au mouvement d'économie solidaire bolivien est l'articulation des différentes logiques économiques, d'après la pensée de Karl Polanyi [voir *Partie I, Section 3.2.*]. En effet, l'économie solidaire bolivienne trouve ses fondements dans la pluralité des logiques et des pratiques, de la production à l'échange, en passant par le financement. Cette pluralité peut être vue comme conflictuelle, mais apparaît surtout indispensable (Hillenkamp, 2012 : 233).

Bien que le rôle positif du collectif et de la logique de solidarité soit prouvé et assimilé par les coopérateurs, la nécessité d'obtenir des bénéfices tangibles reste une priorité. Ainsi, l'allégeance à des circuits économiques solidaires, et donc à visage plus humain, ne peut perdurer que si la reproduction – et l'amélioration – des conditions de vie est assurée. Partant, l'articulation du principe de marché et du principe de solidarité (principe

¹⁷ “*Reciprocidad, complementariedad y apoyo mutuo*” (Hillenkamp, 2007: 346)

de réciprocité dans la pensée de Polanyi) dans les organisations d'ES y est primordiale malgré leur antagonisme (Hillenkamp, 2007 : 348). Il est donc pertinent de résumer le rôle de ces deux principes de l'ES bolivienne.

Premièrement, le principe de réciprocité ou de solidarité puise ses origines, comme mentionné, dans le modèle de l'ayllu. Ce modèle a influencé la structure et la gestion interne des organisations d'ES, visant à recréer les logiques y primant : « *les producteurs, divisés en groupes de vingt environ, sont organisés autour d'une directive assurant la distribution des matières premières, du travail, de l'usage des moyens de production. Cette directive est nommée de manière rotative selon le modèle communautaire. Au sein du groupe, les relations réciprocaires sont encouragées par les leaders rappelant régulièrement les valeurs de l'ayllu. À leur tour, les différents groupes d'une même organisation se trouvent dans une position symétrique et sont coordonnés par une direction centrale assurant la commercialisation, la répartition des paiements, l'approvisionnement général en matières premières* » (Hillenkamp, 2008 : 9). En définitive, ce principe de réciprocité produit des « *relations symétriques et durables entre personnes ou groupes de personnes dont les différences sont source de complémentarité* » (Hillenkamp, 2007 : 348).

Deuxièmement, les organisations d'économie solidaire restent dépendantes du principe tout puissant du marché, bien que voulant s'en détacher. Ce principe engendre quant à lui « *des relations ponctuelles entre individus interchangeables, régies par la règle de l'équivalence* » (Hillenkamp, 2007 : 348). Isabelle Hillenkamp (2008 :9) a observé l'influence qu'avait ce paradigme sur l'organisation quotidienne des entités : matières premières issues des marchés, production tournée vers la demande, adaptation du produit selon les goûts et la mode et stratégies de niche. Par ailleurs, les producteurs échappent également à certaines relations interdépendantes en privatisant certaines ressources ou en effectuant d'autres activités génératrices de revenus, indépendantes de l'organisation.

Cette articulation illustre bien l'inscription d'une économie qui se veut solidaire et réciprocaire dans une économie *de* marché – et non pas, *avec* marché. Cet exercice de funambule permet, d'une part, aux producteurs d'allier appartenance collective et autonomisation et, d'autre part, aux organisations de s'ouvrir au monde extérieur tout en maintenant une réciprocité et une équité dans leur fonctionnement interne. Toutefois, il paraît utile de mentionner le potentiel glissement hégémonique des logiques de marchés

sur les logiques solidaires dans certaines organisations (Hillenkamp, 2007 ; Corragio, 2008 ; Hillenkamp, 2008).

Cependant, le mouvement d'économie solidaire bolivien fait face à plusieurs difficultés qui entachent son potentiel. En premier lieu, la création d'une identité collective d'« économie solidaire », comme susmentionné, est mise à mal par la multiplicité des appartenances des producteurs. En effet, l'identité de ces producteurs n'est pas déterminée par un lien unique. Ainsi, à l'appartenance au mouvement d'économie solidaire s'ajoute l'appartenance à un secteur d'activité ou à une territorialité. Par ailleurs, certaines appartenances apparaissent comme allant plus de soi que l'appartenance au mouvement d'ES. Ces différentes communautés d'appartenance, bien que parfois sujettes à des liens de coopérations, impliquent une fragmentation des réseaux (Hillenkamp, 2007 ; Hillenkamp, 2008).

En deuxième lieu, le soutien aux organismes d'ESS, souvent proposé comme un vecteur de développement, attire de nombreux financements, notamment dans la coopération internationale ; si bien que cette aide financière extérieure accordée aux différentes entités d'ES provoque un effet d'opportunisme. Cette logique tend à favoriser la fragmentation du mouvement en favorisant la création d'une identité collective via les postes dominants, ignorant ainsi la majorité de l'entité. La question de l'indépendance et de la pérennité de ce mouvement peut donc être soulevée (Hillenkamp, 2007 ; Hillenkamp, 2008).

En outre, selon Laurent Delcourt (communication personnelle, 22/03/2018), le secteur de l'économie solidaire est difficile à faire vivre, car il ne s'autofinance que très peu et est marginal en termes de production économique.

C'est pourquoi, et à la différence d'autres pays sud-américains, les réseaux d'ES boliviens semblent fragmentés. L'absence d'un acteur collectif et unifié constitue un frein majeur à la crédibilisation du mouvement, notamment en matière de pouvoir d'influence politique (Hillenkamp, 2007 ; Liendo, 2017).

2. Acteurs de la lutte

Afin de comprendre la construction du mouvement d'économie solidaire dans sa globalité et sa complexité, il est nécessaire de rappeler les acteurs prenant part à ce

processus. En effet, et comme il sera expliqué, le réseau bolivien d'économie solidaire est un vaste mouvement, regroupant plusieurs entités ayant des liens de coopération ou de compétition. Par ailleurs, d'autres organismes méritent également d'être cités de par leurs liens étroits avec les organismes d'ES. Ces organismes sont regroupés en quatre catégories : fédérations nationales d'économie solidaire, organisations économiques, confédérations et organisations syndicales et structures d'appui.

2.1. Au cœur de l'échiquier

2.1.1. *Principales fédérations nationales de l'ES en Bolivie*

a) Red de Organizaciones Económicas Artesanas(os) con Identidad Cultural (OEPAIC)

Le Réseau d'organisations économiques de producteurs artisans à vocation culturelle fut créé dès 1990. Sa mission était de fédérer, et ainsi renforcer, les différentes structures actives dans l'artisanat traditionnel. Partant, le Réseau permet la promotion ainsi que la préservation du patrimoine artisanal bolivien.

b) Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas (CIOEC)

La Coordination des organisations économiques paysannes de Bolivie, créée en 1991, est une organisation matrice du réseau d'économie solidaire bolivien. La CIOEC milita notamment pour que l'économie solidaire fasse partie du programme du MAS en vue des élections de 2005. Elle organise le secteur rural et joue un rôle d'appui pour le renforcement des diverses organisations paysannes (Hillenkamp, 2012 ; Mascolo-Fortin, 2013 ; Wanderley et al., 2015).

Ainsi, dans leur proposition pour l'Assemblée Constituante réalisée en 2006, la CIOEC souligne que l'économie solidaire est une façon de faire de l'économie basée sur les communautés de travailleurs où la solidarité, l'autogestion, la démocratie, la participation et l'équité priment. C'est donc un système qui permet une distribution solidaire des ressources en vue de l'amélioration de la qualité de vie des familles, qui est vue comme primordiale par rapport au capital.

c) Red Nacional de Comercialización Comunitaria (RENACC)

Apparu en 1996, le réseau national de commercialisation communautaire trouve ses origines dans le RELACC, le Réseau latino-américain de commercialisation communautaire, créé en 1991 en Équateur. L'objectif de ces réseaux est multiple ; ceux-ci visent au développement d'un commerce direct et sans intermédiaire, afin de rapprocher consommateur et producteur, dans une logique d'ouverture aux marchés équitables. Cette ouverture les rapproche des organisations du commerce équitable international.

Le RENACC s'est établi dans plusieurs départements boliviens : Tarija, Oruro, Santa Cruz et La Paz, où il promeut notamment les magasins de proximité, les foires locales et les associations de producteurs (Hillenkamp, 2012 ; Hillenkamp et Wanderley, 2015).

d) Plataforma Multisectorial de Promoción y Desarrollo de la Economía Solidaria en Bolivia

La Plateforme multisectorielle de promotion de l'économie solidaire et du commerce équitable est composée de plusieurs organisations productives de base et d'organisations d'appui¹⁸ (Plateforme, 2007 : 6). La réalisation majeure de cette Plateforme, créée en 2007 suite à de nombreuses rencontres entre divers acteurs du mouvement, fut une proposition de politiques publiques organisant le secteur de l'ES et du commerce équitable en Bolivie (Hillenkamp, 2012 : 249). Ainsi, le secteur de l'ES et du CE y est vu comme une alternative au système néolibéral afin d'atteindre une croissance intégrale dans le but d'éliminer les injustices et l'iniquité (Plateforme, 2007).

En outre, la Plateforme fut l'un des premiers acteurs à exiger la création d'un organe gouvernemental gérant l'économie solidaire et le commerce équitable en Bolivie. En effet, la Plateforme dénonçait l'absence d'un organisme d'État spécifique. En l'absence

¹⁸ Pour les Organisations productives de base: RENACC Bolivia, ECAFEB, CONACOPROQ, El CEIBO, UNAP-Bolivia, AOPEB, ANPROCA, ASARBOLSEM, RPESS – BOLIVIA, U.P.V.L. (POTOSI), ARAO (ORURO), ORG. DE MUJERES AYMARAS (ARTESANIAS), FUNDACION TEJIENDO ARTE, ARTIPRO SRL. (CHALLAPATA), CONAMAQ, ORG. DE MUJERES KORYAMUYTA et ASIA CH.

Pour les Organisations et Institutions d'appui: CEPAS Caritas Boliviana, Centro de Promoción de la Mujer "Gregoria Apaza", Centro de Desarrollo Integral de la Mujer Aymara, CDIMA. CECI Uniterra, COCAWI et CEPROBOL.

d'un tel organisme, l'opérationnalisation des initiatives d'économie solidaire et de commerce équitable était difficile. Parmi d'autres, cette entité gouvernementale devrait, selon eux, remplir un rôle de coordination, de représentation et de connexion nationale, de création de lois pour le secteur de l'ES et du CE, et de promotion au niveau des marchés locaux, nationaux et internationaux (Plateforme, 2007).

e) Le Movimiento de Economía Solidario y Comercio Justo en Bolivia (MESyCJ)

Les origines du mouvement d'économie solidaire et du commerce équitable MESyCJ, fondé en 2009, sont à trouver dès le début des années 2000, lorsque le secteur de l'ES, petits producteurs et institutions d'appui, cherche à structurer son mouvement. Il regroupe 75 organisations mères du secteur, représentant donc environ 5.000 organisations de producteurs. Le MESyCJ se veut être une instance unique de représentation, mais échouera dans cette tâche (Hillenkamp, 2012 ; Hillenkamp, 2015).

Au niveau national, l'un des objectifs principaux du MESyCJ est le développement de stratégies de marché pour le commerce équitable. Le principe du marché reste dominant dans cette structure, sans être pour autant un vecteur direct du capitalisme (Hillenkamp, 2012 : 234).

2.1.2. *Organisations économiques*

a) Organizaciones Económicas Campesinas indígenas y originarias (OECAS)

Selon *Frères des Hommes*, les Organisations économiques paysannes, autochtones et originaires sont des organisations de petits paysans, unis dans un but économique d'amélioration des conditions de vie et de sortie de la pauvreté. Celles-ci mettent au cœur de leur projet l'identité rurale et andine. Elles fonctionnent selon un principe d'autogestion paysanne, caractérisé par l'héritage des pratiques andines ancestrales. Les principes d'économie solidaire sont vécus par celles-ci via le choix de produits, de méthodes de production et de distribution. Fortes d'une vision sociale commune, ces organisations revêtent de nombreuses formes ; en effet, elles vont des petits groupes autogérés, aux coopératives ou associations de producteurs. Ces entités économiques sont caractérisées par un type de propriété et de gestion, des objectifs et domaines d'action, des branches d'activité, une intégration dans les marchés, un niveau de formalité externe

et interne ainsi qu'une composition par sexe précis (Mascolo-Fortin, 2013 ; Wanderley et al., 2015).

Elles sont apparues dans le paysage de l'ES bolivien dans les années 1980 et ont, par après, bénéficié du soutien de plusieurs organismes d'appui, dont la CIOEC et les ONG via la coopération internationale (Hillenkamp, 2012 ; Mascolo-Fortin, 2013). Aujourd'hui, la plupart des petits producteurs sont membres de ces organisations économiques paysannes ; environ 800 OECAS étaient recensées en 2013 (Delgado Quirroga et Coopman, 2013).

Les OECAS forment la base du tissu d'économie solidaire bolivien. Elles ont souvent une dimension territoriale, correspondant aux communautés rurales dont elles partagent les valeurs et les normes d'organisation sociale, toutefois celle-ci n'est pas déterminante. Elles sont composées de membres réunis autour d'un secteur productif spécifique qu'ils promeuvent collectivement. Le mode d'adhésion de ces OECAS est *volontaire et par affinité*. C'est donc un objectif commun, décidé de façon consensuelle, qui rassemblera les membres de l'organisation économique. Ainsi, ces entités économiques se définissent par leur logique fonctionnelle et leur adhésion volontaire (Hillenkamp et Wanderley, 2015 : 46-48).

Ancrées dans un rejet du paradigme dominant, les OECAS boliviennes dénoncent la libéralisation des marchés. Toutefois, celles-ci articulent différents principes économiques dans leur fonctionnement quotidien. Ainsi le principe de marché fait partie intégrante de leurs activités, notamment lors des phases de commercialisation et de financement ; elles ne rejettent pas ce dernier en tant que tel, mais bien dans sa logique hégémonique (Hillenkamp, 2012 : 243-244).

Légalement, les OECAS bénéficient de plusieurs reconnaissances juridiques et sont, notamment, inscrites dans la Constitution Politique de 2009. Par ailleurs, la loi n°338 des OECAS pour l'intégration de l'agriculture familiale soutenable et la souveraineté alimentaire fut promulguée en 2013 [voir *Partie III, Section 1.3.*]

b) Organizaciones Económicas Comunitarias (OECOMS)

Par opposition aux OECAS qui sont déterminées par une logique fonctionnelle et une adhésion libre par affinité, les OECOMS sont déterminées par une logique communautaire, et donc territoriale, ainsi qu'une adhésion *obligatoire et selon le*

territoire. Les OECOMS sont apparues à partir de 2011, suite à la promulgation de la loi n°144 de révolution de la production agricole communautaire (Hillenkamp et Wanderley, 2015).

2.1.3. *Confédérations et organisations syndicales*

Dès le début des années 1970, un phénomène particulier prend place en Amérique latine, notamment en Équateur, au Guatemala, en Bolivie ou au Mexique ; il s'agit du « réveil indien », porté par le mouvement katariste¹⁹ en Bolivie. En effet, les autochtones sud-américains furent les victimes directes de la mondialisation et de ses effets dévastateurs. Cette mondialisation sauvage eut notamment pour conséquence la naissance de plusieurs mouvements identitaires indigènes, fondés sur la nécessité de réappropriation et de réaffirmation des us et coutumes, traditions et imaginaires propres (Duterme, 2008).

De plus, la population bolivienne compte un important pourcentage d'Indiens en son sein.

a) Confédérations et organisations syndicales indigènes

- Confederación Indígenas de Bolivia (CIDOB)

Fondée en 1982, alors sous le nom de Centrale Indigène de l'Orient Bolivien, la Confédération indigène de Bolivie représente et défend les autochtones originaires des basses-terres de Bolivie. Ceux-ci ont historiquement été sous-représentés et en marge, voire en désaccord, de leurs instances représentatives. Ainsi, c'est vers les années 1980 qu'un mouvement, porté par plusieurs anthropologues, se crée afin de formaliser et unifier les peuples indigènes orientaux (Lacroix, 2012).

Partant, la CIDOB a, et ce dès ses débuts, souligné avec force l'origine de ses membres. Laurent Lacroix (2012) explique ce choix par un double processus de différenciation. Premièrement, une volonté de se singulariser des agriculteurs andins, traditionnellement membres de la CSUTCB, l'un des principaux syndicats agraires, est observée au sein du CIDOB. La confédération se veut moins hiérarchisée et dépendante des politiques. Par ailleurs, à l'inverse des syndicats agricoles, la CIDOB milite pour l'obtention des terres

¹⁹ De Túpac Katari. Túpac Katari est un aymara célébré dans l'imaginaire collectif bolivien pour ses combats menés en faveur de l'indépendance bolivienne dans la deuxième moitié du 18^{ème} siècle. Le mouvement katariste rejette les politiques paternalistes de l'État dont sont victimes les Indiens (Ziegler, 2011).

collectives. Deuxièmement, une compétition s'est installée entre leaders et élus locaux qui sont perçus comme étrangers, car issus soit de la colonisation, soit de vagues de migrations internationales. Cette compétition se joue au niveau de la captation des différentes ressources et pousse également la CIDOB à se différencier (Lacroix, 2012 : 64).

La CIDOB est devenue un acteur incontournable de la sphère publique. La Confédération est présente dans l'élaboration de l'agenda politique bolivien et a un pouvoir de négociation non négligeable.

- Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Quollasuyu (CONAMAQ)

Plus récent que la CIDOB, le Conseil national des Ayllus et Markas du Quollasuyu fut créé en 1997. La CONAMAQ représente les indigènes des Hautes Terres de Bolivie et défend leur identité, notamment autour du thème de l'*ayllu*.

À l'instar de la CIDOB, la CONAMAQ milite pour la reconnaissance d'un territoire collectif, et pour le rassemblement des ensembles territoriaux datant de la société précolombienne comme les *ayllus* et *markas*. En ce sens, la CONAMAQ répond aux idéaux indianistes de restitution de la liberté et de la dignité des peuples indigènes dans le respect de leur cosmovision. Cette vision identitaire forte a notamment permis de populariser et crédibiliser la proposition d'un État plurinational bolivien, proposition qui prit vie dès 2009 avec la Constitution Politique (Lacroix, 2012).

b) Confédérations et organisations syndicales paysannes

- Confederación Sindical de Comunidades Interculturales de Bolivia (CSUTCB)

La Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie est la principale organisation paysanne du pays. À sa création, en 1979, elle fut la première organisation nationale paysanne indépendante, participant ainsi à un mouvement plus large de construction de la société civile (Lacroix, 2012).

La CSUTCB prend également ses racines dans le mouvement katariste. Elle répond à la volonté de modernisation du discours syndical alors en vogue, afin de le rendre plus inclusif et orienté vers une identité collective (Hillenkamp et Wanderley, 2015).

Au contraire des organisations indigènes, la CSUTCB revendique l'attribution de parcelles individuelles ou familiales pour ses membres. Par ailleurs, les *cocaleros* forment encore une base importante des adhérents de la Confédération (Lacroix, 2012 ; Mascolo-Fortin, 2013 ; Delcourt, communication personnelle, 22/03/2018).

- Confederación Nacional de Mujeres Campesinas Indígenas Originarias de Bolivia “Bartolina Sisa” (CNMCIQB-BS)

La Confédération nationale Bartolina Sisa²⁰ est l'organisation sœur de la CSUTCB, fondée peu après cette dernière. Cette organisation féministe adhère au modèle indigène du *chachawarmi*, qui cherche la complémentarité par l'union de l'homme et de la femme (Hillenkamp et Wanderley, 2105).

Historiquement, la Confédération Bartolina Sisa est très proche de la CSUTCB. Depuis quelques années, celle-ci s'est pourtant différenciée de la confédération syndicale mixte. Cette différenciation fut décidée d'un commun accord et permit aux Bartolina Sisa de gagner un peu d'autonomie. Par ailleurs, la CNMCIQB-BS mit en lumière le débat sur la conciliation de la vie productive et la vie privée, et donc du lien entre productif et reproductif, comme une dimension importante dans le secteur de l'économie sociale (Sophie Charlier, communication personnelle, 30/03/2018).

2.1.4. Structures d'appui

Enfin, il existe de nombreuses structures d'appui au mouvement d'économie solidaire en Bolivie. Elles jouent un rôle primordial dans le développement de l'économie solidaire et populaire. Traditionnellement, ces structures d'appui s'apparentent à des organismes de coopération internationale, de structures gouvernementales et d'associations religieuses. Parmi celles-ci, il est possible de citer le Centre de Promotion Bolivien (CEPROBOL), le Centre d'Orientation et de Formation Wiphala (COCAWI), le Centre de Développement Intégral de la Femme Aymara (CDIMA) ou encore le centre de promotion de la Femme « Gregoria Apaza ».

En outre, l'Église catholique progressiste est également un acteur de l'économie populaire et solidaire important. Sur base des valeurs chrétiennes, l'Église soutient financièrement

²⁰ Bartolina Sisa fut une révolutionnaire Aymara, mariée à Túpac Katari. À l'instar de son conjoint, elle occupe une place importante dans l'imaginaire collectif.

et matériellement les organisations productives à un niveau national, notamment via Cepas Caritas, commission épiscopale de pastorales sociales. Cepas Caritas fait partie des organisations participant activement à la structuration du mouvement d'ES bolivien, depuis sa présence aux forums sociaux mondiaux, jusqu'à la demande d'une Assemblée Constituante (Hillenkamp et Wanderley, 2015).

Enfin, les ONG ont également et traditionnellement joué un rôle indispensable dans la reconnaissance de l'économie solidaire en Bolivie. En effet, elles ont apporté soutien et services aux diverses organisations. Le développement et la prolifération de ces organisations non gouvernementales s'intensifient à partir des années 1990, dans un contexte global de revalorisation de la société civile (Hillenkamp et Wanderley, 2015). Par ailleurs, elles sont également les bailleuses principales du secteur de l'ES bolivien. Au vu de la faible rentabilité de ce secteur, le soutien financier des ONG et de la coopération internationale lui sont indispensables (Delcourt, communication personnelle, 22/03/2017).

2.2. Tensions et luttes : un mouvement fragmenté

Les entités présentes dans les sphères publiques liées à l'économie solidaire sont nombreuses. Bien que celles-ci partagent des bases culturelles communes et aient certains points de convergence, comme la revendication d'une identité commune et collective paysanne et indienne, elles poursuivent bien souvent des buts différents, dans leur logique, action ou idéologie.

La raison d'être des organisations d'économie solidaire est avant tout socioéconomique. Par contre, la priorité des organisations syndicales indigènes est communautaire et territoriale et ne propose donc pas forcément un modèle d'économie solidaire cohérent et pérenne. En outre, les organisations syndicales et indigènes sont traditionnellement plus ancrées dans les milieux ruraux tandis que les organisations paysannes bénéficient – et bénéficient toujours – d'une relation privilégiée au gouvernement du MAS qui alimente cette concurrence.

La Bolivie assiste depuis quelques années à une fragmentation de plus en plus prononcée de son mouvement d'ES causée par des conflits socio-environnementaux et de nouvelles législations. *De facto*, cette fragmentation implique un affaiblissement – voire une décrédibilisation – du mouvement d'ES et de son pouvoir de négociation et de pression.

Ce processus sera analysé dans la construction du mouvement d'économie solidaire bolivien (Mascolo-Fortin, 2013 ; Hillenkamp et Wanderley, 2015 ; Liendo, 2017).

3. Historique de la construction du mouvement d'économie solidaire

Cette section ne prétend pas donner un résumé exhaustif de l'histoire contemporaine bolivienne. Ainsi, les éléments historiques ayant participé à la construction du mouvement d'économie solidaire seront abordés tandis que d'autres, jugés moins pertinents dans le cadre de cette analyse, ne seront pas évoqués.

Ci-dessous (fig. 4), la construction du mouvement d'économie solidaire est schématisée chronologiquement.

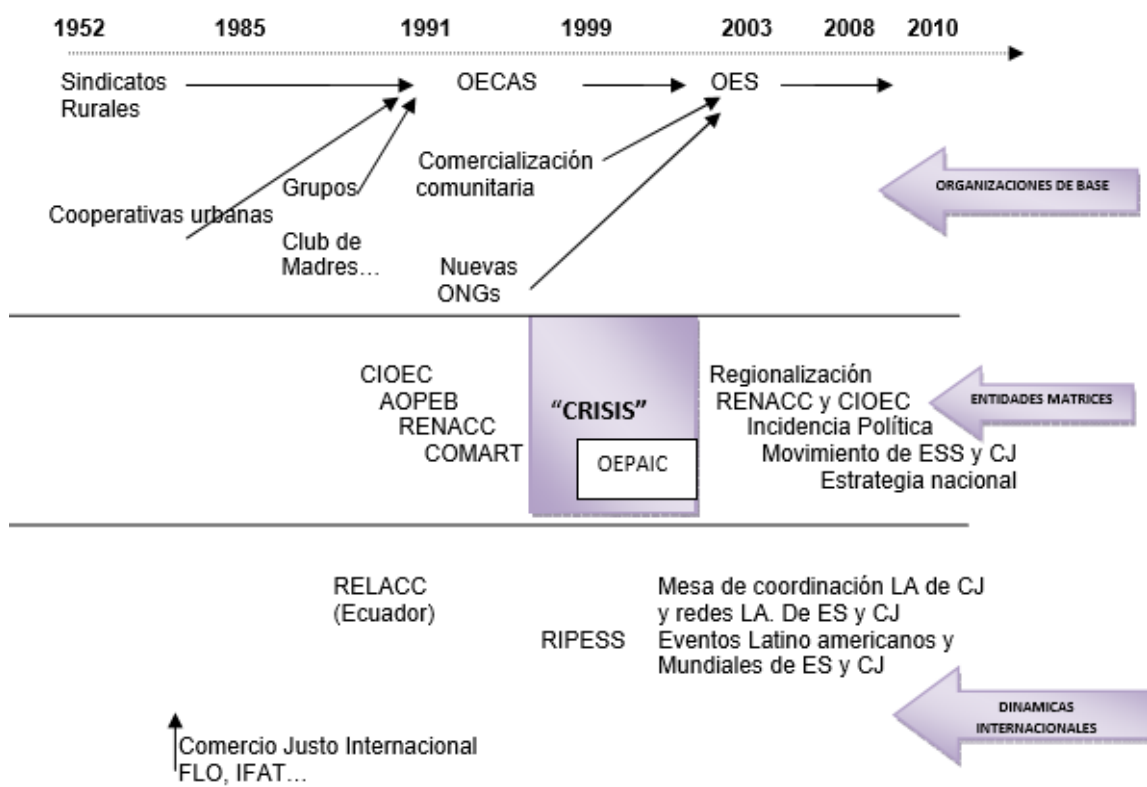


Figure 4 : Schématisation de l'évolution de l'économie sociale et solidaire (1952 – 2010) Source : Hillenkamp, 2010

3.1. En amont, la revalorisation du discours du *Vivir Bien*

Présente dans la tradition indienne depuis ses origines, l'approche du *Vivir Bien* semble vivre un renouveau important en Bolivie. En effet, depuis les années 1980-90,

l'émergence d'« *une nouvelle identité collective nationale indigène, autour de laquelle les mouvements sociaux se sont reconstruits, en récupérant une mémoire et des pratiques indigènes et originaires, lesquelles se sont substituées aux critères de classes qui avaient dominés au cours des décennies précédentes* » est observée en Bolivie (Wanderley, 2015a : 66). Il y eut une réelle reconstruction et réhabilitation des pratiques indigènes, caractérisées par la notion d'*ayllu*, opérées par des intellectuels aymara et quechuas. Ceux-ci identifièrent l'ancien Empire inca de *Tawantinsuyu* comme étant le noyau commun de leur cosmovision andine. Ils institutionnalisèrent ce mouvement en le divisant, en assises territoriales et en niveaux internes. Ainsi, des entités symétriques apparurent, fonctionnant selon les principes ancestraux de réciprocité et de redistribution dans un but de redéfinition de leur cosmovision commune. Cette réhabilitation se fit au moyen d'une diffusion à grande échelle au travers de centres de recherche et de stations de radio communautaires, diffusant leur contenu dans les langues autochtones (Hillenkamp et Wanderley, 2015 ; Wanderley, 2015a). Comme il fut explicité [voir *Partie I, Section 1.3*], le discours du *Vivir Bien* fut construit et affiné par des intellectuels et des politiciens.

Il est intéressant de noter qu'en Bolivie ce processus s'est fait de manière rapide et accentuée. Ainsi, la possibilité d'une récupération politique peut d'ores et déjà interpeller. En ce sens, Alberto Acosta et Eduardo Gudynas (2011b :106) signalent que « *dans ce pays, l'idée de « bonne vie » ou de « bien vivre» est une expression, presque d'un ton vindicatif, de certains leaders autochtones, illettrés et intellectuels. Pour cette raison, le concept est toujours apparu associé aux mots de la langue aymara suma qamaña, et dont la meilleure traduction est peut-être liée au Buen Convivir. Cependant, ce type d'expression est très récent, reconnaissant que la somme de qamaña est une création d'intellectuels aymara il y a quelques années, puisqu'elle ne fait pas partie du "langage courant ou des représentations locales" de ces communautés* ». Ceci a transparu dans les discours politiques qui se sont retrouvés inondés « *par le vocabulaire inédit du bien-vivre, de la terre-mère, du pluralisme politique et économique, de la communauté et de la solidarité* » (Hillenkamp et Wanderley, 2015 : 44). Ainsi, une des demandes du mouvement fut également la convocation d'une Assemblée Constituante afin de refonder l'État sur base des principes ancestraux.

Lors d'une présentation succincte de l'évolution politique récente de la Bolivie²¹, Graciela López, sociologue et coordinatrice du *Red de Mujeres Transformando la Economía* (REMTE) bolivien expliqua que l'actualisation politique du discours du *Vivir Bien* en Bolivie fut marquée par l'arrivée en politique d'Evo Morales, car elle prit corps avec celui-ci.

3.2. Jusqu'aux années 2000 : Néolibéralisme et réveil des mouvements sociaux

Si l'économie populaire a commencé à faire son entrée dans les discours et dans la théorie à partir des années 1980, elle n'était pas pour autant absente du paysage bolivien auparavant. En effet, cette forme d'économie prospérait dans les communautés, sous des formes diverses, certes, sans grande visibilité. La raison de cette invisibilité des pratiques populaires est à trouver dans le paradigme dominant marquant alors la Bolivie, celui de la modernité.

Dans le dernier quart du 20^{ème} siècle, la Bolivie voit son champ économique et politique se transformer afin d'épouser les formes d'un nouveau paradigme, celui du marché. L'année 1982 marque en Bolivie le retour de la démocratie et des gouvernements élus. Dans un contexte économique critique, les institutions financières internationales décident du début de l'ajustement structurel en Bolivie afin de redresser la croissance économique du pays. Ainsi, le règne de l'ouverture financière et commerciale et de la privatisation commence, règne où les entreprises privées ont l'ascendant. Le paradigme du marché se diffuse vite et tend à occulter les autres formes de vivre ensemble, gagnant ainsi l'ensemble de la société bolivienne (Hillenkamp, 2009 ; Hillenkamp et Wanderley, 2015 ; Postero, 2017).

Par ailleurs, la fin du 20^{ème} siècle devient peu à peu le théâtre de l'émergence d'une nouvelle identité commune autochtone. Celle-ci se construit dans le cadre de la revalorisation des pratiques communautaires ancestrales, effectuée par des intellectuels aymara et quechua. La récupération de la mémoire andine donne naissance à un nouveau référent d'identification pour les Indiens, traditionnellement délaissés, remplaçant ainsi le référent de classe socioéconomique (Wanderley et al., 2015)

²¹ Cette présentation se fit lors d'une rencontre organisée par l'ADG en présence de Graciela López et de Sophie Charlier sur la thématique de l'inclusion des femmes dans l'économie bolivienne, le 20 mars 2018 à l'ADG, à Gembloux.

Ainsi, ces années marquées par des réformes néolibérales importantes finissent par donner naissance à de nouvelles initiatives économiques. C'est ainsi que prolifèrent des entités autogérées par les travailleurs eux-mêmes, tant en milieu rural qu'urbain. Ces producteurs organisés sont désignés, dans un premier temps comme des organisations économiques associées, et sont finalement nommés organisations économiques paysannes (OECA). Ces groupes de producteurs organisés s'engagent à dénoncer les dérives du capitalisme poussé à son extrême, incarné par l'ouverture commerciale et l'hégémonie des entreprises privées. Plusieurs organisations et fédérations nationales d'économie solidaire émergent de ces nouvelles logiques identitaires et en désaccord avec le paradigme dominant. Ce fut notamment le cas du *Comité integrador de organizaciones económicas campesinas* (CIOEC) destiné à fédérer le mouvement des OECAS, et du *Red nacional de comercialización comunitaria* (RENACC), anciennement RELACC-Bolivia, né du mouvement du *Red Latinoamericana de Comercialización Comunitaria* (RELACC). La CIOEC organise et représente le secteur rural et paysan bolivien. Autour de cette revivification, de nombreux mouvements sociaux communautaires et indigènes ainsi que syndicaux et coopératifs se construisent ou se reconstruisent et créent peu à peu des alliances discursives et stratégiques (Hillenkamp, 2012 : 243 ; Hillenkamp et Wanderley, 2015 :46).

Cependant, dès la construction du mouvement d'ES, plusieurs tensions apparaissent entre les acteurs du mouvement, notamment la CIOEC et le RENACC. D'une part, la CIOEC cherche à démontrer que les organisations économiques paysannes constituent la première forme d'économie solidaire en Bolivie et tente donc de faire reconnaître ces organisations comme telles. La stratégie sous-jacente de la CIOEC est bien la reconnaissance de celui-ci comme représentant légitime de l'ES en Bolivie. D'autre part, le RENACC essaye de fédérer le mouvement d'économie solidaire dans son ensemble. Ainsi, en plus des OECAS défendues par la CIOEC, le RENACC milite pour l'inclusion des organisations d'appui et des consommateurs organisés, partageant les valeurs et principes de l'ES. *De facto*, la perception même du mouvement d'économie solidaire varie entre ces deux organisations nationales (Hillenkamp, 2009).

Parallèlement, la marche pour le territoire et la dignité, organisée en 1990 à l'initiative de la *Confederación de Pueblos Indígenas del Oriente Boliviano* (CIDOB), fut un réel jalon dans le renforcement du mouvement. Cette marche entraîna, dès 1990, l'approbation de plusieurs décrets suprêmes concernant la reconnaissance de quatre territoires

autochtones : le territoire indigène Sirionó, le territoire multiethnique Parc Nacional Isiboro-Sécure (TIPNIS) ; le Territoire Indigène Chiman (TIMCH) et un territoire d'une superficie de 30.000 hectares sur le mont San Pablo. En 1991, ce sont cinq autres territoires qui sont reconnus : le territoire Araona, la Réserve de biosphère Pilon Lajas, le territoire Yuqui, le territoire Chiquitano n°1 et le territoire Mataco. Un an plus tard, en 1992, l'héritage de la marche pour le territoire et la dignité continue de porter ses fruits puisque la Bolivie ratifie, sous Jaime Paz Zamora, la Convention de l'Organisation Internationale du Commerce (OIT) sur les droits des peuples autochtones. (Lacroix, 2012 : 66 ; Wanderley et al., 2015 : 24).

Les années 1990 voient également la création de formations politiques composées par les membres des organisations indigènes. Parmi celles-ci, le *Movimiento Al Socialismo* (MAS), mené par Evo Morales, se distingua. Le MAS émergea lors des congrès de la *Asamblea por la Soberanía de los Pueblos* (ASP), qui était une fédération syndicale de paysans et de *cocaleros*. Le MAS résulte de l'agrégation de l'*Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos* (IPSP), créé par l'ASP, et du MAS, parti politique formalisé et préexistant²². Ainsi, le MAS-IPSP est le résultat d'une création hybride, mêlant dès ses origines des logiques syndicales et communautaires dans un but de différenciation des partis traditionnels. Le MAS-IPSP peut donc être vu comme l'instrument institutionnel et politique des mouvements sociaux, rassemblant une base très large. C'est ainsi que le MAS débuta son ascension politique, gagnant dès 1995 certaines élections locales ainsi que six sièges au Congrès en 1996 (Postero, 2017 : 32).

3.3. Les années 2000 et l'accumulation des forces

Le début du 21^{ème} siècle coïncide avec un changement d'orientation stratégique des organisations d'économie solidaire qui se tournent vers la sphère politique. Comme le souligne Graciela Lopez (intervention, 20.03 2017), une accumulation des forces politiques dans les années 2000 crée une rupture et amène un nouveau modèle de développement sur le devant de la scène : le *Vivir Bien*. Une nouvelle impulsion politique, caractérisée par l'alliance des organisations sociales pour la défense des ressources territoriales et des biens publics, gagne la Bolivie. Le nouveau noyau des mouvements sociaux rassemble plusieurs organisations telles la Coordination de l'eau et

²² Le *Movimiento Al Socialismo* était un parti dont l'inflexion d'origine était à trouver dans l'extrême-droite.

de la vie, la Confédération indigène de Bolivie (CIDOB), le Conseil national des Ayllus et Markas (CONAMAQ), la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB), la Confédération syndicale des colonisateurs de Bolivie (CSCB), les Bartolina Sisa (FNMCB-BS), la Coordination des six fédérations du tropique de Cochabamba (Coca Tropico), la Fédération des conseils de quartiers (FEJUVE) (Hillenkamp et Wanderley, 2015 : 44 ; Wanderley et al., 2015 : 26-27).

L'opposition citoyenne et populaire aux politiques néolibérales et de privatisation se fit plus marquée jusqu'à donner lieu à plusieurs soulèvements, comme la Guerre de l'eau à Cochabamba en 2000. C'est notamment dans ce contexte que se déroule la Marche pour la souveraineté populaire, le territoire et les ressources naturelles de 2002, qui vit s'allier plusieurs mouvements indigènes en signe de protestation contre la politique agricole d'alors. Ce mouvement participa également à la demande nationale d'une Assemblée Constituante. En 2003, l'élaboration innovante d'une Stratégie de réduction de la pauvreté voulant inclure les secteurs économiques populaires est amorcée. Toutefois, de nouveaux soulèvements populaires secouent la Bolivie, déclenchés cette fois par un projet gouvernemental de vente de gaz aux États-Unis par le Chili, dénommés Guerre du gaz. Le conflit se solda par une escalade de la violence causant la mort de 80 personnes et menant à la fuite du président Sánchez de Losada. Ces incidents ouvrirent la voie à Evo Morales et au MAS (Hillenkamp, 2009 ; Hillenkamp, 2015 ; Postero, 2017).

Durant cette nouvelle période, les organisations de l'ES se structurent et procèdent à une formalisation de leurs réseaux. Bien qu'elles ne participent pas directement aux soulèvements populaires, qui sont organisés par les principaux mouvements indigènes, elles partagent un socle de valeurs commun avec ces derniers. Dans ce vaste mouvement social et son rejet du capitalisme, vu comme un dernier héritage du colonialisme, les organisations d'économie solidaire voient une opportunité de présenter l'ES comme une alternative concrète et viable, portée par les producteurs indigènes qui plus est. Au début des années 2000, le RENACC connaît une importante restructuration interne, affaiblissant quelque peu son spectre d'action tandis que la CIOEC se concentre sur des activités de promotion de ses membres. Parallèlement, leur investissement politique se renforce via l'interpellation de personnalités publiques sur des thématiques épineuses, le plaidoyer politique ou encore via la demande de création d'une Assemblée constituante (Hillenkamp, 2015 ; Wanderley et Hillenkamp, 2015)

Cependant, la reconfiguration gouvernementale de 2003 n'a pas réussi à faire taire la concurrence entre la CIOEC et le RENACC. Bien que les organisations d'ES plus modestes se soient rassemblées derrière l'une des deux forces sociales, notamment au vu des opportunités qu'offrait la crise politique d'alors, le CIOEC et le RENACC n'ont pas mis de côté leur ambition politique à être reconnus comme le référent national en matière d'économie solidaire. *De facto*, la concurrence entre les deux associations s'est maintenue et a empêché l'émergence d'un projet politique clair et commun à tout le secteur de l'économie solidaire (Hillenkamp, 2015).

Dans ce contexte particulier, deux demandes principales ressortirent des négociations entre l'État et les organisations de l'ES. La première concernait la création d'un organe gouvernemental chargé de l'économie solidaire et du commerce équitable, alors appelé Directoire de l'Économie Solidaire et du Commerce équitable. La deuxième portait sur la convocation d'une Assemblée Constituante en vue d'une refondation complète de l'État dans une nouvelle Constitution Politique où l'économie solidaire serait reconnue comme modèle de développement (Hillenkamp, 2008 ; Wanderley et al., 2015).

Par ailleurs, l'ensemble des organisations syndicales territoriales forme une alliance intersectorielle en 2004, à Santa Cruz ; il s'agit du Pacte d'Unité. Celui-ci rassemble la CSUTCB, la CNMCIQB-BS, la CSCIB, le CONAMAQ ainsi que la CIDOB et a une double vocation : à la fois, afficher un soutien collectif au parti mené par Evo Morales, le *Movimiento al Socialismo* (MAS), et, à la fois, porter la revendication d'une assemblée constituante. L'enjeu pour ces organisations indigènes était la reconnaissance de la Bolivie comme étant un Etat plurinational ainsi que la reconnaissance des peuples autochtones comme nations originelles dans une nouvelle Constitution Politique. Le Pacte d'Unité fut la preuve de la capacité du MAS à fédérer les différents mouvements sociaux sous une bannière unique (Lacroix, 2012 :70 ; Hillenkamp et Wanderley, 2015 : 44 ; Wanderley et al., 2015 : 27 ; Wanderley, 2015a : 68-69).

3.4. 2006 : Victoire du MAS et tournant décisif du processus

En 2006, le MAS est élu et voit Evo Morales accéder à la présidence. Le MAS s'inscrit clairement dans une dynamique de décolonisation et d'affirmation identitaire, ce qui le rapproche du mouvement katariste. Les élections de 2006 bouleversent le champ politique et permettent à de nouvelles élites indigènes de gagner une visibilité jusqu'alors jamais acquise. La Bolivie apparaît sur la scène internationale comme le pays défendant

nationalement les formes de gouvernance communautaire et les principes pluralistes d'organisation étatique. Un nouveau discours public et politique, s'attachant aux droits de la Terre-Mère et des indigènes notamment, fait son apparition. Dans cette optique, le *Vivir Bien* était vu comme le vecteur d'un nouveau développement, juste et endogène.

Evo Morales, syndicaliste et défenseur de ce « *Bien Vivre* », fut le premier chef d'État d'origine indienne d'Amérique du Sud. Cette accession fut un bouleversement local et régional et représenta un « *tournant majeur dans ce pays dominé jusqu'ici par une oligarchie blanche ou métissée, et où les communautés originaires ont longtemps été marquées par le stigmate de l'exclusion* » (Delcourt, 2015). Cette élection dépassa le simple symbolisme et amorça des changements nationaux.

« Aboutissement d'un long cortège de mobilisations populaires, elle a aussi été l'amorce d'un réel processus d'inclusion sociale et de refondation nationale. Élus à la tête d'un « gouvernement de mouvements sociaux », Evo Morales et le MAS entendaient non seulement récupérer la souveraineté sur les ressources naturelles, mais aussi lancer une véritable « révolution démocratique et culturelle » susceptible de mettre fin au « colonialisme interne », de rendre leur dignité et leur fierté aux couches sociales et aux groupes ethniques dominés » (Delcourt, 2015)

Dans son discours à la COP21, Evo Morales Ayma renseigna l'assemblée sur sa vision personnelle de ce que devait être et ce qu'était le *Vivir Bien* pour la Bolivie. En voici un extrait.

« La Bolivie voit le « Vivir Bien » comme l'horizon civilisationnel et culturel alternatif au capitalisme, liée à une vision globale et complète priorisant le développement global en harmonie avec la nature, et comme solution structurelle à la crise climatique mondiale. Le « Vivir Bien » s'exprime dans la complémentarité des droits des peuples à vivre à l'abri de la pauvreté et de la pleine réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, mais aussi des droits de la Terre Mère, qui intègre la communauté indivisible de tous les systèmes

*de vie et d'êtres vivants, indissociables, interdépendants et complémentaires qui partagent un destin commun*²³».

Le président bolivien désigna le capitalisme comme principal responsable de la destruction de la Terre-Mère (la *Pachamama*) et des diverses communautés humaines (Houtart, 2010).

C'est ainsi que la Bolivie entre dans une nouvelle ère hautement symbolique. Un nouveau modèle économique est défendu par le MAS. Celui-ci défend les principes andins de réciprocité et de redistribution, légitimant et affirmant les cosmovisions des peuples originels. En outre, le gouvernement du MAS est vu par la population bolivienne comme l'agrégation des forces sociales indigènes, rendant donc dignité et fierté aux Indiens de Bolivie. L'affirmation d'une identité indienne est donc vue, pour la première fois de l'histoire du pays comme une source de fierté. C'est donc l'ensemble des référents symboliques du pays qui est bouleversé (Wanderley, 2015a ; Wanderley et al., 2015)

3.4.1. 2006 – 2009 : 1^{er} mandat.

Ainsi, Evo Morales accéda à la présidence du pays, fort du mandat que lui avait accordé le peuple bolivien. Cependant, ce mandat devait répondre aux objectifs définis dans l'« agenda d'octobre », qui fut décidé avec les mouvements sociaux ayant participé à son élection. L'agenda d'octobre rassemblait plusieurs demandes dont, notamment, la nationalisation de plusieurs secteurs clés, l'actualisation de la réforme agraire, la convocation d'une assemblée constituante en vue de la promulgation d'une nouvelle Constitution politique et la relance des débats sur le salaire minimum ainsi que d'autres politiques sociales, s'adressant principalement aux plus démunis (Stefanoni, 2006 ; Delcourt, 2015).

Nombreux furent ceux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, à douter de la capacité d'Evo Morales, ancien président du syndicat des *cocaleros*, à gouverner un pays comme la Bolivie, alors caractérisé par une situation socio-économique catastrophique. Pourtant, en mars, le gouvernement de Morales connut une de ses premières victoires : les lois de Convocation de l'Assemblée Constituante furent promulguées au Congrès.

²³ Traduction de la contribution de l'État Plurinational de Bolivie pour la COP21, publiée le 12 octobre 2015, sur le site de la UNFCCC.

En réponse aux promesses préélectorales, le gouvernement, secondé par les organisations, convoque l'Assemblée Constituante en août 2006. Cette période est caractérisée par le sentiment des différents acteurs de partager une vision commune du devenir de la Bolivie. La Constituante fut mise en place dans un contexte troublé au vu des tentatives de scission du département de Santa Cruz. L'Assemblée devra faire face à un défi de taille ; en effet, cette demande de longue haleine devra répondre aux objectifs de décolonisation de l'État et de transformations de l'appareil institutionnel dans le cadre du *processus de changement*. Forts de ces perspectives, les fédérations de l'économie solidaire poursuivent activement leur travail de plaidoyer politique via de nombreuses propositions et rencontres (Hillenkamp, 2015 ; Wanderley et al., 2015 ; Postero, 2017).

Le 7 février 2009, la Constitution Politique de l'État fonde l'État plurinational de Bolivie et est adoptée par référendum. Ainsi, 61% de la population bolivienne vote en faveur du nouveau projet politique national. Ceci permet de reconnaître et de valider le caractère plurinational de la Bolivie qui est donc composée de plusieurs langues officielles – la constitution en reconnaît trente-sept – et de diverses cultures (Ziegler, 2011 ; Lacroix et Le Gouil, 2015 :304).

Au sein de cette Constitution, le *Vivir Bien* est entendu comme un moyen de retrouver et de reconnecter les savoirs et expériences indigènes, quelque part opposés au paradigme dominant du développement et du progrès, afin de (re)définir une nouvelle conception de la *bonne vie* (Acosta et Gudynas, 2011b : 106).

Ainsi, le *Vivir Bien* n'est pas seulement cité dans cette Constitution, mais il inspire également les fondements la sous-tendant et ce, de façon transversale (Beiling et Vanhulst, 2013 : 46). Le principe du *Vivir Bien* fait sa première apparition dès le préambule de la Constitution.

Preámbulo

[...]

El pueblo boliviano, de composición plural, desde la profundidad de la historia, inspirado en las luchas del pasado, en la sublevación indígena anticolonial, en la independencia, en las luchas populares de liberación, en las marchas indígenas, sociales y sindicales, en las guerras del agua y de octubre, en las luchas por la tierra y territorio, y con la memoria de nuestros mártires, construimos un nuevo Estado

Un Estado basado en el respeto e igualdad entre todos, con principios de soberanía, dignidad, complementariedad, solidaridad, armonía y equidad en la distribución y redistribución del producto social, donde predomine la búsqueda del **vivir bien**; con respeto a la pluralidad económica, social, jurídica, política y cultural de los habitantes de esta tierra; en convivencia colectiva con acceso al agua, trabajo, educación, salud y vivienda para todos.

Le *Vivir Bien* apparaît comme un objectif, une ligne de conduite assez générale qu'il faut s'efforcer de suivre. En ce sens, l'article 8 de la Constitution Plurinationale de 2009 promeut le *Vivir Bien* comme un principe éthico-morale de la nouvelle société plurale bolivienne.

Artículo 8.

- I. El Estado asume y promueve como principios ético-morales de la sociedad plural: ama qhilla, ama llulla, ama suwa (no seas flojo, no seas mentiroso ni seas ladrón), suma qamaña (**vivir bien**), ñandereko (vida armoniosa), teko kavi (vida buena), ivi maraei (tierra sin mal) y qhapaj ñan (camino o vida noble).
- II. El Estado se sustenta en los valores de unidad, igualdad, inclusión, dignidad, libertad, solidaridad, reciprocidad, respeto, complementariedad, armonía, transparencia, equilibrio, igualdad de oportunidades, equidad social y de género en la participación, bienestar común, responsabilidad, justicia social, distribución y redistribución de los productos y bienes sociales, **para vivir bien**.

La notion de *Vivir Bien* intervient également dans les articles relatifs à l'éducation (art. 80, I). L'éducation est définie par la CPE comme un moyen de développer une conscience sociale critique de la vie et pour la vie. Ainsi, elle est orientée vers le développement de compétences alliant la pratique et la théorie afin de participer à la protection de l'environnement et du territoire pour le *Vivir Bien*. Par ailleurs, les articles relatifs à l'économie plurielle sont également marqués par la logique du paradigme du *Vivir Bien*.

Grâce au plaidoyer politique des organisations d'ES, la solidarité et la réciprocité sont reconnues comme des principes aux articles 312 et 334 de la CPE. En outre, et c'est là

une des avancées les plus significatives, la Constitution reconnaît l'existence d'une économie plurielle caractérisée par quatre formes d'organisation économique : communautaire, étatique, privée et sociale coopérative (art. 307, II) (Lemaître et al. 2011 ; Hillenkamp, 2012 ; Vanhulst et Beling, 2013 ; Coraggio 2015).

La reconnaissance du pluralisme économique, politique et culturel participe à un objectif de démocratisation de l'État et répond, du moins théoriquement, aux revendications des fédérations d'économie solidaire et des organisations syndicales indigènes. Cependant, Isabelle Hillenkamp (2015) soulève un double risque. Premièrement, dans l'euphorie de ces nouvelles possibilités, il apparaît primordial de reconnaître les réalisations existantes du secteur. Ensuite, il faut veiller à prévenir la potentielle fragmentation du mouvement et des demandes.

D'un point de vue économique, une volonté d'industrialisation et de nationalisation des secteurs clés peut être observée. Élu notamment suite à la guerre du gaz de 2003, le gouvernement a opéré une renégociation des contrats des compagnies transnationales actives dans l'exploitation des hydrocarbures boliviens et nationalisé les oléoducs, gazoducs ainsi que certaines raffineries. Dans une volonté d'extension de la souveraineté étatique, la compagnie nationale, *Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos* (YPFB), s'est vue favoriser pour certains sites. Les articles 346 et 347 de la constitution marquent un tournant franc dans la gestion des ressources naturelles du pays (Ziegler, 2011 ; Oritz, 2013 ; Lavaud, 2015 ; Postero, 2017).

Artículo 346

El patrimonio natural es de interés público y de carácter estratégico para el desarrollo sustentable del país. Su conservación y aprovechamiento para beneficio de la población será responsabilidad y atribución exclusiva del Estado, y no comprometerá la soberanía sobre los recursos naturales. La ley establecerá los principios y disposiciones para su gestión.

À sa suite, l'article 371 énonce l'impossibilité d'appropriation des ressources hydriques. De plus, le décret 28701, émis dès la première année de l'investiture d'Evo Morales, consacra la nationalisation des hydrocarbures, ce qui démontrait de la volonté

d'apporter un changement décisif de trajectoire à l'économie bolivienne du MAS (Coraggio, 2015 ; Liendo 2017).

La nationalisation des hydrocarbures permit de dégager des bénéfices colossaux. Après avoir été majoritairement réinvestis dans les secteurs stratégiques (mines et hydrocarbures), ceux-ci furent investis dans de nombreux programmes sociaux et d'appui aux plus vulnérables, notamment les populations indigènes. Ainsi, Morales ira jusqu'à doubler les investissements publics annuels, comparativement aux années précédant 2005. L'investissement massif de la rente étatique dans les secteurs sociaux anciennement délaissés explique en grande partie l'amélioration fulgurante des conditions de vie en Bolivie. Les investissements publics participèrent également au renforcement infrastructurel du pays ainsi qu'à la création d'entreprises mixtes. Ce processus participait à une volonté de diversification de l'économie, notamment grâce à l'inclusion des secteurs populaires (Hillenkamp, 2009 ; Delcourt, 2015 ; Liendo, 2017).

Cependant, la politique de nationalisation et d'industrialisation du gouvernement a soulevé de nombreuses critiques. En effet, la nationalisation des secteurs clés est vue comme biaisée et incomplète, ne s'apparentant en fait qu'à une simple renégociation des contrats liant les multinationales à l'État sans modifier l'influence qu'ont ces dernières dans le pays. Par ailleurs, la souveraineté du pays semble rester difficile à atteindre au vu du faible pourcentage de main-d'œuvre qualifiée, obligeant donc la Bolivie à faire appel à une main-d'œuvre étrangère, ralentissant ainsi le processus d'industrialisation (Lacroix et Le Gouil, 2015).

Par ailleurs, l'arrivée au pouvoir de Morales permit aux organisations de l'ES et aux différentes organisations syndicales et indigènes de se positionner dans l'espace public et politique. Les conditions d'une transformation sociale cohérente et pérenne semblent alors en place, où l'économie solidaire jouerait le rôle de vecteur de démocratisation. En effet, le discours préélectoral du MAS faisait la part belle aux différentes initiatives économiques communautaires et solidaires. Ainsi, le premier mandat de Morales verra la création et l'agrégation de plusieurs organisations (Hillenkamp, 2015).

Sensibilisés par les Forums Sociaux Mondiaux, la CIOEC et le RENACC voient une opportunité politique dans la victoire du MAS pour intégrer l'économie solidaire et le commerce équitable comme projet national politique et devenir une nouvelle force politique (Hillenkamp et Wanderley, 2015 : 47 ; Wanderley et al., 2015 : 27).

En juste continuité du plaidoyer politique effectué jusqu'alors, la CIOEC propose un projet de loi visant à la reconnaissance des organisations économiques au ministère du Développement productif et de l'économie plurielle et de la superintendance des Entreprises en juin 2007. Pour la CIOEC, reconnaître la propriété collective des OECAS est au cœur de son projet et structure toutes ses demandes. Selon la Coordination des organisations économiques paysannes de Bolivie, la propriété collective des OECAS est inféodée à leur objectif économique et social, car celles-ci veulent à la fois produire des bénéfices tangibles et à la fois participer à l'amélioration des conditions de vie de ses membres et de leur famille. Cette réalité fonde donc l'existence de biens publics servant aux générations futures, actives dans un même secteur. Cependant, le ministère en charge de la proposition estime que le projet de loi est trop restrictif et ne peut se cantonner à la seule reconnaissance des OECAS. Il appelle ainsi à une ouverture de la proposition à la notion de « communautaire » (Hillenkamp, 2015 ; Hillenkamp, communication personnelle, 6/04/2017).

Le RENACC, quant à lui, organise la première édition de Rencontre nationale pour l'économie solidaire et le commerce équitable, rassemblant les organisations partenaires et de hauts responsables gouvernementaux. Cette première rencontre fournira un héritage précieux, celui de la création de la Plateforme multisectorielle de promotion de l'économie solidaire et du commerce équitable en Bolivie en 2007. La Plateforme est un exemple de l'effort de structuration fourni par le mouvement d'économie solidaire. Dans un but permanent d'inclusivité, le RENACC voit en la Plateforme un moyen de dépasser les tensions internes au mouvement. Le but intrinsèque de cette nouvelle Plateforme est donc la fédération de tous les acteurs de l'ES, et, partant, le dépassement du RENACC même. La Plateforme rédige une proposition nationale pour l'économie solidaire et le commerce équitable dans laquelle elle se définit comme une alternative au système néolibéral et une stratégie de lutte contre la pauvreté et présente celle-ci au gouvernement et à l'Assemblée Constituante, alors en plein travail (Plateforme, 2007 ; Wanderley et al., 2015). Cependant, malgré ses efforts, la nouvelle organisation ne parvient pas à établir une entente durable avec la CIOEC. Toutefois, les rencontres nationales de la RENACC trouveront un héritier notable dans la Journée internationale de l'économie solidaire et du commerce équitable, célébration annuelle organisée par la Plateforme afin de faire dialoguer politiques et membres des organisations solidaires (Hillenkamp, 2015 ; Hillenkamp, communication personnelle, 06/04/2018).

La multiplicité des demandes et propositions, présentées par la CIOEC, le RENACC et la Plateforme finiront par entacher la légitimité du mouvement d'économie solidaire. En effet, les ministères en lien direct avec la CIOEC et la Plateforme réalisent bien vite la distance entre les deux fédérations. Ainsi, ils leur demandent de coopérer sur les propositions présentées ; cependant, aucun accord ne semble se trouver. La légitimité démocratique et le pouvoir de négociation des fédérations nationales d'économie solidaire semblent alors grandement affaiblis (Hillenkamp, 2015 ; Wanderley et al., 2015).

L'un des principaux défis pour le mouvement est de légitimer l'économie solidaire comme un sujet d'intérêt public, et non plus privé. Cette légitimation se fait au moyen de « *la thématization de l'économie solidaire, comme concept nouveau, mais se référant à des pratiques anciennes en Bolivie ; la démonstration de l'importance de ces pratiques pour le développement du pays et donc de leur légitimité comme objet de politique publique ; la sensibilisation et l'implication des responsables politiques* » (Hillenkamp, 2015 : 11). Ce glissement de logique s'effectue lors des rencontres, organisées par le RENACC, et plus tard par la Plateforme, proposant des tables de discussions entre citoyens, acteurs politiques et organisations de l'ES. Cette stratégie vise à rendre l'économie solidaire accessible et ouverte à tous, et donc profondément citoyenne et ancrée dans la base sociale bolivienne. Parallèlement à ces rencontres, plusieurs marches et journées sont organisées par les acteurs de l'ES afin de politiser leurs revendications (Hillenkamp, 2015). Il paraît toutefois important de noter que ce processus ne fut pas aussi transparent et ouvert que voulu en raison du manque de temps, de la multiplicité des acteurs et de la difficulté de ceux-ci à s'entendre.

En plus de cette légitimation de l'économie solidaire comme un sujet d'intérêt public, les organisations d'économie solidaire veulent assurer un cadre juridique et institutionnel au mouvement. Il apparaît en effet nécessaire de sécuriser les associations et coopératives. Cette volonté transparait dans les documents alors réalisés, tels le manifeste de la Plateforme ou la proposition d'apport au régime économique de la nouvelle Constitution de la CIOEC.

En définitive, le premier mandat d'Evo Morales fut marqué par une importante polarisation politique. D'un côté, les différents mouvements sociaux, les organisations syndicales de base territoriale, les fédérations d'économie solidaire, mais aussi le secteur

ouvrier et minier ainsi que les *cocaleros* ont soutenu le gouvernement du MAS. De l'autre, les partis traditionnels relégués dans l'opposition et le patronat de l'Oriente se liguent pour dénoncer la politique du gouvernement (Audubert et Garcia, 2017).

Si de nombreuses réalisations se réfèrent au registre du symbolique, le gouvernement a également tenu ses promesses en convoquant une Assemblée Constituante, aboutissant sur la promulgation d'une nouvelle Constitution politique de l'État, en nationalisant – du moins théoriquement – les hydrocarbures, en participant au processus de décolonisation de l'État et en mettant la Bolivie sur les rails d'un nouveau modèle de développement, notamment caractérisé par le discours du *Vivir Bien*. Par ailleurs, l'amélioration des indicateurs socioéconomiques assoit la popularité du gouvernement.

3.4.2. 2010 – 2014 : 2^{ème} mandat

Evo Morales est réélu en 2009 avec 64% des votes en sa faveur. Ce score historique pour un deuxième mandat suit de près l'adoption à 61% des votes par référendum de la nouvelle Constitution Politique de l'Etat (Lacroix et Le Gouil, 2015). Cependant, ce deuxième mandat sera marqué par de nombreux conflits socio-environnementaux, un bouleversement des alliances entre mouvements sociaux et gouvernement ainsi que le début d'une opposition croissante envers Morales.

Le conflit dit du TIPNIS fut l'un des premiers obstacles majeurs rencontrés par le gouvernement de Morales. Ce dernier opposa le gouvernement aux peuples indigènes des basses terres quant au projet de construction d'une autoroute traversant le parc national Isiboro-Sécure, reconnu en 1990 comme territoire indigène (Mojeno, Yuracaré et Chimán). Ce conflit éco-territorial donna lieu à d'importantes mobilisations indigènes d'ampleur nationale, attachées à dénoncer la violation de leurs droits reconnus par la Constitution Politique de 2009, du consentement libre et de l'autonomie territoriale indigène. En effet, il n'y eut aucune consultation populaire préalable, comme il est normalement imposé par la Constitution²⁴. Par ailleurs, ce mégaprojet serait la cause de nombre de dégâts socio-environnementaux. Cependant, le gouvernement Morales maintint une position ferme quant à la construction de cette autoroute et ce tout au long du processus.

²⁴ A ce propos, consulter l'article 30 de la Constitution Plurinationale de l'État.

Au vu du non-respect des engagements pris par le gouvernement Morales en matière de droits environnementaux et des indigènes, le conflit du TIPNIS est vite devenu symbolique. Il illustre le conflit existant entre la vision discursive du développement, incarnée par le *Vivir Bien*, et les intérêts économiques et électoraux concrets du MAS. La volonté du MAS d'ouvrir un axe de colonisation vers les basses terres amazoniennes, bien que celles-ci fassent partie à la fois de réserves naturelles et de territoires indigènes, n'est pas tout à fait innocente et participe à la satisfaction des demandes de sa base électorale. Les syndicats paysans ont traditionnellement cherché à descendre les montagnes afin d'accéder à des terres arables et ainsi étendre leur frontière agricole. De surcroît, les producteurs de *coca*, composant une partie imposante de la base électorale du MAS, les agro-industriels, les représentants du secteur pétrolier et minier avaient de nombreux intérêts dans la construction effective de cette autoroute. Ce projet a donc déclenché de nouvelles tensions entre les différents groupes et mouvements ayant soutenu la première candidature de Morales, notamment au sein des groupes indigènes des hautes terres et des basses terres (Delcourt, communication personnelle, 22/03/2018).

Face à ces intérêts, les contestations populaires parurent bien maigres. Ce conflit révéla donc la contradiction entre les deux modèles concurrents du gouvernement du MAS : « *d'un côté, le dépassement du néolibéralisme basé sur les activités extractives par le renforcement de l'économie sociale-communautaire, dans le cadre de la pluralité économique, de la transformation productive et de la soutenabilité environnementale ; de l'autre, le capitalisme d'État fondé sur l'approfondissement de l'extractivisme, en alliance avec les entrepreneurs internationaux et nationaux (traditionnels et d'extraction populaire) et l'implémentation de politiques redistributives* » (Hillenkamp et Wanderley, 2015 : 45). Le conflit du TIPNIS est un point d'inflexion où le discours rencontre la réalité. Le discours sur le *Vivir Bien* et le respect des indigènes, éclate face au choix du gouvernement de maintenir le projet et ainsi servir les intérêts du capitalisme plutôt que de protéger les peuples des basses terres. Le discours du *Buen Vivir* apparaît alors très faible (Hillenkamp, communication personnelle, 06/04/2018).

Si les premières années de gouvernance du MAS entretenaient un équilibre entre une perspective néo-développementaliste, incarnée par le Vice-Président, Álvaro García Linera, et une perspective indigéniste, incarnée par l'ancien ministre des Affaires étrangères, David Choquehuanca, celui-ci a fini par basculer. Ainsi, le discours indigéniste fut maintenu tout en adoptant une politique économique développementaliste

sur le même modèle que celui mis en œuvre par les ex-gouvernements de gauche du Brésil ou d'Équateur. En définitive, le projet du TIPNIS fut autorisé en 2017, suite à l'approbation de nouvelles règles, rendant possible la construction de la route ainsi que l'expansion des cultures de *coca* et l'exploitation minière et gazière, tout ceci au sein même du parc national (Wanderley, 2013a ; Hillenkamp et Wanderley, 2015 ; Wanderley, 2015a : 76 ; Liendo, 2017).

Le conflit du TIPNIS a mené à la rupture du Pacte d'Unité, approuvé en 2002. La CIDOB et la CONAMAQ, les deux organisations autochtones principales, ont en effet décidé de se retirer de celui-ci, afin de marquer leur désaccord par rapport au gouvernement du MAS et à la politique menée. La CIDOB et la CONAMAQ avaient activement participé à l'élection de Morales et sont, dans le paysage sociopolitique bolivien, des acteurs de taille. Cependant, face à la politique gouvernementale, elles *« réclament l'application des droits des peuples autochtones ancrés dans la Constitution et dénoncent le caractère « néo-développementaliste » des projets économiques ou d'aménagement de l'État qu'elles estiment contradictoires au principe constitutionnel du Buen Vivir et considèrent comme une menace pour leurs territoires ancestraux reconnus pour la première fois dans l'histoire du pays par la Constitution »* (Lacroix et Le Gouil, 2015 : 311-312). L'affaire du TIPNIS a donc recomposé les soutiens à Morales et une certaine dissidence s'est créée.

Le pacte d'Unité était le résultat d'un travail de presque deux décennies d'unification entre acteurs indigènes, paysans et gouvernementaux. Par ailleurs, cette rupture engendra une nouvelle restructuration du paysage sociopolitique bolivien, divisant les mouvements sociaux en deux camps : les *pro* et *contre* le gouvernement Morales (Wanderley, 2015a).

Ce fut également au cours de ce mandat qu'une opposition interne au MAS apparut. Beaucoup d'anciens soutiens de Morales, faisant partie de son administration, occupant des places de Vice-Ministre ou de conseiller, ont quitté son gouvernement en signe de désaccord avec les nouvelles orientations politiques (Delcourt, communication personnelle, 22/03/2018).

Le secteur de l'économie solidaire fut marqué par la création d'une nouvelle plateforme d'économie solidaire en 2009 ; il s'agit du Mouvement d'économie solidaire et du commerce équitable (MESyCJ). Ce nouvel acteur cherche à positionner l'économie solidaire comme un moyen de stimuler l'économie communautaire et a vocation à être

intersectoriel, à réunir la branche paysanne et artisanale. En 2010, la Stratégie plurinationale d'économie solidaire et de commerce équitable pour la Bolivie est approuvée ; celle-ci avait bénéficié de l'appui du MESyCJ (Hillenkamp, 2012).

À partir de 2011, une valorisation de l'économie communautaire aux dépens de l'économie solidaire est portée par le gouvernement. Ainsi, la Loi n° 144 sur la révolution de la production agricole communautaire, promulguée le 26 juin 2011, porte en elle cette nouvelle reconnaissance de l'économie communautaire ; celle-ci provoque d'importantes répercussions sur le mouvement d'ES bolivien. Dans l'approche du gouvernement, l'économie communautaire renvoie aux supposées logiques d'organisation socioéconomique d'une population indigène, centrées autour de la communauté. Pourtant, cette économie communautaire ne propose pas de modèle tangible et clair d'organisation économique notamment en termes de gestion, de propriété, de financement ou de participation, à l'inverse de l'économie solidaire. La valorisation de l'économie communautaire a entraîné à la fois la création et la reconnaissance d'organisations économiques communautaires (OECOMS) (Hillenkamp, 2015 ; Hillenkamp, communication personnelle, 06/04/2018). Cette nouvelle législation sera analysée par la suite [voir *Partie III, Section 1.2.*].

Parallèlement, le second mandat d'Evo Morales marque un tournant important dans la façon d'opérationnaliser l'économie plurielle. Comme mentionné, l'économie plurielle comme reconnue dans la CPE de 2009 articule quatre formes d'organisation économique : privée, étatique, communautaire et sociale coopérative. Alors que le changement paradigmatique de la Bolivie avait levé beaucoup d'espoirs quant à la reconnaissance, au soutien et à la valorisation d'une économie ancrée dans des logiques sociales et solidaires par les instances politiques, le cap pris alors par Morales déçoit. Ce n'est pas une économie plurielle, forte de sa composante sociale coopérative, qui est prônée, mais bien un nouveau capitalisme d'État. De nombreuses entreprises publiques sont créées²⁵, des interventions étatiques sont effectuées dans de nombreux secteurs stratégiques et le contrôle des prix devient un objectif. Ainsi, l'État bolivien opère un retour au premier plan dans la vie économique du pays, dans une logique résolument souverainiste. Le modèle économique, social, communautaire et productif imposé par le

²⁵ Par exemple, la *Boliviana de Aviación* (BoA) est l'une des plus célèbres compagnies publiques créées par le gouvernement de Morales, en 2007. Elle participe à un objectif de démocratisation de la vie.

gouvernement est défini en deux temps. Premièrement, un secteur stratégique, celui des hydrocarbures principalement, génère des bénéfices importants. Ensuite, ces excédents sont réinvestis dans la société, notamment dans des secteurs créateurs d'emplois et de revenus tels l'agriculture. Ce modèle induit donc, du moins pour une certaine période, une dépendance forcée à l'extractivisme dont le gouvernement devait, pourtant, se détacher. Dans cette vision particulière de l'économie plurielle, il n'y a pas de place clairement définie pour les entités de l'économie populaire et solidaire (Mascolo-Fortin, 2013 ; Lacroix et Le Gouil, 2015 ; Hillenkamp, 2015).

L'année 2011 marque une réelle rupture tant dans la politique menée par Evo Morales et par le gouvernement du MAS que dans le tissu social des différents mouvements sociaux et organisations paysannes et indigènes. Le décalage croissant entre la gouvernance *de jure* et *de facto* du gouvernement MASsiste, entre les idéaux et leur mise en pratique effective fut le signe du changement d'orientation opéré à partir de ce deuxième mandat.

Face aux contestations populaires grandissantes et à la chute – relative – de sa popularité, Evo Morales va modifier sa stratégie. Allié historique des mouvements indigénistes, il va opérer un virage un peu plus à droite et se rapprocher du « centre », tout en s'éloignant des revendications indiennes. Plusieurs pans de son programme politique ne disparaissent pas, mais leur mise en œuvre politique est mise de côté. Il privilégie des politiques contentant ses alliés les plus proches qui lui sont restés fidèles comme les grands syndicats, les *cocaleros* ou l'industrie minière. En parallèle, la période post-2011 verra un nouveau dialogue s'ouvrir entre le gouvernement, le patronat et les industriels. Par conséquent, les divergences entre mouvements sociaux et gouvernement se creusent et le mouvement indigéniste se divise. La promotion de l'économie solidaire dans le cadre d'une économie plurielle s'apparente, quant à elle, de plus en plus à un exercice discursif plutôt qu'à un réel objectif, tant devancée qu'elle est par le mode de développement extractiviste ancré dans un capitalisme d'État. Toutefois, bien que le deuxième mandat de Morales ait été entaché de nombreux conflits et divisions, aucune opposition cohérente ne semble émerger, au sein du MAS ou ailleurs (Hillenkamp et Wanderley, 2015 : 42 ; Audubert et Garcia, 2017 ; Delcourt, communication personnelle, 22/03/2018).

3.4.3. 2014 – 2019 : 3^{ème} mandat

C'est ainsi qu'en octobre 2014, Evo Morales remporta ses troisièmes élections générales avec 57,5% des suffrages exprimés en sa faveur, au premier tour. Le MAS reste dominant au Congrès avec deux tiers des sièges, ainsi qu'au Sénat. Cependant, une ombre se profile à l'horizon lors des élections municipales et départementales de 2015. Si le MAS reste le grand vainqueur, il perd plusieurs mairies de grandes villes comme Cochabamba et El Alto et n'arrive pas à conquérir Santa Cruz et La Paz. Ces élections ramènent le nombre de départements contrôlés par le MAS à cinq sur neuf. Par ailleurs, ces élections régionales voient un certain nombre de candidats l'emporter face au MAS. Ceux-ci se revendiquent d'identité indigène tout en n'appartenant pas forcément à une des fédérations nationales ; ceci dans un but de casser l'image du MAS comme étant le seul représentant du mouvement paysan et indien (Lacroix et Le Gouil, 2015). Le troisième mandat de Morales à la tête de la Bolivie commence dans un climat économique difficile au vu de la baisse du prix des matières premières, dont la Bolivie est devenue dépendante. Politiquement, la contestation de son modèle de gouvernance se renforce et les critiques à son encontre se multiplient : dogmatisme partisan, autonomie de pensée et d'action interdite, caudillisme, etc. De plus, la légitimité de la réélection d'Evo Morales pour un troisième mandat pose question²⁶.

Le troisième mandat de Morales est caractérisé par un écart toujours plus grand entre les discours proposés et les réalités vécues. Ainsi, comme le résume Laurent Delcourt (2015), très peu des promesses faites au peuple bolivien ont été tenues : le modèle primo-exportateur s'est consolidé, l'agriculture industrielle et productiviste est encouragée et favorisée, le capitalisme d'État s'est substitué à la reconnaissance d'une économie plurielle, valorisant ses formes sociales coopératives et les droits des indigènes et de la *Pachamama* n'arrivent jamais prioritaires. Partant, le projet de reconnaissance et de valorisation d'une économie solidaire et communautaire reste difficile à mettre en œuvre.

Toutefois, Evo Morales et le MAS conservent une popularité importante. De nombreuses primes, notamment à destination des plus démunis, existent en Bolivie. Il

²⁶ La légitimité du troisième mandat ainsi que les conditions entourant son élection sont résumées par Jean-Pierre dans Lavaud, J.-P. (2015) « La réélection d'Evo Morales à la présidence de la Bolivie », *Problèmes d'Amérique latine* n° 98, p. 37-57.

s'agit de programmes d'aide sociale ciblée, les fameux *bonos*, offrant, par exemple, une retraite pour les personnes âgées de plus de 60 ans ou une aide allant aux mères et aux enfants âgés de moins de deux ans. Par ailleurs, il existe également le programme « *Bolivia cambia. Evo Cumple* » qui consiste en une série d'investissements dans l'infrastructure des communautés. Ce programme est assez critiqué dans le sens où les projets initiés sont financés hors budget public et servent ainsi avant tout la popularité de Morales. Selon Laurent Delcourt (communication personnelle, 22/03/2018), ce programme rate en outre sa cible, car au lieu de participer à l'amélioration des infrastructures scolaires ou sanitaires de façon cohérente et pérenne, il sert à la construction d'infrastructures de loisir, comme des stades de foot, ou d'infrastructures à visée sociale mais sans moyens de suivi en termes de matériel, de salaires ou de personnel qualifié. C'est ainsi qu'il parle d'« investissements vitrines » pour le MAS. Dans l'imaginaire populaire, il s'agit de l'action directe d'Evo Morales lui-même. Par-delà sa puissance symbolique, Morales est donc héroïsé et continue ainsi à jouir d'un important soutien des classes plus défavorisées (Lavaud, 2015).

Depuis le conflit du TIPNIS, une nouvelle forme de polarisation prend maintenant place dans l'ensemble de la société bolivienne ; celle-ci n'oppose plus la gauche et la droite traditionnelles mais bien les « pros » et les « contre » Evo Morales. Ainsi, le 21 février 2016, Morales organisa un référendum national concernant une réforme partielle de la Constitution Politique, lui permettant de briguer un quatrième mandat à la présidence du pays. Ce référendum s'avéra négatif pour Morales, qui connut sa première défaite électorale. En effet, plus de 51,3% des suffrages exprimés favorisèrent le « non ». Le référendum populaire permit d'observer la répartition territoriale du soutien accordé par la population au président. Ainsi, les zones rurales apportent encore leur soutien indéfectible à Morales. Toutefois, il apparaît que les villes se positionnent peu à peu en faveur de partis d'opposition (Audubert et Garcia, 2017 ; Lopez, intervention, 20/03/2018).

Malgré cet échec, Morales a sollicité le Tribunal Constitutionnel Plurinational (TCP) afin qu'il s'exprime sur la possibilité d'un quatrième mandat en vue des élections de 2019. En novembre 2017, le TCP a rendu un arrêt dans lequel il ouvre la voie à un quatrième mandat du président Morales (Layme, 2017). La décision du tribunal a été vécue comme illégitime et illégale par une partie significative de la population bolivienne. Ainsi, la cote

de popularité du gouvernement a chuté passant ainsi de 59% à 35%²⁷. Selon une enquête du média bolivien *El Deber*, sept personnes sur dix considèrent qu'Evo Morales ne devrait pas être candidat aux prochaines élections. Les réactions face à cette décision ont été nombreuses et fortes. Une conséquence majeure de cette actualisation constitutionnelle semble être la chute libre du capital symbolique d'Evo Morales. L'*evisme* s'est principalement construit autour du pouvoir discursif du président et ce charme se dissipe peu à peu (Molina, 2018 ; Ortiz, 2018).

Ainsi, les conflits et contradictions des dernières années ont principalement participé à la fragmentation de l'économie solidaire et communautaire bolivienne. Les organisations indigènes, telles la CONAMAQ ou le CIDOB, se sont vues écartées des tables de discussion au vu de leur critique vis-à-vis de la politique menée par le gouvernement. Comme le souligne Laurent Delcourt (communication personnelle, 22/03/2018), des dissidences se sont également formées au sein des organisations indigènes, polarisant ainsi l'intérieur des structures²⁸. Partant, les pistes de collaboration avec le gouvernement furent plus à trouver du côté des organisations paysannes, soutenant la politique actuelle.

Depuis 2011, la Coordination nationale pour le changement (*Coordinadora Nacional por el Cambio*, CONALCAM) a peu à peu remplacé le Pacte d'Unité dans son rôle d'instance de concertation entre les différents mouvements sociaux et le gouvernement. La CONALCAM, créée en 2007, rassemble les représentants des différentes organisations matrices soutenant le processus de changement d'Evo Morales. Au vu de sa perte d'influence et de sa position compliquée, la CIOEC va rentrer dans la CONALCAM dans une stratégie de rapprochement du pouvoir central et en essayant de retrouver une place politique.

Ce troisième mandat est également marqué par un durcissement du gouvernement à l'égard des critiques envers la politique menée. Ainsi, le gouvernement mène un travail systématique de discréditation et de harcèlement envers toute opposition politique, notamment en les identifiant à des ennemis de l'État et du peuple. Cette stratégie n'a pas

²⁷ Par rapport au sondage effectué début 2017 et début 2018.

²⁸ Par exemple, les acteurs proches du mouvement ironisent sur la formation d'une sous- branche au sein de la CONAMAQ : la CONA-MAS, symbolisant les tensions internes aux organisations indigènes (Delcourt, entretien, 22/03/2018).

épargné les ONG ainsi que les organisations nationales. Une réelle mise au pas du gouvernement bolivien de certaines ONG fut observée : contrôle des ressources, expulsion, poursuites judiciaires, etc. La CIDOB et la CONAMAQ ont également fait les frais de cet autoritarisme en germe, notamment dans l'intervention du MAS dans le choix des dirigeants. Ainsi, la plupart des organisations de base, des mouvements sociaux et des militants craignent de critiquer le gouvernement. La réaction peut être immédiate. À l'inverse, soutenir le gouvernement permet d'obtenir des avantages, pour son organisation ou son secteur. D'autant plus que ce contexte général a éloigné beaucoup d'ONG internationales de Bolivie avec une répercussion directe sur la CIEOC et d'autres fédérations qui dépendaient financièrement de ces organisations de soutien. (Delcourt, communication personnelle, 22/03/2018 ; Hillenkamp, communication personnelle, 06/04/2018).

En définitive, le troisième mandat de Morales semble illustrer l'abandon d'un modèle post-extractiviste et post-capitaliste, basé sur la promotion de l'économie solidaire et communautaire. Ainsi, des deux modèles concurrents observés à l'issue du conflit du TIPNIS, il est clair que le deuxième modèle sort vainqueur. Le projet novateur d'Evo Morales et du MAS, fondé sur le *Vivir Bien*, semble s'être réduit à un modèle néo-extractiviste, dépendant des ressources minières et en hydrocarbures et de la conjoncture internationale (Wanderley, 2015a ; Liendo, 2017).

3.5. Perspectives futures

Selon Roxana Liendo (2017), l'un des défis majeurs à venir sera pour les mouvements sociaux et organisations syndicales, coincés dans une logique parfois clientéliste et opportuniste, de retrouver leur unité. Ainsi, ils pourront œuvrer pour le retour d'une démocratie effective, fondée sur les principes du *Vivir bien* et d'une nation reconnue comme étant plurielle dans sa population comme dans ses pratiques économiques.

Pour l'heure, il n'y a pas encore d'opposition fédératrice, cohérente et durable au MAS. L'opposition traditionnelle du MAS, composée des anciennes classes dirigeantes et les industriels, qui fut très critique lors du premier mandat de Morales, tend à atténuer son action politique contre le MAS, notamment depuis que le gouvernement ait soutenu l'agro-industrie via plusieurs politiques. Selon l'analyse de Lacroix et Le Gouil (2015 : 313), « *l'opposition s'est reconfigurée et ce sont désormais cinq grandes forces politiques qui tentent de s'organiser pour contester la suprématie du MAS et d'Evo Morales : le*

Movimiento Sin Miedo (MSM) allié au gouvernement national jusqu'aux élections départementales et municipales de 2010, Soberanía y Libertad (Sol.Bo) correspondant à une scission du MSM apparue lors des élections municipales de 2015, le Movimiento Democrático Social (2013), le Frente Amplio (2013), le Partido Verde (2007) et Libertad de Pensamiento para Bolivia (2014) formé par quelques dissidents du MAS ».

De plus l'opposition actuelle est caractérisée par une importante multiplicité à la fois des figures montantes, des idéologies prônées (conservateurs, progressistes, libéraux, socialistes) et des formes organisationnelles prises (mouvement, parti, fédération, etc.). Ainsi, bien que de nombreuses figures émergent de ces différentes formations, aucune n'a pour l'instant réussi à incarner une réelle opposition face à Morales.

4. Bilan de la construction du mouvement d'économie solidaire dans le processus de changement

Le gouvernement d'Evo Morales et du MAS a poursuivi un processus de changement important (*proceso de cambio*) depuis 2006 tant à l'intérieur de son pays qu'à l'extérieur. Selon Laurent Delcourt (communication personnelle, 22/03/2018), le processus de changement a été réel. En revanche, l'idéal de changement s'est heurté à des réalités très concrètes, au principe de réalité. Le processus connut une bifurcation de sa trajectoire initiale en 2011. Il n'a pas été la refonte de la société promise et attendue, mais correspond plutôt à un processus ambivalent. Dans un premier temps, il accéda aux demandes de la société civile organisée en reconnaissant le caractère plurinational de la Bolivie, en inscrivant les droits relatifs aux peuples indigènes dans la Constitution et en présentant la Bolivie comme le nouveau modèle mondial de défense des droits de la Terre-Mère, le tout via la promotion d'un autre modèle de développement, le *Vivir Bien*. Dans un deuxième temps, et de façon plus marquée depuis 2011, le processus de changement s'infléchit et laissa place à un modèle néo-développementaliste, fondé sur l'exportation d'hydrocarbures et ancré dans un capitalisme d'État. Dans ce cadre, plusieurs aspects de la politique du MAS ne suivent pas la vision du *Vivir Bien* et consolident le modèle exportateur et extractiviste de la Bolivie. Par conséquent, le pays ne s'est pas engagé dans le sens d'une diversification de ses ressources économiques. Au cours de ces douze dernières années, la présidence de Morales est donc marquée par une dichotomie importante.

Le mouvement d'économie solidaire est actuellement dans un état qui peut être qualifié de **fragmenté** et d'**affaibli**. Grâce à la construction historique du mouvement d'économie solidaire et des entretiens réalisés avec Isabelle Hillenkamp (06/04/2018) et Laurent Delcourt (22/03/2018), plusieurs facteurs de la fragilisation du mouvement d'ES méritent d'être relevés et résumés.

En premier lieu, le mouvement de l'économie solidaire bolivien a encore de nombreuses difficultés à faire reconnaître son objet comme un **sujet d'intérêt public** et politique et non pas simplement privé, ne s'adressant ainsi qu'aux organisations économiques concernées. Cette réalité persiste malgré l'influence croissante qu'ont gagnée les mouvements sociaux, dont les organisations d'économie solidaire, au fil des années.

En outre, la **persistance de multiples fédérations et organisations** représentant l'économie solidaire participe à la mauvaise visibilité de ce secteur et de ses propositions ainsi qu'à la décrédibilisation de celui-ci. Le MESyCJ n'a jamais réellement réussi à développer la légitimité suffisante pour cause de problèmes de gouvernance interne. L'échec du MESyCJ, et celui de la Plateforme auparavant, à fédérer l'ensemble des acteurs autour d'un projet durable et commun a renforcé la fragmentation du secteur.

Troisièmement, bien que la nouvelle constitution politique bolivienne soit très progressiste sur les plans environnemental, culturel et économique, notamment avec l'articulation des différentes formes d'économie, et sous-tendus par la notion de *Vivir Bien*, le processus de changement n'est pas parvenu à suivre cette ligne directrice en termes de politiques publiques. Alors qu'il fallait, selon la CPE, trouver un équilibre entre ces quatre types d'économie, il apparaît clairement que ce sont les **grands secteurs économiques qui ont été priorités** dans les politiques publiques, tandis que l'économie solidaire reste un secteur marginal.

Par ailleurs, le mouvement d'économie solidaire a également souffert de la **mise en concurrence** des OECAS et des OECOMS par les politiques gouvernementales. Si l'économie plurielle reconnaît à la fois une économie sociale coopérative et une économie communautaire, le modèle des OECAS apparaît plus tangible et ancré dans les logiques sociétales, et ce, depuis de nombreuses années. À l'inverse, les OECOMS, que le gouvernement tend à favoriser, ne répondent à aucune forme d'organisation concrète et visible issue des communautés indiennes et ne correspondent, au final, à aucune réalité. Ce questionnement entre OECAS et OECOMS va contribuer à la mise en concurrence de

la CIOEC, défendant le principe d'OECAS, et de la CSUTCB, qui s'est vue hériter de la nouvelle catégorie des OECOMS. Ce brouillage sémantique et politique va produire de nombreux blocages à la fois entre ces deux organisations qui collaboraient par le passé et à la fois dans le mouvement d'ensemble de l'ES qui s'en trouvera perturbé.

De surcroît, la Bolivie traverse actuellement un **essoufflement des luttes sociales**, qui s'apparentent de plus en plus à des luttes corporatistes ou particularistes. Il n'y a plus de grand mouvement d'ensemble pour le changement, de front commun de résistance, comme ce fut le cas au début du 21^{ème} siècle. Les mouvements indigènes sont sortis affaiblis et divisés des conflits et les autres mouvements sont devenus pour certains des relais du MAS ; beaucoup de leurs ex-dirigeants sont ainsi rentrés dans l'administration ou dans le MAS lui-même.

Enfin, le mouvement d'économie solidaire est confronté à une **question générationnelle**. Les membres des fédérations, les militants et autres acteurs du mouvement font partie d'une génération qui a été formée dans les années 80 et qui atteint maintenant l'âge de la retraite. Ainsi, le mouvement d'économie solidaire a vu disparaître de ses rangs de nombreuses figures, menant autrefois la lutte.

En définitive, au lieu de le renforcer, le mouvement d'économie solidaire fut rogné par le *proceso de cambio*. L'évolution du mouvement d'économie solidaire est un scénario complexe et ambivalent. Il y eut des avancées normatives significatives, mais celles-ci prennent place dans un contexte général où le panorama économique, social et politique est de plus en plus marqué par un positionnement effectif du gouvernement pour un capitalisme d'État, par un autoritarisme de plus en plus ouvert et par un mouvement de l'ES affaibli.

Partie III : Analyse du processus de reconnaissance juridico-institutionnelle de l'ES en Bolivie

Après avoir analysé la construction du mouvement d'économie solidaire, ses forces et ses faiblesses, cette troisième partie s'emploiera à analyser les réponses apportées par le gouvernement du MAS en termes de reconnaissance juridico-institutionnelle de l'économie solidaire en Bolivie. Cette partie tentera également d'apporter des réponses aux diverses interrogations sous-tendant ce mémoire. Quelles furent les principales réalisations juridico-institutionnelles impulsées par le gouvernement d'Evo Morales et du MAS ? Répondaient-elles aux objectifs et attentes formulés par le secteur de l'ES ? Ont-elles permis à ce secteur de se codifier et s'institutionnaliser en harmonie avec leurs valeurs ? Quelles formes d'économie ces lois ont-elles favorisées ?

Les organisations d'ES boliviennes ont tenté de populariser la question de l'économie solidaire comme une question d'intérêt public. Cependant, cette reconnaissance ne peut se faire sans l'intervention et le soutien de l'État. Ainsi, c'est d'un processus participatif entre l'État et le réseau d'économie solidaire que sont nées les réalisations. Ce double mouvement est résumé à la figure 5.

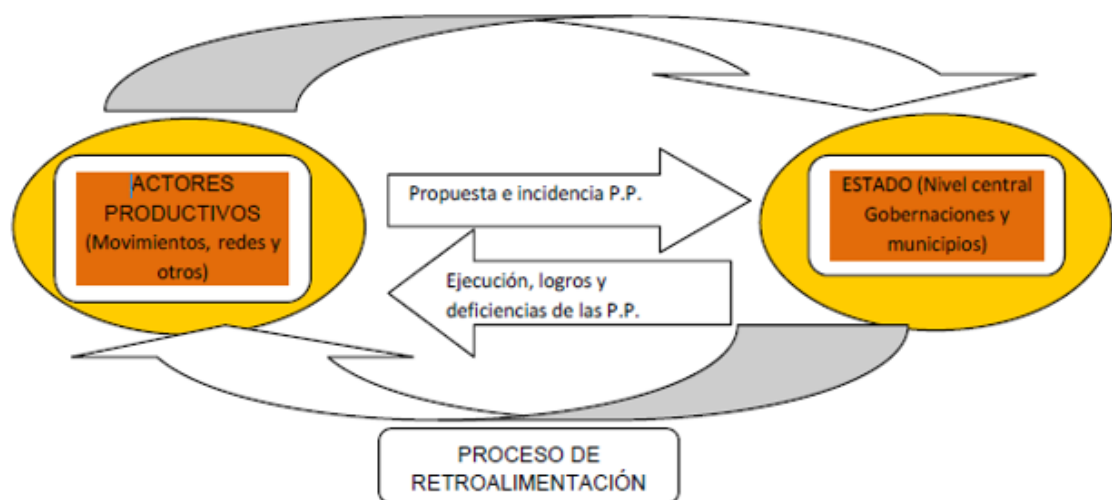


Figure 5 : Processus de rétro-alimentation entre acteurs de l'économie solidaire et État.

– Source : Olivarez, 2011 : 13

Comme explicité au préalable [voir *Partie I, Section 3*], Jacques Chevallier (2005) a souligné que « *les alternances politiques, qui se traduisent par l'arrivée au pouvoir d'équipes gouvernementales nouvelles, ayant fait campagne sur le thème du changement, ouvrent des 'fenêtres d'opportunité', conduisant souvent à l'engagement de politiques en rupture avec le passé* ».

Cependant, toutes les forces politiques prônant un changement politique et sociétal ne réussissent pas dans leur entreprise. En effet, le phénomène du *path dependance*, de la dépendance au chemin emprunté, est souvent observé. Ce phénomène permet de mettre en lumière la difficulté de changer de trajectoire politique, d'effectuer un *path shifting*, pour un nouveau gouvernement ou toute autre forme institutionnelle. Ainsi, les décisions prises par les pouvoirs antérieurs pèsent sur les choix futurs de ces mêmes pouvoirs (Palier et Bonoli, 1999 : 399 ; Palier, 2014).

Au vu de la construction du mouvement d'ES et ses rapports avec, d'abord le MAS, ensuite le gouvernement du MAS, il est intéressant d'analyser les pistes suivies par le gouvernement en vue d'une codification du secteur de l'ES. Questionner les pistes suivies permettra notamment d'évaluer si le gouvernement du MAS se retrouve dans une logique de *path dependance* ou si, au contraire, celui-ci réussit à se placer dans une position de rupture par rapport aux choix gouvernementaux précédents, et opère ainsi un *path shifting*, illustrant alors la pensée de Jacques Chevallier.

La Constitution Politique de 2009 sera prise pour point de départ. C'est en effet celle-ci qui fut à l'origine des innovations légales pour la reconnaissance d'une économie solidaire, ancrée dans un principe de reconnaissance d'une économie plurielle et c'est en réponse à celle-ci que différentes réglementations furent mises en place. Par ailleurs, les termes d'économie sociale, solidaire ou communautaire souffrent d'une polysémie et d'un flou conceptuel important. L'intérêt de cette analyse résidera notamment dans l'identification de la forme d'économie reconnue, valorisée et soutenue dans chacune des réglementations étudiées.

Depuis 2006, la production législative sur le sujet de l'économie solidaire fut abondante. Cette étude s'emploiera donc à étudier certaines réalisations concrètes, ayant eu un impact

décisif sur le champ²⁹. En outre, cette analyse s'emploie à étudier diverses réglementations au niveau étatique et gouvernemental.

1. Textes de loi

Cette première section s'emploiera à analyser plusieurs productions légales promulguées sous les gouvernements de Morales et du MAS. Bien évidemment, cette analyse ne se veut pas exhaustive. En raison du cadre limité de ce travail, trois textes de loi ont été retenus. Il s'agit de la Constitution Politique de l'État de 2009, comme mentionné, de la Loi de Révolution productive communautaire agricole de 2011 fondant les OECOMS et de la Loi des Organisations économiques Paysannes, Indigènes pour l'Intégration d'une Agriculture Familiale Soutenable et pour la Souveraineté Alimentaire e 2013.

1.1. Constitution Politique

1.1.1. Symbolisme de la nouvelle Constitution

Le 7 février 2009, après de longs mois de discussions au sein de l'Assemblée Constituante, Evo Morales Ayma promulgue la Constitution Plurinationale de la Bolivie. L'Assemblée avait concentré ses efforts autour de quatre axes principaux : système politique et représentation démocratique, terre et territoire, autonomies et régime économique. Le dernier axe fut le théâtre de débats autour du modèle de développement de l'État, du rôle de celui-ci dans l'économie et dans la gestion des ressources naturelles. La Commission Économique de l'Assemblée Constituante, en charge de cet axe, reçut notamment les propositions des organisations de l'économie solidaire (Velasco Olivarez, 2011 : 16).

La Constitution restera sans doute la plus grande réalisation politique de Morales, tant son symbolisme est important. De nombreux grands principes sont énoncés dans la Constitution et leur applicabilité pose parfois question. Bien que l'ensemble des articles de la Constitution ne soit pas encore appliqué et respecté sur le territoire national, son intérêt n'en est pas moins diminué. Elle organise une réelle refonte du pays, ancrée dans

²⁹ Le choix des productions étudiées est basé sur une étude de la littérature ainsi que sur les différents entretiens réalisés.

la reconnaissance de sa pluralité, de son histoire, de ses peuples et de sa cosmovision. En termes juridiques, il s'agit d'une Constitution unique, sans doute l'une des plus progressistes au monde. Elle constitue un acte fondateur et politique fort, qui vise à organiser une nouvelle société. En ce sens, elle se distingue d'autres constitutions classiques.

La Constitution Politique fonde un nouvel État basé sur « *el respeto e igualdad entre todos, con principios de soberanía, dignidad, complementariedad, solidaridad, armonía y equidad en la distribución y redistribución del producto social, donde predomine la búsqueda del vivir bien; con respeto a la pluralidad económica, social, jurídica, política y cultural de los habitantes de esta tierra; en convivencia colectiva con acceso al agua, trabajo, educación, salud y vivienda para todos* » (Constitution Politique de l'État [CPE], préambule). Elle regroupe 411 articles, divisés en cinq sections.

Afin de renforcer l'efficacité de la Constitution Politique de l'État (CPE) et afin de soutenir sa mise en œuvre, le gouvernement de Morales a promulgué en 2010 cinq lois piliers que sont les suivantes : la loi de l'organe électoral plurinational, la loi de l'organe judiciaire, la loi de régime électoral, la loi du Tribunal constitutionnel plurinational et la loi-cadre des autonomies et de la décentralisation. Selon Morales, il faudra plus d'une centaine de lois et une dizaine d'années pour accompagner cette nouvelle Constitution (Lacroix et Le Gouill, 2015).

1.1.2. Reconnaissance de l'économie plurielle

La Constitution marque une avancée capitale dans la reconnaissance normative de l'économie solidaire. Le deuxième chapitre de la première partie énonce les valeurs et principes de l'État, parmi ceux-ci sont reconnus les principes de l'économie solidaire : réciprocité, complémentarité, distribution et redistribution pour le *Vivir Bien* (CPE, art. 8). La quatrième partie de la CPE organise la structure et l'organisation économique de la Bolivie. C'est dans cette partie qu'est reconnue la pluralité de l'économie nationale.

Artículo 306.

I. El modelo económico boliviano es plural y está orientado a mejorar la calidad de vida y el vivir bien de todas las bolivianas y los bolivianos.

II. La economía plural está constituida por las formas de organización económica comunitaria, estatal, privada y social cooperativa.

III. La economía plural articula las diferentes formas de organización económica sobre los principios de complementariedad, reciprocidad, solidaridad, redistribución, igualdad, seguridad jurídica, sustentabilidad, equilibrio, justicia y transparencia. La economía social y comunitaria complementará el interés individual con el vivir bien colectivo.

IV. Las formas de organización económica reconocidas en esta Constitución podrán constituir empresas mixtas.

V. El Estado tiene como máximo valor al ser humano y asegurará el desarrollo mediante la redistribución equitativa de los excedentes económicos en políticas sociales, de salud, educación, cultura, y en la reinversión en desarrollo económico productivo.

Le premier alinéa affirme la pluralité du modèle économique dans un but d'amélioration de la vie et de *Vivir Bien*. Le deuxième reconnaît l'existence des quatre formes d'organisation économique et le troisième énonce les principes clés de cette économie plurielle. L'économie sociale et l'économie communautaire y sont présentées comme pouvant compléter l'intérêt individuel par la recherche du « bien-vivre ».

D'après la CPE, l'économie privée regroupe les activités commerciales pour lesquelles la liberté d'entreprendre est garantie. L'économie étatique est une forme d'organisation économique qui comprend des entreprises et d'autres entités économiques publiques qui administreront les droits de propriété des ressources naturelles et l'exercice du contrôle stratégique des chaînes de production et des processus d'industrialisation de ces ressources. L'économie coopérative est caractérisée par des formes de travail de solidarité et de coopération à but non lucratif (Wanderley, 2013a :92).

L'article 311 instaure l'égalité juridique de toutes ces formes devant la loi. Par ailleurs, il engage l'État à promouvoir l'économie communautaire comme alternative économique solidaire en milieu rural et urbain. La Constitution reconnaît donc un lien entre économie solidaire et communautaire. Le rôle prépondérant de l'État dans l'économie est également reconnu.

1.1.3. Place de l'économie solidaire et communautaire dans la Constitution

L'article 334 de la CPE reconnaît les OECAS sur le plan légal, parmi d'autres entités économiques, et assure que l'État protégera et appuiera ces diverses entités. Par ailleurs, le quatrième point de cet article stipule que les OECAS et les micros et petites entreprises bénéficieront d'une préférence dans les achats publics de l'État.

Artículo 334

En el marco de las políticas sectoriales, el Estado protegerá y fomentará:

1. Las organizaciones económicas campesinas, y las asociaciones u organizaciones de pequeños productores urbanos, artesanos, como alternativas solidarias y recíprocas. La política económica facilitará el acceso a la capacitación técnica y a la tecnología, a los créditos, a la apertura de mercados y al mejoramiento de procesos productivos.
2. El sector gremial, el trabajo por cuenta propia, y el comercio minorista, en las áreas de producción, servicios y comercio, será fortalecido por medio del acceso al crédito y a la asistencia técnica.
3. La producción artesanal con identidad cultural.
4. Las micro y pequeñas empresas, así como las organizaciones económicas campesinas y las organizaciones o asociaciones de pequeños productores, quienes gozarán de preferencias en las compras del Estado.

Déjà dans la Constitution, l'économie communautaire jouit d'une reconnaissance et d'une mise en avant importantes. Ainsi, à la suite de l'article 306 fondant le caractère plurinational de l'économie bolivienne, l'article 307 définit l'organisation économique communautaire³⁰.

³⁰ Cette forme d'organisation économique sera réglementée dans la *Ley de la Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria* (n°144), fondant les OECOMS.

Artículo 307

El Estado reconocerá, respetará, protegerá y promoverá la organización económica comunitaria. Esta forma de organización económica comunitaria comprende los sistemas de producción y reproducción de la vida social, fundados en los principios y visión propios de las naciones y pueblos indígena originario y campesinos.

1.1.4. *Mosaïque des préoccupations*

La Constitution constitue un assemblage des différentes demandes émanant des mouvements sociaux, des syndicats, du parti du MAS et de la société civile bolivienne. Ainsi, elle est notamment le résultat du plaidoyer effectué par le réseau d'économie solidaire pendant, et également avant, l'Assemblée Constituante. Le texte reconnaît et légitime les différentes propositions qui ont émané du réseau.

En définitive, la CPE est le résultat le plus radical du gouvernement Morales, car elle induit la reconnaissance de la plurinationalité de la nation bolivienne. Cependant, cette nouvelle armature institutionnelle, juridique et légale s'est avérée difficilement opérationnalisable. Nombre des principes de la CPE n'ont pas survécu au principe de réalité et de complexité. Ainsi, les changements les plus importants ont souvent eu lieu au niveau normatif sans donner de changements institutionnels ultérieurs.

1.2. Ley de la Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria (144)

1.2.1. *Introduction*

La Loi de la Révolution productive communautaire agricole fut promulguée en 2011 et eut un impact significatif sur le champ de l'ES. Selon l'Article 2 de la Loi 144, celle-ci vise à réguler “*el proceso de la Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria para la soberanía alimentaria, estableciendo las bases institucionales, políticas y mecanismos técnicos, tecnológicos y financieros de la producción, transformación y comercialización de productos agropecuarios y forestales, de las y los diferentes actores de la economía plura!*”. Cette révolution productive communautaire prend place dans le cadre de l'économie plurielle, définie par la Constitution Politique de 2009 (Loi 144, art. 3).

La loi n°144 a trait à la promotion d'une agriculture paysanne, fondée sur les traditions et valeurs autochtones et ancrée dans des formes de production communautaire et associative, dans un but de souveraineté alimentaire et de génération d'excédents (art. 16). Cependant, la Loi n°144 ouvre également la voie aux organismes génétiquement modifiés³¹, monnayant quelques conditions (art. 13, 15 et 19). Comme le fait remarquer Èva Mascolo-Fortin (2013 : 90), ces dispositions entrent en contradiction avec l'interdiction des transgéniques énoncée dans la CPE de 2009. En théorie, la Loi de la Révolution Productive Communautaire Agricole promeut le respect de la *Pachamama* ; dans les faits, il apparaît qu'elle a participé à la mise en œuvre du modèle d'agrobusiness bolivien, ne répondant pas du tout à une vision économique intégrée.

1.2.2. *La notion de communauté mise à l'honneur*

La Loi n°144 propose plusieurs définitions dans les premiers articles de son texte. Ainsi, le terme « communauté » est défini au troisième point de l'article 7 comme étant « *conjunto de familias indígenas originaria campesinas, comunidades interculturales y afrobolivianas que comparten territorio, cultura, historia, lengua y están organizadas legítimamente de acuerdo a sus normas y procedimientos propios* ».

Partant, le terme d'économie communautaire est quant à lui défini comme étant un « *modelo de desarrollo que comprende sistemas de planificación, organización, producción, generación de excedentes y su distribución para el bienestar común; basado en las cosmovisiones de los pueblos indígena originario campesinos, comunidades interculturales y afrobolivianos, quienes administran su territorio, recursos y tienen sus propias formas de organización en armonía y equilibrio con la Madre Tierra* » (art. 7, 4). L'économie communautaire est ici fortement caractérisée par sa dimension culturelle et territoriale. L'organisation économique n'est pas détaillée.

1.2.3. *Apparition d'un nouvel acteur : les OECOMS*

L'avancée majeure de la Loi sur la Révolution productive communautaire agricole est la mention d'un nouvel acteur : les Organisations Économiques Communautaires, dont

³¹ Ainsi, le quatrième point de l'article 13 énonce que « *El Estado facilitará el acceso a recursos genéticos con fines productivos y de investigación para consolidar la seguridad y soberanía alimentaria del país, siempre y cuando su uso se enmarque en las políticas de protección y defensa de los recursos genéticos del país.* »

il a déjà été question dans ce présent mémoire. En vertu de l'article 8, sont reconnues en tant que OECOMS les communautés paysannes indigènes, les communautés interculturelles et afro-boliviennes. L'article 36 fonde la reconnaissance des communautés comme organisations économiques communautaires :

Artículo 36

La estructura organizativa de base para la Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria se asienta en las comunidades indígena originario campesinas, comunidades interculturales y afrobolivianas, que a partir de la presente Ley son reconocidas en Organizaciones Económicas Comunitarias – OECOMS las mismas que se regirán por sus usos y procedimientos propios de toma de decisiones, consensos, resolución de conflictos, gestión integral del territorio, uso y acceso a los recursos naturales en base a su estructura orgánica propia

L'article 36 reconnaît donc une fonction économique aux unions agraires, ce qui est tout à fait nouveau. En effet, les OECOMS trouvent une partie de leurs origines dans la réforme agraire de 1953 qui vit la formation de syndicats agraires comme instances socio-politiques locales ; celles-ci n'ont donc traditionnellement pas de rôle socio-économique (Hillenkamp, communication personnelle, 06/04/2018). L'adoption de cette loi provoqua une foule d'interrogations dans le réseau d'économie solidaire. En effet, ce terme d'OECOMS était inconnu au secteur et ne renvoyait à aucun acteur réel du champ. C'est pourquoi la nature du secteur communautaire, ainsi que celle des OECOMS, reste floue pour la majorité des acteurs concernés et ce, même après plusieurs années.

Par ailleurs, et c'est là un important point de tension, la promotion des OECOMS par l'État comme acteur principal de l'économie communautaire occulte tout à fait la réalité des Organisations économiques paysannes (OECAS), qui se retrouvent écartées et invisibilisées. Ces deux catégories sont ainsi mises en concurrence au moyen d'un brouillage sémantique et politique. La volonté du gouvernement d'affirmer l'existence des OECOMS va donc le conduire à forger une catégorie sans existence réelle sur le terrain. Le déficit de clarté entourant cette nouvelle catégorie permet de favoriser le rôle que joue l'État dans l'appui aux producteurs et permet également de soumettre le secteur sociocommunautaire face à l'État (Wanderley, 2009).

L'enjeu est ici double pour les organisations économiques paysannes : il concerne à la fois la reconnaissance de leur légitimité par l'Etat – et donc leur capacité à influencer le processus décisionnel – et la captation des ressources économiques mises à disposition. En effet, la Loi n°144 stipule que les communautés pourront avoir accès à des ressources, à condition de remplir plusieurs exigences. Ainsi, les OECOMS ont été reconnus comme représentants légitimes de l'économie sociale et communautaire alors qu'elles souffraient d'une faiblesse organisationnelle importante. Elles sont ainsi favorisées au détriment des OECAS, pourtant bien plus formalisées et antérieures.

1.2.4. Conséquences sur le champ

La Loi de Révolution Production Communautaire Agricole a énormément fragilisé et fragmenté le réseau d'économie solidaire. En effet, cette loi a eu pour effet de confronter les acteurs économiques populaires. Wanderley et al. (2015 :64) soulignent que c'est toute la légitimité acquise durant de nombreuses années par les associations et les coopératives de producteurs qui est ici mise en cause, selon leur articulation ou non à la notion de communauté. Bien qu'un déficit de clarté entoure cette notion très symbolique de communauté, elle se réfère majoritairement aux organisations syndicales territoriales de l'Ouest et aux peuples autochtones de l'Est.

Ainsi, la CIOEC, organisation matrice des OECAS, est ressortie affaiblie de cette période et fut placée dans une situation de quasi-concurrence avec la CSUTCB, qui s'est vue attribuer la nouvelle catégorie des OECOMS. La CIOEC collaborait pourtant sur plusieurs thèmes avec la CSUTCB. L'invention d'une nouvelle catégorie politique a complètement dé-caractérisé les demandes plus concrètes posées par la CIOEC en matière, par exemple, de fiscalité appropriée ou de reconnaissance juridique. L'adoption de la Loi n°144 marque donc l'échec de la politisation des OECAS qui n'ont pas réussi à démontrer leur caractère public. Celles-ci ont été ramenées à des initiatives privées, intéressées par leur part des ressources de l'État. Cette situation va causer des blocages importants au sein du réseau (Hillenkamp, communication personnelle, 06/04/2018).

Alors que la CSUTCB et les Bartolina Sisa ont été reconnues comme les représentants uniques de l'économie sociale et communautaire, la CIOEC et le MESyCJ, grands oubliés des réformes, continuent à lutter pour la reconnaissance et l'inclusion de leur secteur. Cette lutte aboutira, finalement, en 2013, à la Loi n°338.

1.3. Ley de Organizaciones Económicas Campesinas, Indígena Originarias para la Integración de la Agricultura Familiar Sustentable y la Soberanía Alimentaria

1.3.1. *Élaboration de la Loi n°338*

La Loi des Organisations Économiques Paysannes, Indigènes pour l'Intégration d'une Agriculture Familiale Soutenable et pour la Souveraineté Alimentaire fut adoptée en 2013, mais a un historique bien plus long. En effet, dès la Constituante, c'est-à-dire en 2006, les organisations matrices de l'économie solidaire, dont la CIOEC, ont entamé des négociations avec le MAS au sujet de la reconnaissance des Organisations économiques Paysannes. Cependant, les négociations ont eu du mal à aboutir, car, selon le MAS, il s'agissait d'une demande privée, concernant un seul secteur et s'apparentait donc à du corporatisme³². Alors que la nouvelle CPE fut promulguée et que son ambiguïté entre économie solidaire et communautaire faisait déjà débat, le gouvernement exigea de la CIOEC et de la Plateforme ainsi que de leurs partenaires qu'elles ouvrent la proposition à l'économie communautaire. Ces négociations resteront sans issue pendant longtemps, alimentant ainsi les accusations de corporatisme du réseau d'économie solidaire et affaiblissant sa capacité d'influence.

Le 26 janvier 2013, la Loi n°338 est finalement adoptée et incarne le résultat des mobilisations remontant aux années 2000 demandant un cadre législatif, des statuts formels, des cadres fiscaux et une protection sociale adaptés à la réalité des OECAS (Hillenkamp, communication personnelle, 06/04/2018).

La Loi n°338 vise à réguler *“la agricultura familiar sustentable y las actividades familiares diversificadas, realizadas por las Organizaciones Económicas Campesinas, Indígena Originarias – OECAS, las Organizaciones Económicas Comunitarias – OECOM, y las familias productoras indígena originario campesinas, interculturales y afrobolivianas organizadas en la agricultura familiar sustentable”* (art. 2).

La définition de l'économie solidaire apparaît au cinquième point de l'article 7 : *« Se fomenta la economía solidaria donde priman las personas y el trabajo, buscando un equilibrio entre lo social y lo económico; bajo decisión colectiva de distribuir los recursos, los bienes y servicios; de comercializar, consumir y de desarrollarse en el*

³² Encore une fois, la difficulté de l'économie solidaire à se présenter comme un secteur public et non unisectoriel transparait.

marco de relaciones sociales solidarias, de equidad y reciprocidad, para satisfacer las necesidades humanas y contribuir al logro del Vivir Bien del pueblo boliviano”.

1.3.2. OECAS et OECOMS

La Loi pour l’intégration d’une agriculture familiale soutenable et pour la souveraineté alimentaire propose une définition pour les OECAS, ainsi que pour les OECOMS³³.

ARTICLE 13 : OECAS	ARTICLE 15 : OECOMS
<p>Las Organizaciones Económicas Campesinas, Indígena y Originarias – OECAS, son una forma de organización económica basada en un modelo de desarrollo de producción solidaria y recíproca para la soberanía alimentaria con autogestión campesina, indígena y originaria; con base de organización en las familias; desarrollan diversas actividades económicas con diferente grado de participación en las etapas de recolección/manejo, producción, acopio, transformación, comercialización y consumo o cualquiera de ellas; en las actividades de recolección, agrícola, pecuaria, forestal, artesanía con identidad cultural y turismo solidario comunitario, con diferente grado de vinculación a mercados.</p>	<p>Las Organizaciones Económicas Comunitarias – OECOM constituyen comunidades de pueblos indígena originario, campesinos, comunidades interculturales y afrobolivianas, basadas en la economía comunitaria para la soberanía alimentaria y el Vivir Bien, con base de organización en las familias que se complementan y articulan en su estructura orgánica territorial de comunidad para desarrollar actividades económicas en la producción, acopio, transformación, industrialización, distribución e intercambio, comercialización o cualquiera de ellas, referidas a la actividad agrícola, pecuaria, recolección, pesca, aprovechamiento forestal maderable y no maderable, y de la biodiversidad, artesanía, turismo comunitario y otros.</p>

³³ Conformément à la Loi n°144.

Comme évoqué, une différence majeure entre OECAS et OECOMS réside dans le type d'adhésion à celles-ci. Dans le cas des OECAS, l'adhésion est *volontaire et par affinité*. Pour les OECOMS, celle-ci est *obligatoire* et correspond à *l'appartenance à un territoire*.

En outre, il convient d'ajouter que les OECAS sont des entités ayant à leur actif un long cheminement de formalisation et de construction qui leur a permis d'acquérir une reconnaissance populaire. Partant, ces organisations sont fonctionnelles et profondément ancrées dans le tissu économique et social bolivien.

Selon Fernando Molina, journaliste bolivien, le gouvernement du MAS gagnerait, en temps et en efficacité, à coopérer avec les OECAS plutôt qu'à tenter de formaliser une nouvelle catégorie d'acteurs de l'économie solidaire, à savoir les OECOMS. En effet, pour ce dernier, les Organisations économiques Paysannes défendent et portent une vision économique et environnementaliste conforme aux principes soutenus par la Constitution de 2009. Cependant, il semblerait que le MAS n'ait traditionnellement que peu de contact avec les OECAS, ce qui empêcherait donc un tel rapprochement. De ce fait, la promotion des OECOMS par le gouvernement est vue comme une tactique de mainmise et de contrôle sur le secteur de l'ES bolivien (Delgado Quirroga et Coopman, 2013).

1.3.3. *Un texte de loi ambivalent*

En définitive, la Loi n°338 apporte autant de réponses qu'elle ne pose de questions. Grâce au plaidoyer de la CIOEC et de ses partenaires, les OECAS ont bénéficié d'une reconnaissance légale au travers de cette loi et de la Constitution. Bien que tardif, ce soutien gouvernemental constitue une réelle victoire pour le champ de l'économie solidaire et les OECAS en particulier.

Toutefois, de nombreuses demandes restent toujours en suspens. Ainsi, les réclamations ayant trait à l'élaboration d'un régime fiscal et d'une sécurité sociale adaptés aux réalités des OECAS restent ignorées et ne sont pas reprises dans la Loi n°338. Pourtant, il s'agit là des demandes principales et urgentes de la CIOEC.

En outre, la définition des OECOMS reste problématique. En effet, bien que la loi relative à la reconnaissance des OECOMS ait été promulguée en 2011, celles-ci ne bénéficient toujours pas d'un cadre clair. Ainsi, ceci retarde l'application de l'ensemble des lois relatives aux organisations économiques (Hillenkamp, 2015).

2. Organes étatiques

Cette deuxième section s'emploiera à étudier les réalisations institutionnelles du gouvernement du MAS en faveur de la reconnaissance d'une économie plurielle. En effet, au cours des différents mandats d'Evo Morales, le paysage institutionnel de la Bolivie a également beaucoup changé. Ainsi, de nouvelles entités ont été créées et, avec elles, de nouvelles politiques. En premier lieu, la création et le rôle du Ministère du Développement Productif et de l'Économie Plurielle seront abordés. En deuxième lieu, le Plan National de Développement (2006-2011), initié par le Ministère du Développement Productif, sera passé en revue. Enfin, la Stratégie Plurinationale d'Économie Solidaire et de Commerce équitable, texte phare et hautement symbolique, sera présentée.

2.1. Ministerio de desarrollo productivo y economía plural

2.1.1. *Création et espoir déçus*

Les rôles du Ministère du Développement Productif et de l'Économie Plurielle³⁴ (MDPyEP) correspondent principalement à la promotion et au soutien de la matrice productive, au renforcement de l'économie plurielle et à la démocratisation de l'accès aux marchés. Il est responsable de la mise en œuvre de l'économie solidaire et du commerce équitable et de la promotion des organisations productives basées sur le modèle de l'économie plurielle. Ainsi, le MDPyEP est en charge des questions relatives à la reconnaissance et à la productivité des OECAS, des artisans et des micros et petites entreprises. Le MDPyEP est également l'organe à l'origine de la Stratégie Plurinationale d'Économie Solidaire et de Commerce équitable, étudiée dans cette analyse. Il est composé de trois Vice-Ministères : Vice-Ministère du Commerce Interne et des Exportations, Vice-Ministère de la Production Industrielle à Moyenne et Grande Échelle et le Vice-Ministère de la Micro et Petite Entreprise³⁵.

Dans les premières années du gouvernement du MAS, le MDPyEP apparaissait comme une porte d'entrée pour les mouvements d'économie solidaire. Ce fut notamment le cas pour le Vice-Ministère du Commerce Intérieur et des Exportations. Ce dernier était vu

³⁴ Conformément à la *Ley de Organización del Poder Ejecutivo* n°3351 du 21 février 2006.

³⁵ *Viceministerio De Comercio Interno Y Exportaciones, Viceministerio de Producción Industria a Mediana y Gran Escala, Viceministerio de la Micro y Pequeña Empresa.*

comme une porte d'entrée pour le réseau, car il permettait une mise en avant du commerce équitable. Dès l'Assemblée Constituante, il y eut une tentative de correspondance entre le réseau et la structure du ministère, notamment dans un but de remonter vers les formes d'organisations productives. Cependant, et au fur et à mesure des années, le commerce équitable est de plus en plus apparu comme un sujet mineur du Vice-Ministère, par rapport à d'autres préoccupations comme la stabilité des prix, la sécurité alimentaire ou encore les exportations traditionnelles. Le commerce équitable y était appréhendé comme légitime, mais non-prioritaire. Ainsi, ce secteur garda une position marginale dans le ministère. Un manque de connaissance et de sensibilisation des fonctionnaires sur les logiques propres au commerce équitable et à l'économie solidaire fut également soulevé (Velasco Olivarez, 2011 ; Hillenkamp, communication personnelle, 06/04/2018).

2.1.2. *Freins internes et externes à une opérationnalisation de qualité*

L'un des problèmes principaux au sein du MDPyEP concerne sa mauvaise identification de ses secteurs clés. Ainsi, la différenciation entre organisations d'économie solidaire, artisans ou micro-entrepreneurs n'est pas toujours faite. Cette réalité induit une assimilation des logiques solidaires, sociales et artisanales aux logiques économiques des MPE. Dans la thèse d'Éva Mascolo Fortin (2013 :85), Roxana Cayo, alors coordinatrice du Red-OPAIC, le Réseau d'organisations économiques de producteurs artisans à vocation culturelle, s'exprime sur le MDPyEP en ces mots : « *Siempre al sector artesanal nos confunden con las MyPEs, que son las micro y pequeñas empresas. Y siempre nosotros les decimos que no somos MyPEs sino somos artesanos, que tenemos una base social* ». Ainsi, la façon de décoder la notion d'économie plurielle au sein du MDPyEP semble superficielle.

En outre, le MDPyEP, à l'instar des autres ministères, connaît un *turnover* très important. Dès l'élection de Morales et dans un souci de rupture avec les gouvernements passés, le MAS a remplacé presque tous les fonctionnaires actifs par ses membres. Ainsi, l'administration MASSiste est clairement orientée vers une gestion politique plutôt que technique. Comme l'explique Isabelle Hillenkamp (communication personnelle, 06/04/2018), les fonctionnaires sont appelés à des postes en fonction d'alliances plutôt qu'en fonction de leurs capacités. Cette gestion a pour conséquence une grande instabilité dans les entités gouvernementales. En effet, des changements fréquents sont observés, tant aux postes secondaires qu'aux postes de direction. La conséquence directe de ceci

est la remise à zéro cyclique du travail de valorisation et de sensibilisation effectué par le réseau d'économie solidaire et, partant, le découragement des associations. Cette réalité mine le processus engagé par le réseau et ne permet pas de donner lieu à des politiques publiques adaptées aux spécificités des organisations.

Bien que le rôle du Ministère du Développement Productif et de l'Économie Plurielle soit d'assurer et de renforcer la pluralité de l'économie et de promouvoir la production alimentaire, l'artisanat, l'industrie ou le tourisme, certaines préférences ont pu être constatées dans la politique menée. Après près de douze années d'existence, il apparaît évident que le MDPyEP n'a pas promu de politiques intégrales de développement productif au-delà de l'agro-industrie (Wanderley, 2016 : 67-68).

D'autres difficultés expliquent également la faible performance du MDPyEP en matière de réglementation adaptée et effective pour l'ES. Par exemple, il est très vite apparu que les fonctions attribuées au Ministère dépassaient totalement sa capacité institutionnelle. Cette inadéquation a provoqué un écart croissant entre objectifs visés et annoncés et résultats atteints. Comme Wanderley (2016 : 68) le souligne, ceci a entravé la formation de politiques intégrées, encore plus en l'absence d'autres entités publiques et privées de soutien. L'excès de formalité et les rigidités procédurales peuvent également être mis en cause.

2.1.3. *Une influence limitée*

En définitive, les analyses se rejoignent pour affirmer la marginalité de l'objectif de diversification productive et de l'objectif de renforcement de l'économie solidaire dans les politiques publiques appliquées au sein du MDPyEP. Ainsi, à la déception de beaucoup, ce Ministère n'a pas joué de rôle prépondérant dans la reconnaissance et la codification d'une autre économie. Son influence sur les décisions majeures fut assez limitée. Par ailleurs, les décisions prises dans le sens d'un soutien aux petites structures étaient principalement orientées vers les MPE et non vers les organisations d'économie solidaire. Ainsi, la réponse apportée par le MDPyEP répond finalement plus au paradigme de l'entreprise qu'à celui du *Vivir Bien*, centré sur les valeurs autochtones et le respect de la Terre-Mère.

2.2. Plan Nacional de Desarrollo “Bolivia Digna, Soberana, Productiva y Democrática para Vivir Bien”

2.2.1. *Au cœur du Plan National de Développement*

Le Ministère de Planification du Développement³⁶, anciennement Ministère du Développement Durable et de l'Environnement, est l'instance gouvernementale ayant le pouvoir de planifier et de coordonner le développement intégral du pays, notamment via l'élaboration de stratégies nationales de développement économique, social et culturel. Ainsi, pour atteindre ce développement, le Ministère est habilité à produire des Plans Nationaux de Développement. C'est donc dans ce cadre que fut créé le Plan National de Développement « Bolivie Digne, Souveraine, Productive et Démocratique pour le *Vivir Bien* », visant à faire de l'État bolivien un État plurinational, social et communautaire pour la période de 2006 à 2011. Partant, le PND fixe les objectifs suivants : la création d'une nouvelle matrice productive nationale, le dé-néo-libéralisation, la décolonisation de l'État et la construction d'une nouvelle identité bolivienne, basée sur des institutions plurinationales ayant une approche communautaire (Ministerio de Planificación del Desarrollo [MPD], 2006).

De ce fait, le PND propose une stratégie globale ancrée dans la décolonisation et la sortie du modèle néolibéral. Ainsi, la conception d'un développement basé sur la croissance économique est rejetée au profit d'un développement basé sur le *Vivir Bien* qui est défini comme « *el acceso y disfrute de los bienes materiales y la realización subjetiva en armonía con la naturaleza y en comunidad con los seres humanos* » (MPD, 2006 : 10).

Dans la section « *La concepción de Desarrollo* », le néolibéralisme est présenté comme intrinsèquement lié au colonialisme et tous deux sont pointés comme responsables du mal-développement de la Bolivie, de la pauvreté et de l'exclusion sociale (MPD, 2006 : 9). De surcroît, le PND souligne l'importance de ce processus dans le cas des peuples autochtones. Le PND appelle à sortir d'une simple vision de réduction de la pauvreté, car celle-ci est un héritage du néolibéralisme. Ainsi, le passage du modèle néolibéral à un nouveau modèle d'État est au centre du PND³⁷.

³⁶ Conformément à la *Ley N° 3351* du 21 février 2006, sur l'Organisation du Pouvoir exécutif.

³⁷ Voir Annexe 2 : Comparaison du modèle néolibéral au nouveau modèle défini par le Ministère de l'Économie et des Finances Publiques.

La stratégie générale du plan de développement doit être comprise ainsi : l'État bolivien, promoteur et protagoniste de son développement productif, va suivre quatre stratégies afin de devenir un État social et communautaire qui, via des politiques institutionnelles, sera passé du colonialisme au plurinationalisme et qui, via une politique macroéconomique, se sera éloigné du néolibéralisme, dans une perspective de *Vivir Bien*.

Ces quatre stratégies se situent à différents niveaux. Le niveau sociocommunautaire correspond à une Bolivie Digne. Cette stratégie comprend donc la proposition d'un développement social via une reconstruction de la protection sociale, notamment l'accès aux services sociaux. Au niveau sociopolitique, c'est une Bolivie Démocratique et participative qui est prônée, basée sur la construction d'un pouvoir social territorialisé. Ensuite, l'objectif d'une Bolivie Souveraine est porté dans une stratégie orientée vers les relations internationales. Cette stratégie se réfère au changement d'orientation global qu'opère le pays et se situe au niveau des relations commerciales et économiques extérieures. Enfin, au niveau économique correspond l'objectif d'une Bolivie Productive. Celle-ci est basée sur la formation de la nouvelle matrice productive, qui est l'un des éléments clés du Plan National de Développement (MPD, 2006 : 19-21)³⁸.

La nouvelle matrice productive intègre un plan de développement économique promouvant la participation des organisations sociales, communautaires et productives du pays dans une logique de dépassement de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Celle-ci se base sur la reconnaissance d'un ensemble de secteurs stratégiques, générateurs de revenus et d'un ensemble de secteurs récipiendaires, qui génèrent de l'emploi et des revenus. Les secteurs générateurs de revenus correspondent aux secteurs minier, de l'électricité, des ressources environnementales et des hydrocarbures. Parallèlement, les secteurs récipiendaires sont l'industrie manufacturière et artisanale, le tourisme, le développement agricole, le logement, le commerce et le transport. Cette articulation est renforcée par l'investissement dans les infrastructures du transport, des télécommunications et de l'électricité ainsi que dans les deux services suivants : sciences

³⁸ Voir Annexe 3 : Schématisation de la stratégie générale du Plan de Développement 2006-2011.

technologiques et innovation et un système national de financement du développement (SINAFID) (MPD, 2006 : 89)³⁹.

De ce fait, ce modèle induit une dépendance à l'exploitation capitalise des secteurs productifs, mais cette dépendance est supposée être temporaire. Celle-ci ferait partie du modèle de développement général du gouvernement, que le Vice-Président, Álvaro García Linera, appelle « capitalisme ando-amazonien ». Celui-ci défend ce modèle ainsi: *“It is a question of building a strong state, which can coordinate in a balanced way the three “economic-productive” platforms that coexist in Bolivia: the community-based, the family-based and the “modern industrial”. It is a question of transferring a part of the surplus of the nationalised hydrocarbons [oil and gas] in order to encourage the setting up of forms of self-organization, of self-management and of commercial development that is really Andean and Amazonian. Up to now, these traditional sectors have not been able to develop because of a “modern-industrial” sector that has cornered the surpluses. Our idea is that these traditional sectors should have an economic support, should have access to raw materials and markets, which could then generate prosperity within these artisan and family-based processes. Bolivia will still be capitalist in 50 or 100 years”*. (Stefanoni, 2005 dans Postero, 2017: 98).

Dans cette logique, l'État apparaît également comme un acteur de premier plan. Il est ainsi défini comme le promoteur et le protagoniste du développement ainsi que de la nouvelle matrice productive. Le rôle de l'État est ainsi renforcé, notamment dans la nationalisation d'entreprises et dans la gestion de ces secteurs dits stratégiques. Par ailleurs, il est également en charge de la coexistence entre l'économie communautaire et privée (MPD, 2006 :21).

2.2.2. *Reconnaissance de l'économie sociale et communautaire dans la matrice productive*

Dès l'introduction du PND, le Ministère du Développement Productif reconnaît l'importance des différentes formes d'échange, prenant notamment place hors des marchés, et de leur participation à l'économie nationale, bien qu'elles ne soient pas comptabilisées dans le PIB (MPD, 2006 :9). Toutefois, il apparaît primordial de

³⁹ Voir Annexe 4 : Schématisation du nouveau modèle économique, social, communautaire et productif de la Bolivie.

questionner la place donnée à l'économie sociale et communautaire dans le PND, qui est l'un des premiers documents réalisés par le gouvernement du MAS suite à la première élection triomphale de son leader, Evo Morales. Comme explicité dans le processus de construction du mouvement d'économie solidaire bolivien, les organisations matrices du réseau d'ES et de CE ont participé à l'élaboration des premières productions gouvernementales, dont le PND.

La politique productive de la nouvelle matrice reconnaît l'hétérogénéité productive, sociale, territoriale et communautaire du pays et reconnaît, *de facto*, l'hétérogénéité des associations économiques. La pluralité économique y est ainsi vue comme un vecteur de développement. Elle défend un objectif d'inclusion et d'incitation "*a la formación de agrupaciones y asociaciones empresariales como consorcios y diversas formas de conglomerados que combinen diferentes tamaños y formas de organización de la producción, favoreciendo la integración horizontal y vertical*" (MPD, 2006: 94; Wanderley et al., 2015: 47). Par ailleurs, l'économie communautaire y est aussi appréciée dans sa dimension culturelle, car elle s'accorde avec les principes du *Vivir Bien*, au cœur du PND (Mascolo-Fortin, 2013 : 27).

2.2.3. Acteurs et visions de l'économie communautaire

Comme l'a fait remarquer Wanderley (2009), le terme « communautaire » est abondamment mobilisé dans le PND⁴⁰ sans être pour autant clairement explicité. Deux visions concurrentes de l'économie sociocommunautaire peuvent ainsi être dégagées du document. La première voit l'économie communautaire comme une expression culturelle des cosmovisions andines et du *Vivir Bien*, dont les motivations sont opposées en tous points à la logique économique capitaliste. Ainsi, cette première définition de l'économie sociocommunautaire se construit en opposition au capitalisme. Elle est principalement retrouvée dans la section « *Boliva Digna* » et est appréhendée dans sa dimension culturelle.

La deuxième définition peut être retrouvée dans le chapitre « *Bolivia Productiva* », qui présente la matrice productive et l'articulation du secteur générateur d'excédents et du secteur créateur d'emplois et de revenus. Elle y est assimilée au secteur privé récipiendaire dont les acteurs sont "*micro, pequeña, mediana y gran empresa*,

⁴⁰ Il est cité 124 fois en 240 pages.

cooperativas y artesanías en el ámbito urbano; grandes, medianas y pequeñas empresas, Organizaciones Económicas Campesinas (OECAS), comunidades campesinas, pueblos indígenas, cooperativas y artesanos en el área rural” (MPD, 2006: 93). Or, cette interprétation extensive des acteurs de l'économie sociocommunautaire va à l'encontre de l'article 307⁴¹ de la Constitution Politique de l'État de 2009, qui identifie ces derniers aux peuples autochtones indigènes. Cette fois, l'économie sociocommunautaire n'est plus appréhendée au niveau de ses motivations, mais bien au niveau de ses caractéristiques organisationnelles et institutionnelles (bas niveau de développement technologique et productif, accès difficile au marché, faible organisation institutionnelle et dépendance à d'autres secteurs productifs et commerciaux). Cette interprétation évacue la dichotomie existant entre logique sociocommunautaire et logique capitaliste de la première définition (Wanderley et al. 2015 : 47-50).

2.2.4. *Un Plan National de Développement inabouti : contradictions et confusions*

En définitive, et suivant Wanderley et al. (2015), le Plan National de Développement reflète des visions contradictoires des caractéristiques et du rôle des différentes formes d'économie identifiées par la Constitution. Si celui-ci reconnaît, défend et encourage les différentes formes d'organisation économique prônées par la Constitution, le modèle choisi ne semble pas œuvrer en faveur de chaque forme équitablement.

La matrice productive proposée et défendue par le PND, consistant à soutenir les secteurs générant des emplois via l'exploitation des secteurs stratégiques, est loin d'être exempte de toute critique. En effet, cette stratégie semble aller en contradiction avec l'objectif exprimé du PND de dépasser un modèle de développement qui soit basé sur l'exploitation des matières premières. Selon Wanderley (2009), afin de réellement remplir les objectifs du PND, les secteurs à considérer comme « stratégiques » seraient justement les secteurs générant de l'emploi. Bien que le PND soit placé dans le large cadre du *Vivir Bien*, celui-ci ne semble pas réellement répondre aux principes proposés par ce nouveau paradigme. Si l'introduction du PND fait la part belle aux traditions andines, le modèle proposé, et

⁴¹ Artículo 307: “El Estado reconocerá, respetará, protegerá y promoverá la organización económica comunitaria. Esta forma de organización económica comunitaria comprende los sistemas de producción y reproducción de la vida social, fundados en los principios y visión propios de las naciones y pueblos indígena originario y campesinos” (CPE, 2009).

notamment défendu par Álvaro García Linera, ne se base pas sur les principes fondamentaux du discours du *Vivir Bien*.

L'économie sociocommunautaire est reconnue dans son rôle culturel, mais ne bénéficie pas d'un cadrage précis permettant son opérationnalisation. Par ailleurs, le flou autour des termes employés ne permet pas de distinguer de façon claire les acteurs et initiatives relatives à l'économie communautaire et à l'économie sociale coopérative et ne correspond pas aux définitions de la Constitution. Le PND est un document hautement symbolique, mais qui ne parvient pas à dépasser une théorie mal définie. Ce document peine donc à participer à la clarification du débat sur la différenciation conceptuelle et institutionnelle des formes de l'économie plurielle.

2.3. Estrategia Plurinacional de Economía Solidaria y Comercio Justo

2.3.1. *Vision*

La Stratégie plurinationale d'Économie Solidaire et de Commerce équitable de 2010 prend place dans un contexte particulier, celui où la militante et ancienne dirigeante de l'*Asociación Boliviana Artesanal Señor de Mayo* et issue du RENACC, Antonia Rodriguez, devient Ministre du Développement Productif et de l'Économie Plurielle. Cette stratégie fut élaborée en collaboration avec les réseaux représentant l'économie solidaire et le commerce équitable, en particulier avec le MESyCJ qui porta réellement cette stratégie. Celle-ci entendait incorporer l'économie solidaire et le commerce équitable dans l'agenda public bolivien. Elle est élaborée en accord avec les principes énoncés et la vision donnée dans le PND de 2006 et dans la CPE de 2009 (Wanderley, 2013b ; Hillenkamp, communication personnelle, 06/04/2018).

La Stratégie est divisée en deux parties, la première s'emploie à planter le décor de l'ES et du CE en Bolivie tandis que la deuxième identifie les plans, projets et programmes à mettre en œuvre en matière de promotion et de conscientisation au commerce équitable et à la consommation éthique, de financement éthique, d'adoption de technologies appropriées et de réglementation et d'institutionnalisation. Selon la Stratégie, il est nécessaire pour le gouvernement de travailler avec les organisations sociales productives et artisanes, les micros et petites entreprises et les OECAS. Ainsi, elle exprime la volonté du gouvernement de prendre part à ce mouvement et d'y apporter des réponses pertinentes face aux nécessités des organisations.

2.3.2. Reconnaissance d'une économie communautaire

Dans un premier temps, le texte présente différentes institutions communautaires autochtones comme l'*ayllu*, la *Mink'a*, le *tounka*, le *Mita* ou le *waykanacuy*. Ces pratiques autochtones sont directement mises en lien avec l'ES et le CE. La Stratégie Plurinationale défend que "*la economía solidaria tiene raíces profundas en los pueblos originarios de Bolivia quienes han desarrollado los principios de la vida comunitaria y de la Economía Solidaria como la solidaridad, la reciprocidad y la equidad en busca de 'El Vivir Bien'*" (Stratégie, 2010 :13). Elle la définit comme "*el proceso socioeconómico en el cual las personas son el centro y objetivo principal de los esfuerzos que los seres humanos realizan para mejorar su calidad y sus condiciones de vida, fortaleciendo sus capacidades*" (Stratégie, 2010 : 12). Trois groupes d'acteurs faisant partie de l'ES et du CE sont identifiés : les organisations d'appui, les organisations matrices ou réseaux et les organisations productives.

Comme le souligne Wanderley (2013b), il y a une volonté de faire converger l'économie solidaire et le commerce équitable avec l'économie communautaire en ancrant ces deux principes dans les pratiques ancestrales des peuples autochtones (principes énoncés et recherche du *Vivir Bien*). Ainsi, l'inclusion des coopératives et des associations dans le giron de l'économie communautaire dénote du débat politique ayant déjà lieu en 2010 sur l'identification des acteurs légitimes du réseau d'ES et de CE, face au gouvernement.

2.3.3. Portée de la Stratégie Plurinationale d'ES et de CE

La Stratégie n'a pas été appliquée suite à la démission de la Ministre Antonia Rodriguez en 2011, un mois seulement après l'approbation du texte (Hillenkamp, Baudoin Farah et Urquieta Crespo, 2014 : 272). Dès lors, ce qui apparaissait comme un texte fondamental dans l'opérationnalisation et la reconnaissance du secteur de l'ES et du CE n'est en fait qu'une coquille vide. La Stratégie possède néanmoins une portée symbolique significative.

L'échec de la Stratégie Plurinationale, et donc celui du MESyCJ, a énormément freiné les acteurs du réseau d'économie solidaire dans leur travail de sensibilisation auprès des instances gouvernementales. Encore aujourd'hui, le Mouvement peine à retrouver des espaces de dialogue et de valorisation intéressants.

Nom	Année	Innovations	Lacunes	Type d'économie valorisé
Constitution Politique de l'État	2009	<ul style="list-style-type: none"> · Symbolisme important · Instauration d'une économie plurielle · Reconnaissance des logiques économiques communautaire et sociale-coopérative 	<ul style="list-style-type: none"> · Faible opérationnalisation · Confusions 	<ul style="list-style-type: none"> · Économie plurielle : privée, étatique, sociale-coopérative et communautaire
Loi n°144 (OECOMS)	2011	<ul style="list-style-type: none"> · Promotion d'une agriculture durable et familiale · Reconnaissance d'une forme d'économie communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> · Création d'une catégorie d'acteurs hautement politisée (OECOMS) · Absence d'une définition concrète des OECOMS et de l'économie communautaire · Mise en concurrence des OECAS et des OECOMS 	<ul style="list-style-type: none"> · Économie communautaire
Loi n°338 (OECAS)	2013	<ul style="list-style-type: none"> · Soutien gouvernemental · Création d'un cadre légal pour les OECAS 	<ul style="list-style-type: none"> · Non prise en compte des demandes concrètes de la CIOEC · Flou juridique dans la différenciation des OECAS et OECOMS 	<ul style="list-style-type: none"> · Économie communautaire et sociale-coopérative

Ministère du Développement productif et de l'économie plurielle	2006	<ul style="list-style-type: none"> · Tentative d'opérationnalisation · Espace de rencontre entre le gouvernement et les mouvements sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> · Mauvaise identification des acteurs · Ancré dans le paradigme de l'entreprise · Influence mineure 	<ul style="list-style-type: none"> · Économie privée via les micros et petites entreprises
Plan National de Développement	2006 - 2011	<ul style="list-style-type: none"> · Symbolisme fort · Critique du modèle de développement néolibéral · Promotion d'un développement endogène · Création d'une nouvelle matrice productive 	<ul style="list-style-type: none"> · Favorisation d'une dépendance à l'exploitation capitaliste des ressources par la matrice productive · Confusions autour du terme d'économie communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> · Économie étatique et privée <ul style="list-style-type: none"> ↳ Économie sociale-coopérative et communautaire sont assimilées à l'économie privée, faisant partie des secteurs récipiendaires
Stratégie plurinationale d'économie solidaire et de commerce équitable	2010	<ul style="list-style-type: none"> · Collaboration avec les réseaux d'ES et de CE, principalement le MESyCJ, dans l'élaboration · Identification de différentes stratégies pour le renforcement et la pérennité de l'ES et du CE 	<ul style="list-style-type: none"> · Absence d'opérationnalisation, car celle-ci n'a jamais été appliquée · Échec du MESyCJ 	<ul style="list-style-type: none"> · Économie sociale-coopérative et communautaire

3. Bilan du processus de reconnaissance juridico-institutionnelle

Cette dernière section s'emploiera à dresser un bref bilan du processus de reconnaissance juridico-institutionnelle de l'économie solidaire en Bolivie. Il s'agit ici de comprendre si les réalisations étudiées ont permis de répondre aux objectifs et aux attentes du réseau d'ES, si elles ont permis à ce secteur de se codifier, s'institutionnaliser de façon cohérente par rapport à leurs valeurs fondatrices ainsi que par rapport au discours politique du MAS. Ce bilan s'appuie sur les analyses personnelles des textes de loi et organes étatiques étudiés, les différents entretiens réalisés ainsi que sur les travaux d'Isabelle Hillenkamp (2015), de Fernanda Wanderley et ses collègues (2015 ; 2016) ainsi que sur la thèse d'Eva Mascolo-Fortin (2013).

Il est essentiel de souligner les **innovations** dont a fait preuve la Bolivie en matière de reconnaissance et de codification d'une économie plurielle. Ainsi, la Bolivie est maintenant dotée d'un appareil législatif et juridique innovant, portant en son sein les valeurs et principes d'une économie ancrée dans des logiques de solidarité, de réciprocité et de complémentarité. L'innovation de la Constitution de 2009 est reconnue de par le monde, le Plan National de Développement a appelé au dépassement du capitalisme et à un modèle de développement endogène basé sur la pluralité de la nation bolivienne et les Lois n°338 et 144 ont permis la reconnaissance légale des Organisations économiques Paysannes et Communautaires.

Bien que la mise en place d'un régime d'économie plurielle et sa reconnaissance légale en Bolivie ait beaucoup fait parler d'elle, ce processus n'est ni parfait ni abouti. Partant, il convient d'en souligner les limites.

En premier lieu, la Bolivie a connu une **avalanche de réformes du cadre institutionnel**, légal et juridique depuis 2006. L'entièreté de ces cadres a été modifiée en fonction des desideratas des différents groupes et mouvances qui ont soutenu le gouvernement Morales. Cependant, ces cadres juridiques se contredisent parfois l'un l'autre étant donné qu'il a fallu contenter tous les acteurs. En outre, l'absence d'une stratégie partagée et commune aux différents ministères ainsi que le manque de coordination des politiques productives proposées ont affaibli la portée de celles-ci (Velasco Olivarez, 2011). La Constitution Politique de l'État, véritable mosaïque, exemplifie cette nécessité de contentement des différents acteurs engagés dans le processus de changement.

De plus, l'**administration** du gouvernement du MAS est en proie à une **instabilité structurelle** en raison d'une gestion hautement politique plutôt que technique. Ainsi, les ministères sont caractérisés par un *turnover* élevé, rendant quasi impossible un suivi de qualité des dossiers et ne permettant donc pas un soutien politique adapté aux réalités et ciblé. L'échec du Ministère du Développement Productif et de l'Économie Plurielle à proposer et promouvoir des politiques publiques cohérentes et adaptées illustre parfaitement ce dernier cas de figure. En outre, il est également apparu que les fonctions attribuées à ce Ministère dépassaient ses capacités.

Au regard des réalisations légales et institutionnelles analysées dans cette troisième partie, le **déficit de clarté entourant les notions de l'économie plurielle**, principalement celles d'économie communautaire et d'économie sociale-coopérative est flagrant. Ainsi, comme explicité lors de la construction du cadre théorique [*voir Partie I, Section 2*], les notions d'économie solidaire et communautaire souffrent d'une confusion quant à leur définition. Dans la CPE, plusieurs confusions quant aux termes utilisés sont observées tandis que l'absence d'un cadre clair et de définitions exactes, notamment quant aux termes d'OECOMS et d'OECAS, a été dénoncée dans les Lois n°144 et n°338. Le Plan National de Développement, quant à lui, porte en son sein des visions contradictoires des caractéristiques et du rôle des différentes formes d'économie identifiées par la Constitution. L'hypothèse énoncée lors de l'analyse théorique se confirme dans ce cas : le flou sémantique et polysémique entourant les notions d'économie solidaire et communautaire participe grandement à la **difficulté de leur opérationnalisation**. La Bolivie ne semble pas avoir échappé à ce piège.

Cette polysémie mène également à une **mauvaise compréhension** des logiques du secteur de l'économie solidaire ou communautaire. Comme le fait remarquer Isabelle Hillenkamp (2015 ; communication personnelle, 06/04/2018), les négociations entre le réseau d'économie solidaire et le gouvernement n'aboutissent que rarement car les demandes formulées n'apparaissent pas comme étant prioritaires et sont mal comprises. En effet, le fonctionnement des organisations d'économie solidaire n'est pas intégré par le gouvernement. De fait, et comme expliqué précédemment, la légitimité des propositions du secteur de l'ES pose question car celles-ci sont accusées de particularisme. En outre, cette confusion mène également à une primauté de l'économie communautaire sur l'économie solidaire. Ce mécanisme est notamment imputable à la volonté politique du MAS de reconnaître les Organisations économiques

Communautaires (OECOMS) comme acteurs légitimes. Ce statut fait d'eux les récipiendaires des ressources étatiques dégagées pour le secteur et les interlocuteurs privilégiés du gouvernement.

Par ailleurs, les réalisations législatives et institutionnelles opérées par le gouvernement du MAS en vue de la codification de l'économie solidaire ont également **participé au processus de fragmentation du mouvement d'ES**, étudié précédemment [voir *Partie II, Section 4*]. Bien que cette fragmentation ait de nombreuses causes internes au mouvement, le déficit de reconnaissance de l'État envers les demandes du mouvement a favorisé les divisions et la compétition entre les différents acteurs (fédérations, organisations syndicales, confédérations, etc.) afin d'être reconnu comme interlocuteur légitime par l'État et d'ainsi accéder aux espaces de négociations et aux ressources. Ceci fut particulièrement le cas lors de la promulgation de la Loi n°144 qui reconnut et officialisa les Organisations Économiques Communautaires aux dépens des Organisations Économiques Paysannes et qui acéra donc les tensions existantes.

De plus, et ceci est un point d'attention capital, **les quatre formes d'économie** reconnues dans l'économie plurielle **n'ont pas joui de la même promotion** par le gouvernement du MAS. En effet, si la Constitution reconnaît l'égalité de l'économie privée, étatique, communautaire et sociale-coopérative sur papier, il en fut tout autrement en réalité. L'économie étatique est probablement la forme d'économie la plus valorisée et promue par le gouvernement du MAS. En effet, comme l'indique Wanderley (2016 : 11), le mauvais développement productif du pays durant la période néolibérale est notamment explicable par la place de second plan qu'occupait alors l'État. Fort de cette idée, et en coordination avec le secteur privé, la Bolivie d'Evo Morales a renforcé l'économie étatique par la nationalisation d'entreprises ainsi que par la création de nombreuses entreprises publiques dans plusieurs secteurs économiques, comme il fut évoqué. La figure 6 illustre un accroissement de la part de l'économie étatique dans la structure du PIB entre 2005 et 2010. D'autre part, il y eut un réel engagement de la part du gouvernement envers les secteurs « stratégiques », à savoir les secteurs des hydrocarbures et des mines. Les dépenses et investissements publics se sont majoritairement concentrés dans le secteur extractif et ce, au détriment des secteurs de production traditionnels, agricole ou manufacturier. Il est utile de rappeler que le Ministère du Développement Productif et de l'Économie Plurielle n'a, par exemple, pas promu de politiques intégrales de développement productif à l'exception de celles visant l'agro-industrie.

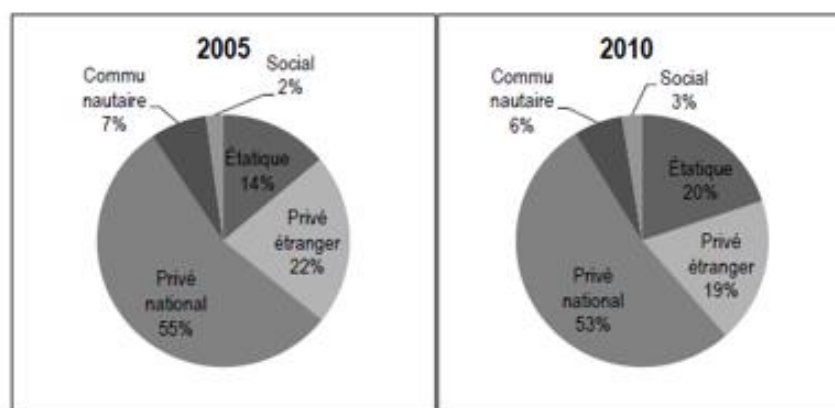


Figure 6 : Structure du PIB par secteur de l'économie plurielle, 2005 et 2010 ;

Source : Mascolo-Fortin, 2013: 98

Ainsi, la **diversification productive** de l'économie bolivienne est apparue comme étant un **objectif secondaire** du gouvernement du MAS. Les politiques allant réellement dans le sens d'une diversification et d'un renforcement de l'économie plurielle sont rares. Au vu des faiblesses internes et externes du mouvement d'économie solidaire (fragmentation, multiplicité des acteurs, accusations de particularisme, mauvaise compréhension, etc.), le discours gouvernemental sur l'économie communautaire a pu se développer et s'ancrer. Ainsi, ce discours est, peu à peu, devenu dominant, incarné par la catégorie des OECOMS, issues de la Loi n°144 de 2011. La promotion de l'économie communautaire par le gouvernement du MAS, notamment à des fins politiques, a entraîné une invisibilisation et un manque de reconnaissance de l'économie solidaire et des OECAS qui y sont associées.

En conséquence des différents facteurs identifiés, les textes de loi et réalisations institutionnelles du gouvernement du MAS apparaissent comme **très peu satisfaisantes** et **ne correspondent pas aux réels besoins et attentes du secteur de l'ES**. Il semble que le gouvernement d'Evo Morales et du MAS ne soit pas parvenu à remplir les espoirs qu'il avait suscités dans le réseau d'économie solidaire. Ainsi, la Loi n°338, bien qu'issue d'un très long processus de négociation, n'a pas accédé aux demandes les plus concrètes et urgentes du réseau. Le Ministère du Développement Productif et de l'Économie Plurielle s'est, quant à lui, trompé dans l'identification de sa cible et de ses secteurs-clés en orientant ses services et politiques vers les micros et petites entreprises (MPE) et non vers les organisations d'économie solidaire.

Partant, il est aisé de conclure que les nouvelles législations ont rarement donné lieu à un changement politique concret ou à un effet sur les politiques publiques du pays. Ainsi, il semble que le processus d'institutionnalisation s'en soit tenu à une **reconnaissance rhétorique et discursive**. Comme l'a souligné Isabelle Hillenkamp (communication personnelle, 06/042018), cette réalité peut être expliquée par la culture légaliste qui règne de façon générale en Bolivie : afin de satisfaire les revendications de la société civile, afin de « faire taire la rue », l'État promulgue des lois. Cependant, il est rare que ces lois soient traduites dans les faits. Ce mécanisme a pu être observé dans le cas de la Stratégie Plurinationale d'Économie Solidaire et de Commerce équitable ou encore avec la Loi n°338. En ce sens, il est possible d'émettre de nombreuses réserves quant à l'institutionnalisation de l'ES au niveau national.

Bien que le processus politique de reconnaissance d'une économie plurielle semble inabouti, un discours pluriel et inclusif reste présent dans les divers syndicats, organisations et acteurs proches de l'économie solidaire. Conformément à ce que cette troisième partie s'est employée à démontrer, il semble important de souligner que l'économie solidaire et communautaire se sont vues reconnues et inscrites dans plusieurs textes juridiques majeurs. Ainsi, au niveau symbolique et juridique, d'importantes avancées sont à noter.

Conclusions

La reconnaissance de l'économie solidaire représente un réel défi en Bolivie. Portée par un mouvement populaire d'envergure, l'économie solidaire s'est vue incorporée aux récents débats politiques dans le cadre de la reconnaissance d'une économie plurielle. Cette valorisation fut possible grâce à l'important plaidoyer politique effectué par le réseau d'économie solidaire, toujours en construction et en recherche d'une identité collective, auprès de l'État. Toutefois, ce processus fut loin d'être exempt de contradictions. Douze ans après l'élection d'Evo Morales, il paraît intéressant de dresser le bilan de son action envers le secteur d'économie solidaire.

Afin de travailler cette question, le présent mémoire fut donc subdivisé en trois parties : le cadre théorique de la recherche, l'analyse de la construction historique du mouvement d'ES bolivien et enfin, l'analyse du processus de reconnaissance juridico-institutionnelle de l'ES. Cette étude s'est basée sur une revue de la littérature scientifique spécifique, des entretiens ainsi que des analyses personnelles des textes de loi et autres documents officiels.

Dans un premier temps, une revue des concepts pertinents fut effectuée. Trois concepts ont été mobilisés dans la définition du cadre théorique : le *Vivir Bien*, l'économie sociale et solidaire ainsi que plusieurs notions relatives à l'institutionnalisation et à la création de politiques publiques.

Le discours du *Vivir Bien* est fondé sur les liens de coexistence et propose une approche biocentrée, plutôt qu'anthropocentrée. Adapté des termes quechua « *Sumak Kawsay* » et aymara « *Suma Qamana* », ce discours trouve ses origines dans la cosmovision andine. Le *Vivir Bien* est donc une actualisation de ces principes et représente un discours politique contemporain en Amérique latine. L'approche économique du *Vivir Bien* emphase la nécessité d'une réduction de la consommation et d'une meilleure (re)distribution, le tout dans le respect de la Nature et des Hommes. Cette approche implique une dimension humaine et solidaire dans toute relation, y compris les relations économiques.

La découverte de cette approche a conduit l'analyse à l'économie sociale et solidaire, dont les principes fondateurs sont notamment l'interdépendance et la réciprocité. La

présentation de termes connexes à la notion d'économie sociale et solidaire a mis en lumière la persistance de confusions sémantiques entourant l'ESS. Celles-ci entachent le potentiel de l'ESS de devenir un réel levier de changement. En outre, cette section permet de proposer l'hypothèse selon laquelle un réel « déploiement » de l'ESS est irréalisable dans un environnement macro néolibéral. Par ailleurs, il est ressorti de cette analyse que ces formes d'économie répondent à des logiques et façons de fonctionner propres.

Enfin, la dernière section théorique a brièvement présenté deux logiques d'institutionnalisation et a permis de rattacher l'institutionnalisation de l'ESS à un processus de co-construction entre acteurs gouvernementaux et société civile. Ce double mouvement, notamment étudié dans la deuxième partie de ce mémoire, est caractéristique de l'anthropologie économique. Cette approche a permis d'introduire la notion d'économie substantive, en opposition à l'économie formelle, théorisée dans la pensée de Karl Polanyi.

Dans un deuxième temps, une présentation du réseau d'économie solidaire bolivien a été réalisée. Celle-ci étaya ses caractéristiques, ses protagonistes ainsi que son évolution, notamment au fil des mandats d'Evo Morales. L'analyse du réseau permet de comprendre quelles étaient les réalités, les demandes, les besoins et les limites le définissant.

Les acteurs phares identifiés dans cette recherche sont multiples et appartiennent à différentes catégories. Les fédérations nationales de l'économie solidaire (OEPAIC, CIOEC, RENACC, Plateforme et MESyCJ) semblent jouer un rôle prépondérant à la fois dans la mobilisation du réseau, dans l'organisation du plaidoyer politique ainsi que dans la relation du réseau avec l'État. Cependant, celles-ci souffrent de tensions internes très importantes. La CIOEC, entité matrice des Organisations économiques Paysannes (OECAS), et le RENACC se sont disputé l'attention gouvernementale, affaiblissant ainsi l'ensemble du réseau. En outre, la Plateforme et, plus tard, le Mouvement d'Économie Solidaire et du Commerce Équitable ont échoué dans leur entreprise d'unification du réseau. Autour de ces fédérations nationales gravitent les organisations économiques paysannes et communautaires (OECAS et OECOMS). La distinction entre ces deux catégories fit l'objet d'un développement. Celles-ci furent notamment au cœur des débats sur la reconnaissance de l'économie communautaire aux dépens de l'économie solidaire par le gouvernement. Les confédérations et organisations syndicales indigènes (CONAMAQ et CIDOB) et paysannes (CSUTCB et BS), quant à elles, ne sont pas des

organisations d'économie solidaire à proprement parler mais partagent de nombreux enjeux et combats avec le réseau. Enfin, les diverses organisations d'appui identifiées permettent de soutenir l'ensemble du réseau. Quant à la question du rôle joué par ces acteurs phares dans la mise à l'agenda public de l'économie solidaire, il apparaît qu'il s'agit principalement d'une mission de plaidoyer politique, de mobilisation du réseau (manifestations, marches, etc.) et de création d'espaces de rencontre entre le gouvernement et le réseau (espaces de négociation, élaboration de textes, lobbying).

Le chemin parcouru par le mouvement d'économie solidaire bolivien fut loin d'être aisé, comme en a attesté cette étude. Intégrant en son sein une multitude d'acteurs, ce dernier est traversé de nombreuses tensions internes et doit faire face à un certain désintérêt. Comme il fut souligné, le *proceso de cambio* initié par le gouvernement du MAS n'a pas permis au mouvement d'ES de se structurer de façon cohérente. Au contraire, il apparaît rogné par ce processus.

En définitive, la deuxième partie de ce mémoire a permis d'arriver à un constat clair. Le réseau d'économie solidaire bolivien se retrouve fragmenté et affaibli du processus de changement initié dès 2006. Cet état s'explique par plusieurs facteurs. La persistance d'une multitude de fédérations et d'organisations empêche le réseau d'apparaître comme un acteur crédible et unifié aux yeux du gouvernement. Cette situation ajoute à la difficulté que connaît le réseau à faire valoir ses revendications comme légitimes car relevant de l'intérêt public et non privé voire corporatiste. En outre, la mise en concurrence des OECAS et des OECOMS, et ainsi de la CIOEC et de la CSUTCB, par le gouvernement a également participé à la fragilisation interne du réseau. Par ailleurs, l'essoufflement des luttes sociales que vit aujourd'hui la Bolivie, combiné au problème générationnel des acteurs du mouvement, affecte la vivacité du mouvement et sa capacité de mobilisation. Enfin, il apparaît clairement que le gouvernement s'est engagé dans un modèle de développement, auquel cette conclusion reviendra par après, ne laissant que peu de place aux revendications du mouvement d'ES. Le secteur de l'ES est donc marginalisé et ne correspond pas aux priorités de l'État.

Dans un troisième temps, l'analyse s'est penchée sur les réponses apportées par le gouvernement du MAS aux revendications portées par le réseau d'économie solidaire⁴². En premier lieu, trois textes juridiques ont été critiqués: la Constitution Politique de l'Etat, la *Ley de la Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria* (n°144) ainsi que la *Ley de Organizaciones Económicas Campesinas, Indígena Originarias para la Integración de la Agricultura Familiar Sustentable y la Soberanía Alimentaria*.

Au terme de l'étude des textes de loi, il apparaît que le type d'économie valorisé et donc favorisé ne répond pas à la conception première de l'économie plurielle, comme énoncée dans la Constitution Politique de l'État. Ainsi, si la CPE manifeste l'égalité stricte des quatre formes d'économie, il en va autrement dans les faits. La Loi n°144 fondant les OECOMS est l'une des lois déterminantes dans le champ de l'économie plurielle. Elle reconnaît le rôle économique des communautés et leur offre ainsi un accès au pouvoir, aux ressources et aux décisions concernant ce champ. La Loi n°144 valorise donc fortement l'économie communautaire dans une manœuvre politique aux dépens de l'économie solidaire. Si celle-ci se voit accorder une certaine forme de soutien et de reconnaissance dans la Loi n°338, il est clair que ce n'est ni suffisant ni cohérent. Cette loi ne prend pas en compte les demandes concrètes émanant du réseau et maintient un flou juridique de circonstance dans la différenciation des OECAS et OECOMS. Ainsi, le texte juridique « phare » de l'économie solidaire semble négligé et non abouti.

En deuxième lieu, ce sont les organes étatiques et leurs productions officielles qui ont été revus. Cette catégorie devait proposer des politiques plus concrètes, directement applicables et opérationnalisables. Si le Ministère du Développement Productif et de l'Économie Plurielle avait suscité de nombreux espoirs à ses débuts, il s'est vite avéré décevant. En effet, celui-ci a échoué dans l'identification de son public-clé, confondant artisans, coopérateurs et micros entrepreneurs. Ainsi, ses actions se sont principalement tournées vers l'économie privée (MPE). Ensuite, le Plan National de Développement 2006-2011, via sa nouvelle matrice productive, propose un modèle de développement fondé sur l'économie étatique et privée, assimilant l'économie sociale-coopérative à l'économie privée. Enfin, la Stratégie Plurinationale d'Économie Solidaire et de Commerce équitable proposait un texte prometteur et innovant mais n'a jamais été

⁴² L'analyse de ces réalisations (innovations, lacunes et promotion) est reprise dans le tableau de synthèse [voir *Partie III, Section 2*].

appliquée pour cause de dysfonctionnements internes au ministère. Par conséquent, à l'exception de la Stratégie, les programmes concrets à destination du secteur de l'économie solidaire ne répondent pas aux réalités de ce secteur.

En définitive, le bilan du processus de reconnaissance juridico-institutionnelle s'est limité à une reconnaissance discursive et rhétorique, avec très peu d'effets normatifs. En effet, un manque criant de suivi de la législation relative à la reconnaissance et la promotion d'une économie plurielle est observé. Comme souligné par Wanderley (2015a), il est donc possible de parler de changements épistémologiques sans réels changements sociopolitiques significatifs. En outre, les aménagements juridiques et institutionnels ne cadrent que trop rarement avec les revendications les plus importantes et urgentes du réseau. Ainsi, plus de douze années après la première élection du MAS et d'Evo Morales à la tête du pays, les demandes quant à l'élaboration d'un régime fiscal et d'une sécurité sociale n'ont toujours pas trouvé concrétisation. Cette primauté de la rhétorique sur l'effectif et la non-prise en compte des demandes phares sont les conséquences d'un plus large panel de dysfonctionnements.

En guise de conclusion finale, il est possible d'établir que le gouvernement du MAS ne s'est pas engagé dans une trajectoire permettant un *path shifting*, une bifurcation de trajectoire politique. Le MAS a choisi de faire campagne en portant haut les valeurs indigènes et celles du respect de la *Pachamama* et en clamant la promesse d'un État postcolonial, plurinational et post-capitalisme, ancré dans le discours du *Vivir Bien*. Toutefois, de nombreux aspects de la politique du MAS ne suivent pas la vision du *Vivir Bien* et consolident le modèle « extractiviste-redistributif » de la Bolivie. Si ce modèle dépend fortement de l'action de l'État tout en redistribuant une partie des bénéfices créés, il reste basé sur l'extraction et l'exploitation des matières premières. Par conséquent, le pays a échoué dans la diversification de ses ressources économiques et donc dans la reconnaissance et la valorisation de la pluralité de son économie. Dans ce modèle, l'extraction et l'exploitation des matières premières sous-tendent l'ensemble du mode de développement national et rend le passage à un mode de développement reposant sur les petits producteurs organisés extrêmement compliqué. Ainsi, et cela rejoint l'hypothèse énoncée dans le cadre théorique, le modèle choisi et mis en place par le gouvernement ne permet pas le développement de l'économie solidaire et de ses activités. L'encensé *proceso de cambio* a fini par produire et alimenter une tension structurelle entre reconnaissances symboliques profondes et changements sociopolitiques significatifs.

En dernier lieu, il est utile de préciser que cette étude présente plusieurs limites. Premièrement, celle-ci s'est employée à étudier les innovations institutionnelles et juridiques au seul niveau national. Ce faisant, elle ne permet pas d'avoir une réelle vue d'ensemble de la question étant donné qu'elle ignore les actions des niveaux inférieurs du pouvoir. Il est clair que les autorités locales et régionales sont également des acteurs majeurs dans la reconnaissance et la valorisation d'une économie solidaire, ancrée dans le principe d'économie plurielle. Par ailleurs, ce niveau d'organisation offre peut-être des réponses plus satisfaisantes et cohérentes. Ensuite, la troisième partie de cette étude s'est attelée à l'examen de plusieurs textes juridiques ainsi qu'à l'analyse de diverses entités institutionnelles. Il est évident qu'un examen exhaustif de ces réalisations n'aurait pas pu être envisagé dans le cadre de ce mémoire. Toutefois, cette non-exhaustivité de l'étude représente une certaine limite. Les conclusions tirées ne peuvent donc être généralisées qu'avec prudence.

L'analyse proposée s'est attachée à examiner la construction du mouvement d'économie solidaire et l'institutionnalisation de ses revendications, selon une approche méso. Bien sûr, l'approche méso en elle-même n'est pas suffisante pour appréhender l'ensemble du processus de codification et de construction vécu par le réseau d'ES. Ainsi, ce travail ne permet de rendre compte que d'une seule facette du kaléidoscope qu'est la question de la reconnaissance de l'économie solidaire. A l'instar du kaléidoscope, l'économie solidaire bolivienne possède un champ des possibles et des faisables indéfini, voire infini. Analyser ce même processus en combinant diverses approches, dont l'approche micro, serait extrêmement riche et permettrait de compléter les conclusions tirées.

Annexes

Annexe 1 : Une comparaison des deux modèles de développement

Desarrollo capitalista	“Vivir Bien” amerindio
El crecimiento económico y financiero es ilimitado.	Un crecimiento ilimitado es el cáncer.
El Vivir Bien sólo se da mediante el vivir mejor.	Somos iguales, pero diversos.
El egoísmo humano es el ímpetu del crecimiento económico.	La ayuda mutua (<i>ayni</i>) es el motor del Vivir Bien.
La competencia entre los sujetos humanos es la base de riqueza.	La solidaridad y complementariedad generan calidad de vida.
Los vicios personales (avaricia; egoísmo; codicia; etc.) se vuelven virtudes en lo público.	La trilogía andina rige en lo personal como en lo público: <i>ama suwa, ama llulla, ama qella!</i>
El libre mercado (demanda y oferta) contribuye a la justicia social.	El libre mercado fomenta desigualdades e injusticias.
La Naturaleza es objeto y medio de producción.	La Naturaleza es nuestra madre viva.
Todo es cuantificable.	La calidad prima sobre la cantidad.
El mundo es una máquina.	El mundo es <i>Pacha</i> , organismo ordenado y en equilibrio.
La vida puede ser reducida a lo mecánico.	La vida es característica de todo lo que existe.
Los recursos naturales son medios de producción.	Los recursos naturales son la base de vida.
El dinero crea riqueza (produce).	Sólo la naturaleza produce.
El desarrollo contribuye a la felicidad.	El Vivir Bien es expresión de la felicidad.

Source : Estermann, 2012 :11

**Annexe 2 : Comparaison du modèle néolibéral au nouveau modèle défini par
Ministère de l'Économie et des Finances Publiques**

El modelo neoliberal	El nuevo modelo
Libre mercado. El mercado es el mecanismo mediante el cual se asignan recursos y se corrigen desequilibrios. Hipótesis del mercado eficiente	El Estado interviene para corregir las fallas del mercado (inexistencia de redistribución de riquezas y monopolio transnacional de empresas estratégicas)
Estado gendarme. Estado observador. El mercado es el mecanismo autorregulador del proceso económico	Participación activa del Estado en la economía. El Estado debe intervenir en la economía a través de sus siete facetas: Planificador, empresario, inversionista, regulador, benefactor, promotor, banquero
Estado Privatizador, que transfiere excedentes al exterior y no precautela los recursos naturales de los bolivianos	Nacionalización y control de los RRNN estratégicos para beneficiar a los bolivianos
Patrón de Desarrollo Primario Exportador	Patrón de desarrollo industrializador con desarrollo productivo
Concentración de ingresos y generación de sectores excluidos de la sociedad	Estado redistribuidor del ingreso y economía plural e inclusión social
Economía centralizada en la iniciativa privada	Estado promotor de la economía plural
Crecimiento en función de la demanda externa exclusivamente	Crecimiento en función de la demanda externa y demanda interna
Dependencia del ahorro externo para la inversión, mayor endeudamiento y déficit fiscal	Generación de recursos internos para la inversión, menor endeudamiento y superávit fiscal
Estancamiento, pobreza, desigualdad de riqueza y oportunidades	Mayor desarrollo, redistribución y generación de empleo
Estabilidad macroeconómica como un fin en sí mismo	Preservar la estabilidad macroeconómica como patrimonio social e impulsar el desarrollo económico

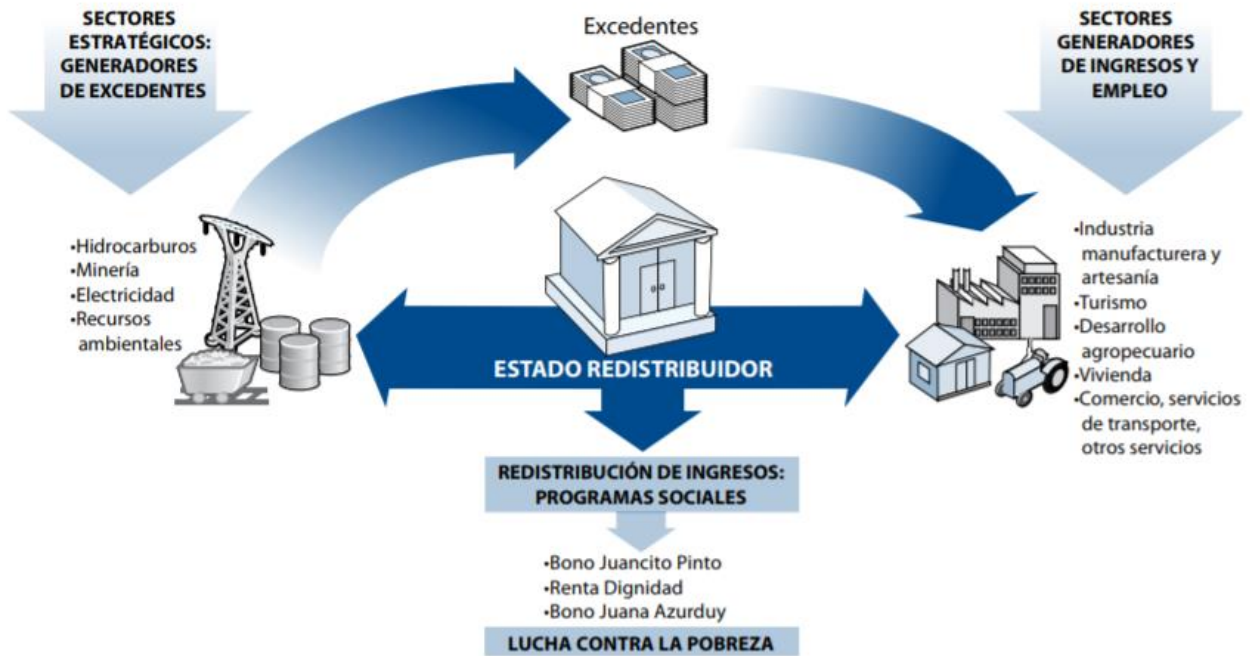
Source: Ministerio de Economía y Finanzas Públicas MEFP, 2011 : 7

Annexe 3 : Schématisation de la stratégie générale du Plan National de Développement 2006-2011



Source : Ministerio Productivo de Desarrollo, 2006 : 22

Annexe 4 : Schématisation du nouveau modèle économique, social, communautaire et productif de la Bolivie



Source : Ministerio de Economía y Finanzas Públicas MEFP, 2011 : 7

Annexe 5 : Tabulation des pistes audio des entretiens menés (contenu digital)

Personne interviewée	Nom de la piste audio	Durée de l'entretien
Sophie Charlier	Entretien_S_Charlier_2018.WMA	00:32:51
Laurent Delcourt	Entretien_L_Delcourt_2018.WMA	01:01:01
Isabelle Hillenkamp	Entretien_I_Hillenkamp_2018.WMA	00:38:52

Bibliographie

- **Articles scientifiques**

Acosta, A. & Gudynas, E. (2011a). “La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa», *Utopía y Praxis Latinoamericana*, n° 53, p. 71 - 83

Allemand, S. & Boutillier, S. (2010). “L’économie sociale et solidaire, une définition pluridimensionnelle pour une innovation sociale”. *Marché et organisations*, p. 9-14

Audubert, V et Garcia, J-R. (2017). “La Bolivie d’Evo Morales : Territoire, identité et diplomatie”. *Diplomatie* n°85, p.

Bruce, M. (2015). Action artistique et Buen Vivir : pour la construction de sociétés solidaires. *Filigrane. Musique, esthétique, sciences, société*, p. 1-10

Calla, R. (2011). “TIPNIS y Amazonia : Contradicciones en la agenda ecológica de Bolivia”, *European review of Latin America and Caribbean Studies Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, p. 77-83

Carme, E. (2016). “Le Buen Vivir : qu’est-ce donc ? ” *Ballast*, p.1-8.

Chevallier, J. (2005). “Politiques publiques et changement social” *Revue française d’administration publique*, n°115, p. 383-390

Choque, M.E. & Mamani, C. (2003). “Reconstrucción del Ayllu y derechos de los pueblos indígenas : el movimiento Indio en los Andes de Bolivia”. Cité In *Ticona, E. (dir.) Los Andes desde los Andes : Aumaranaka, Qhichwanakana Yatxatawipa, Lup’iwipa, La Paz, Yachaywasi*.

Coraggio, J-L. (2015). “L’économie sociale et solidaire et son institutionnalisation en Amérique latine : cinq pays, cinq processus.” *Revue Française de Socio-Économie* n°15, p. 233-252

Delcourt, L. (2015). “La Bolivie d’Evo : Des idéaux indianistes à la realpolitik néo développementaliste. ” *Etudes du CETRI*, p. 1-30

Delgado Quirroga, R. & Coopman, P. (2013) “Bolivie: Entre la théorie et la pratique”. *Défis Sud*, n°116, p. 20-21

Duterme, B. (2008). “Amérique Latine : Virages à gauches et mouvements sociaux.” *Etudes du CETRI*

Estermann, J. (2012). “Crisis civilizatoria y Vivir Bien: Una crítica filosófica del modelo capitalista desde el allin kawsay/suma qamaña andino”. *Polis (Santiago)*, 11(33), p. 149–174.

Fraisse, L. & al. (2007). “ Économie solidaire : des initiatives locales à l’action publique. Introduction”, *Revue Tiers Monde* n°190, p. 245-253

Gudynas, E. (2011). “Tensiones, contradicciones y oportunidades de la dimensión ambiental del Buen Vivir”, *Vivir bien: ¿ Paradigma no capitalista?*, p. 231-246.

Hart, K. (1973) “Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana”, *The journal of Modern African Studies*, p. 61-89

Hillenkamp, I. (2007). “Le mouvement bolivien d’économie solidaire dimensions économiques et politiques d’une action collective”. *Revue Tiers Monde* n°190, p. 343-346

Hillenkamp, I. (2009). “L’approche Latino-Américaine de L’économie Populaire, Les Inégalités et La Pauvreté”. *Revue de La Régulation. Capitalisme, Institutions, Pouvoirs*, n°6, p.1-20

Hillenkamp, I. (2010) “Economía Solidaria “Significación y prácticas en el contexto Boliviano”, CIDES-UMSA.

Hillenkamp, I., & Bessis, F. (2012). “L’innovation sociale par l’économie solidaire en Bolivie : une démocratisation des conventions de production et de genre”. *Innovations*, 38(2), 85.

Hillenkamp, I. & Wanderley, F. (2015). “Genèse et logiques de justification de l’économie communautaire et solidaire en Bolivie ”. *Revue internationale de l’économie sociale* 337, p. 41-56

Houtart F. (2011). “El concepto del Sumak Kawsay (Buen Vivir) y su correspondencia con el bien común de la humanidad”. *Journal Ecuador Debate*, p. 84-99

- Houtart, F. (2010). “La conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère”. *Mouvements*, vol. 63, n°, p. 82-87
- Lacroix, L. (2012). Territorialité autochtone et agenda politique en Bolivie (1970-2010). *Quaderns-e*, n°17, p.60–77.
- Lacroix, L., & Le Guill C. (2015). “La Bolivie à l’heure du troisième mandat d’Evo Morales”. *Outre-Terre* n°43, p. 304-329
- Lasida, E. (2008). “ L’économie solidaire : une nouvelle manière de penser l’économie”, *L’encyclopédie du développement durable*, Editions des Récollets, 6 p.
- Lavaud, J-P. (2012). “Verushka Alvizuri, Le savant, le militant et l’aymara - Histoire d’une construction identitaire en Bolivie (1952-2006) ”. *Problèmes d’Amérique latine*, n°87), p. 147-156.
- Lavaud, J-P. (2015). “La réélection d’Evo Morales à la présidence de la Bolivie”, *Problèmes d’Amérique latine* n° 98, p. 37-57.
- Lemaître, A. & al. (2011). “L’économie solidaire face à l’État en Amérique latine : Les dynamiques contrastées du Brésil et du Venezuela.” *Revue Tiers Monde*, n°208, p. 159-174
- Liendo, R. (2017). “Bolivie : Vivir Bien, « Evisme », et division des mouvements sociaux.”, *Alternatives Sud - État des résistances dans le Sud : Amérique latine*, n°4, p.31-39
- Palier B. & Bonoli G. (1999). “ Phénomènes de *Path Dependence* et réformes des systèmes de protection sociale”. *Revue française de science politique*, n°3, p. 399-420
- Palier, B. (2014). “Path dependence (dépendance au chemin emprunté) ” *Dictionnaire des politiques publiques : 4^e édition précédée d’un nouvel avant-propos*, p. 411-419
- Quijano, A. (2015). “« Bien Vivir »: Entre el" desarrollo" y la Des/Colonialidad del poder”. *Horizontes Sociológicos*, p.25–38.
- Ruiz Rivera, M. J., & Lemaître, A. (2017). Institutionnalisation de l’économie populaire et solidaire en Équateur: une lecture historique de l’encastrement politique des organisations. *Mondes en développement*, 179, 137 p.

Sarria Icaza, A. M. & Tribia, L. (2005). “Économie populaire” In *Laville J.-L. et Cattani A. D. (éds.), Dictionnaire d'une autre économie, Paris, Gallimard, pp. 217-224*

Servet J.-M. (2007). “Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, Une contribution à la définition de l'économie solidaire”, *Revue Tiers Monde* n°190, p.255-273

Thomas, F. (2015). “L'économie sociale et solidaire : enjeux, défis et perspectives.”, *Alternatives Sud*, « L'économie sociale et solidaire : levier de changement ? », Vol. XXII, n°2, CETRI-Syllepse, p. 7-23

Vanhulst, J. & Beling, A. (2013). “Buen vivir et développement durable : rupture ou continuité ?”. *Ecologie & politique*, p. 41-54

Wanderley, F. (2013b) “El marco normativo de la Economía Plural en Bolivia. Significados, alcances y actores de la Economía Social Comunitaria”, *Desarrollo Económico Comunitario* n° 26, CIDES-UMSA, p. 115- 145

Wanderley, F. (2015a), “Économie solidaire et communautaire : progrès et défis en Bolivie”, *Alternatives Sud*, « L'économie sociale et solidaire : levier de changement ? », Vol. XXII, n°2, *CETRI-Syllepse*, p. 63-82

Wanderley, F. (2016). “La economía solidaria y comunitaria en Bolivia”. *Revista de la Academia CIDES-UMSA*, n°21, p. 57-75

- **Monographies**

Acosta, A. (2014) *Le Buen Vivir*, Les Éditions Utopia, 196 p.

Hillenkamp, I., Baudoin Farah, A., & Urquieta Crespo, P. (2014). *La economía solidaria en Bolivia: entre mercado y democracia*. La Paz, Bolivia - Marseille, France: CIDES-UMSA ; Institut de recherche pour le développement.

Polanyi, K. (1944), *La grande transformation*, Gallimard, 476 p.

Postero, N. (2017). *The Indigenous State: Race, Politics, and Performance in Plurinational Bolivia*. Oakland, California: University of California Press.

Rostow, W.W. (1959). *The Stages of Economic Growth*, *Econ History Review*

Robbins, L. (1932). *An essay on the Nature and Significance of Economic Science*. MacMillan & Co Limited, 156 p.

Wanderley, F. (2009). *Crecimiento, empleo y bienestar: ¿Porqué Bolivia es tan desigual?*. La Paz: CIDES-UMSA, 213 p.

Wanderley, F. (2013a). *¿Qué pasó con el proceso de cambio en Bolivia? Ideales acertados, medios equivocados, resultados trastrocados*. CIDES-UMSA, Plural editores, 248 p.

Wanderley, F. (2015b). *Desafíos teóricos y políticos de la economía social y solidaria: lectura desde América Latina*. La Paz: CIDES-UMSA, 135 p.

Ziegler, J. (2011). *La Haine de l'Occident*. Paris : Albin Michel, 304 p.

- **Chapitres d'ouvrage**

Casas, M. (2011) “Una mirada económica hacia el Vivir Bien”. In *Farah, I., Vasapollo, L. (coord.) (2011), Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?, La Paz, Plural Editores, p. 425.*

Hillenkamp, I. (2012). “Economía solidaria y transformación social: pluralidad y tensiones. Lecciones de Bolivia”, pp. 231-258. In *Marañon Pimentel B. (dir.), Solidaridad económica y potencialidades de transformación en América Latina: una perspectiva descolonial, Buenos Aires, Conseil Latino-Américain des Sciences Sociales (CLACSO)*

Hillenkamp, I. (2015) “Associations, économie plurielle et État plurinational en Bolivie” p. 503-531. In *Laville, J-L. et Salmon, A. (2015) « Associations et action publique » Desclée de Brouwer, Solidarité et Société Paris*

Laville, J-L. (2013). “De la Bolivie à la théorie de l'économie solidaire”, p. 307-312. In *Hillenkamp, I. (2013). L'économie solidaire en Bolivie, entre marché et démocratie, Éditions Karthala,*

- **Thèses**

Lemaître, A. (2009). “ Organisations d'économie sociale et solidaire. Lecture de réalités Nord et Sud à travers l'encastrement politique et une approche plurielle de l'économie.”,

Thèses de la Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, *Presses universitaires de Louvain*, 480 p.

Mascolo-Fortin, E. (2013). “Économie plurielle dans la Bolivie du « proceso de cambio » : premiers jalons d’une économie agraire sociale et solidaire? ”, Thèse de la Faculté des sciences sociales, *Presses universitaires d’Ottawa*, 138 p.

- **Rapports, articles de colloques et working papers**

Acosta, A. & Gudynas, E. (2011b) “El Buen Vivir o la disolución de la idea del progreso” p. 103-110, In *Rojas, M. (Coord.,) (2011). La medición del progreso y del bienestar - Propuestas desde América Latina. Foro Consultivo Científico y Tecnológico, México.*

BIT. (1993) *Statistiques de l’emploi dans le secteur informel*, Rapport pour la XV^{ème} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, Genève, BIT.

Coraggio J-L. (2008). *La Economía social y solidaria como estrategia de desarrollo en el contexto de la integración regional latinoamericana*. 3er Encuentro Latinoamericano de Economía solidaria y Comercio Justo, RIPESS, Montevideo. Retrieved from José-Luis Coraggio Website: http://www.coraggioeconomia.org/jlc_publicaciones.htm

Haslam, P. (2003). *Amérique latine : La montée d’une nouvelle gauche*. Ateliers diversité et solidarité. Un regard sur l’Amérique latine : nouveau contexte politique, social et économique, les nouveaux acteurs sociaux, Université du Québec en Outaouais, 6p.

Hillenkamp, I. (2008). *L’économie solidaire, un modèle alternatif de développement ? Une approche institutionnaliste illustrée par le cas de la Bolivie*. VIII^{ème} Rencontres internationales du Réseau Interuniversitaire de l’Économie Sociale et Solidaire : “Économie sociale et solidaire, développement, mobilité et relocalisations”, Barcelone, Espagne, 16p.

Jiménez, R. (2011). *Recovering and Valuing other Ethical Pillars: The Concept of Buen Vivir*. Forum for a new World Governance. Retrieved from the RIO+20 Portal website : http://rio20.net/wp-content/uploads/2011/07/Rescatar_valores_Buen_vivir_EN.pdf

Rojas, M. (Coord.,) (2011). *La medición del progreso y del bienestar - Propuestas desde América Latina*. Foro Consultivo Científico y Tecnológico, México.

Vanek, J, Chen, M., Carré, F., Heintz, J & Hussmanns, R. (2014). *Statistics on the Informal Economy: Definitions, Regional Estimates & Challenges*, Working Paper Statistics 2, WIEGO

Velasco Olivarez, M. (2011). “Estudio de casos bolivianos: Las políticas públicas de economía social y el dialogo entre los poderes públicos y la sociedad civil”, *Foro internacional sobre la economía social y solidaria*, Chantier de l'économie sociale, 38p.

- **Documents officiels**

Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural, Viceministerio de comercio interno y exportaciones (MDPyEP) (2010). *Estrategia Plurinacional de Economía Solidaria y Comercio Justo*, La Paz: Bolivia, 79p.

Ministerio de Economía y Finanzas Públicas (MEFP) (2011). *El Nuevo Modelo Económico, Social, Comunitario y Productivo*. Economía Plural, vol. 1, no.1, La Paz: Bolivia, 12 p.

Ministerio de Planificación del Desarrollo (MPD) (2006). *Plan Nacional de Desarrollo, Bolivia Digna, Soberana, Productiva y Democrática para Vivir Bien, Lineamientos Estratégicos, 2006-2011*. La Paz: Bolivia, 211p.

Plataforma Multisectorial de Promoción de la Economía Solidaria y del Comercio Justo en Bolivia (2007), *Propuesta de Economía Solidaria y Comercio Justo en Bolivia*, La Paz: Bolivia, 27p.

- **Législation**

Constitución Política del Estado (CPE) (2009). Congreso Nacional, Asamblea Constituyente de Bolivia, entrée en vigueur le 7 février 2009. Retrieved from: https://www.oas.org/dil/esp/Constitucion_Bolivia.pdf

Ley de la Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria, Asamblea Legislativa Plurinacional, n°144, 26 juin 2011. Retrieved from: <http://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/es/bo/bo042es.pdf>

Ley, de Organizaciones Económicas Campesinas, Indígena Originarias - OECAS y de Organizaciones Económicas Comunitarias - OECOM para la Integración de la Agricultura Familiar Sustentable y la Soberanía Alimentaria, Asamblea Legislativa

Plurinacional de Bolivia, n°338, 26 février 2013. Retrieved from: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/bol120900.pdf>

- **Sources non-scientifiques**

Stefanoni, P. (2006) *Le labyrinthe de la révolution bolivienne*. Retrieved from : <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1980>

Ortiz, J. (2013). « Le concept andin de « buen vivir » et « l'écossocialisme » ». *Le Grand Soir*. Retrieved from: <https://www.legrandsoir.info/le-concept-andin-de-buen-vivir-et-l-ecosocialisme.html>

- **Articles de presse**

Ortiz, P. (2018). *Aprobación de Evo es ahora del 34%*, El Deber, Santa Cruz. Retrieved from: <https://www.eldeber.com.bo/bolivia/Evo-cumple-12-anos-en-el-Gobierno-con-aprobacion-del-34-20180121-0002.html>

Molina, F. (2018). *12 años de Evo Entre el gobierno fructífero y el caudillismo pernicioso*, Nueva Sociedad, Retrieved from : <http://nuso.org/articulo/12-anos-de-evo/>

Layme, B. (2017). *Evo tiene vía libre para ser candidato de por vida*, Pagina Siete, La Paz, Retrieved from: <http://www.paginasiete.bo/nacional/2017/11/29/tiene-libre-para-candidato-vida-161271>.

- **Entretiens**

Charlier, S. (30 mars 2018). *Communication personnelle*. Louvain-la-Neuve. (M. Raida, Intervieweuse).

Delcourt, L. (22 mars 2018). *Communication personnelle*. Louvain-la-Neuve. (M. Raida, Intervieweuse).

Hillenkamp, I. (6 avril 2018). *Communication personnelle*. Skype. (M. Raida, Intervieweuse).

Résumé : En 2006, Evo Morales, anticapitaliste et défenseur du *Buen Vivir*, devient le premier président indien du continent sud-américain et amène son parti, le MAS (*Movimiento Al Socialismo*) au pouvoir. Le gouvernement du MAS a porté les revendications de la société civile et des mouvements sociaux dans la sphère publique, créant ainsi une fenêtre d'opportunité unique. Depuis, l'horizon politique, économique, social et culturel de la Bolivie a été bouleversé et une institutionnalisation importante des différentes demandes émanant des acteurs populaires est observée. Parmi ceux-ci, le mouvement d'économie solidaire (ES) bolivien a milité pour la reconnaissance de son secteur, dans le cadre plus large du débat sur l'économie plurielle. Ainsi, ce mémoire s'emploie à analyser la construction du mouvement d'économie solidaire bolivien et l'institutionnalisation de ses revendications par l'État, dans une approche méso. D'une part, l'analyse de la construction du mouvement bolivien d'ES montre que celui-ci est sorti affaibli et fragmenté du *proceso de cambio*, initié par le gouvernement. Traversé par des tensions internes et soumis à des pressions externes, celui-ci n'est pas parvenu à se structurer en un acteur unique et cohérent. D'autre part, l'analyse de l'institutionnalisation des revendications du mouvement prouve que la reconnaissance du secteur de l'ES par le gouvernement s'est limitée à un niveau rhétorique et discursif, sans réels effets. Ainsi, ce mémoire permet de souligner la complexité du chemin vers l'institutionnalisation des pratiques populaires. Celui-ci est soumis à de nombreux facteurs et constitue, finalement, un processus ambivalent.

Mots-clés : Économie solidaire – Économie plurielle – Institutionnalisation – Bolivie – *Vivir Bien*